

2015

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14580 - 6 F

MERCREDI 25 DÉCEMBRE 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Dans l'attente de sa démission

Ultimes tractations sur l'avenir

Feu l'URSS

de M. Mikhaïl Gorbatchev

L'URSS est morte, vive la Russie ! Le communiqué commun publié lundi 23 décembre par le Communauté européenne, comme les déclarations faites le même jour à la Maison Blanche, valent reconnaissance « de facto » de la République que préside M. Boris Eltsine comme Etat succédant légalement à feu l'Union soviétique.

Les Occidentaux admettent ainsi, entre autres, que la Russie prenne la place de l'URSS comme membre permanent du Conseil de sécurité à l'ONU et dans les négociations où l'Union soviétique était encore impliquée; les ambassades occidentales dans l'ex-URSS deviendront des missions diplomatiques s'ouvrant ensuite dans les autres Républiques lorsqu'elles obtiendront leur reconnaissance. C'est la conséquence de la victoire que M. Boris Eltsine a obtenue à Alma-Ata, une victoire dont les Occidentaux semblent ainsi se satisfaire, parce que ce scénario est de loin le plus simple de tous ceux qui se pouvaient concevoir.

DEPUIS des mois, l'Europe et les Etats-Unis préparaient pour la fin de l'année 1991 une « autorité centrale » dans ce qui succéderait à l'Union soviétique en voie de désintégration. Mais ils étaient bien loin de leur possible pour maintenir en état de survie artificielle un président soviétique de plus en plus affaibli, ils ne pouvaient ignorer que l'avènement d'une nouvelle « union » de caractère étatique était des plus aléatoires, voire assez illusoire. Il fallait une rupture.

Elle a été scellée à Alma-Ata, dans la mesure où la Communauté des Etats indépendants (CEI) n'a pas les attributs d'un Etat. Il n'y a plus de citoyenneté ni de diplomatie uniques et très peu d'institutions communes. Mais cette rupture avec l'ancienne Union connaît deux exceptions majeures, essentielles aux yeux des Occidentaux et les seules en vérité qu'ils réclamaient vraiment : le nucléaire et la dette.

L'ENGAGEMENT pris par les représentants des Républiques, le 28 octobre, d'honorer solidairement la dette de l'Union soviétique est inscrit dans les accords d'Alma-Ata. Surtout, ces accords formalisent des promesses données jusqu'à dans le désordre à propos des armements, notamment l'engagement de respecter les accords internationaux souscrits par l'URSS. Ils distinguent aussi les responsabilités particulières de la Russie dans le domaine nucléaire, même si tous les problèmes, de ce point de vue, n'ont pas encore trouvé leur solution et qu'une négociation reste à mener, dont la conclusion est annoncée pour le 30 décembre.

Les accords d'Alma-Ata ne règlent pas tout (M. James Baker n'a même pas caché qu'il ne donnait pas cher de l'avenir de la CEI); mais ils représentent un effort d'organisation de la succession, à l'inverse de ce qui s'est produit en Yougoslavie. Devant l'énorme incertitude que représente le démantèlement de l'empire soviétique, les Occidentaux ont choisi de restituer les aspects positifs de ces accords plutôt que leurs imperfections, et de ne pas laisser s'installer à la place de l'URSS un vide d'une autre ampleur que celui qui a remplacé la petite Fédération yougoslave - un abîme.

M0147 - 1225 0 - 6.00 F



Après un entretien de huit heures avec M. Eltsine, lundi 23 décembre, M. Gorbatchev a annoncé qu'il prendrait une décision sur son avenir personnel dans « les deux prochains jours » selon l'agence Interfax. La CEE s'est félicitée lundi soir de la création de la Communauté des Etats indépendants (CEI) et a demandé que la Russie exerce toutes les responsabilités assumées par l'ex-URSS. En Géorgie, les affrontements entre adversaires et partisans du président Gamsakhourdia se poursuivent. Le dernier bilan fait état d'une trentaine de morts.

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

« Je ferai part de ma décision dans les deux prochains jours », a déclaré, lundi 23 décembre, M. Mikhaïl Gorbatchev, cité par l'agence Interfax, en parlant au téléphone avec le premier ministre britannique M. John Major. Pour lui donner cette précision, M. Gorbatchev a interrompu une réunion au Kremlin avec M. Boris Eltsine, la première entre les deux hommes depuis une semaine, lorsqu'il avait été annoncé que l'URSS cesserait

officiellement d'exister à la fin de l'année. Mais cette fois leur réunion, à laquelle s'est rapidement joint M. Alexandre Iakoulev, le doyen des conseillers de la présidence, a duré toute la journée - huit heures, a précisé l'agence Interfax.

Selon un des porte-parole de M. Gorbatchev, ils ont discuté « du sort des centaines de personnes qui travaillent dans l'appareil présidentiel et, bien sûr, du sort du président [Gorbatchev] lui-même ».

SOPHIE SHIHAB

Lire la suite et nos informations page 3

Les élections législatives en Algérie



Lire page 5 les articles de JACQUES DE BARRIN et de GEORGES MARION

POINT

Trente ans après, l'Algérie participera, jeudi 28 décembre, au premier tour des premières élections législatives pluralistes depuis l'indépendance du pays en 1962.

Page 6

Les samaritains du métro

A l'initiative de la RATP, éducateurs et assistants sociaux viennent en aide aux sans-abri réfugiés dans le sous-sol parisien

par Eric Inciyan

Les voyageurs ont failli piétiner la forme recroquevillée au bas de l'escalier. Coups d'œil en biais vers les mots écrits sur un bout de carton : « J'ai honte, mais j'ai faim ». Un enfant a jeté trois pièces jaunes données par sa maman. La foule a fait un écart pour continuer son chemin. Scène ordinaire du métro parisien.

Hélène s'est accroupie près de l'homme cassé : « Je suis éducatrice de métro, je peux vous aider. » Sans relever la tête, il a murmuré son histoire. Henri a trente-cinq ans et sa « mauvaise passe » dure depuis deux mois. Non, il ne boit pas. Oui, il connaît les adresses « qu'on se refille entre sonnés » : celles où l'on donne une soupe chaude et un casse-croûte, celles des « ver-ticales » où l'on prend une douche et des habits, celles des

foyers d'accueil où il passe ses nuits. Comme les autres naufragés du métro, Henri survit au jour le jour. Il n'a plus de papiers d'identité et, parce qu'il est « SDF » (sans domicile fixe), la police refuse de lui procurer une attestation de perte (sous prétexte de lutter contre un florissant trafic de documents volés).

Il n'a plus de travail et son BTS de gestion ne lui sert plus à rien depuis qu'il a été condamné pour une affaire de chèques en bois. Henri se dit « prêt à n'importe quel boulot » et voudrait bénéficier du RMI. Comment faire ? Quand Hélène lui parle d'un rendez-vous avec un assistant social de la RATP, quand elle lui explique qu'une association peut lui servir de boîte postale afin d'obtenir de nouveaux papiers, l'homme cassé relève enfin la tête. En une année, plus de six cents marginaux du métro ont été ainsi touchés par les édu-

cateurs de la RATP. Ceux-ci arpentent les quais et les stations à la recherche de « clients » qui, disent-ils, sont incapables de faire une démarche volontaire vers les services sociaux.

Chaque éducateur a son « truc » pour les repérer : les chaussettes prises de saleté qui tombent dans des chaussures exténuées, la noirceur des mains et des ongles, les vêtements recroquevillés en vestiaire, passés de modes et dépareillés, trop grands ou trop petits. L'enquête par le comité de prévention et de sécurité de la Régie, que préside le commissaire Gérard d'Aodré, l'opération « Coup de pouce » vient compléter un dispositif aussi répressif qu'adapté : ramassés pour une nuit par les « bleus » de la préfecture de police, les « indésirables » du métro avaient vite fait de régner leur ciel de falaise.

Lire la suite page 9

Les négociations de l'Uruguay Round

Commerce : le différend euro-américain s'aggrave

Le différend s'accroît entre l'Europe et les Etats-Unis dans les discussions de l'Uruguay Round. Le conseil des ministres du commerce extérieur de la CEE, réuni lundi 23 décembre à Bruxelles, a rejeté à la quasi-unanimité le projet de compromis sur les négociations commerciales multilatérales élaboré par M. Arthur Dunkel, directeur général du GATT. Ce rejet satisfait plus les Français que les Britanniques. Aux Etats-Unis, l'administration resta favorable au compromis, contrairement aux milieux économiques.

BRUXELLES

(Communauté européenne)

de notre correspondant

« Le projet [présenté par M. Arthur Dunkel, directeur général du GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) et citoyen suisse] est globalement déstabilisant. Dans la mesure où il met en cause les fondements de la politique agricole de la Communauté, il n'est pas acceptable et doit donc être modifié... Des efforts véritables devront être obtenus de nos principaux partenaires, en particulier des Etats-Unis et du Japon... »

Cette réaction du conseil des ministres des Douze, réuni lundi 23 décembre à Bruxelles, montre bien que - sans fermer la porte à la négociation ni même formellement rejeter le « papier Dunkel » - il estime, à la quasi-unanimité, que ce texte ne constitue pas, dans cet état, une base envoieable pour continuer les pourparlers. Son chapitre agricole, qualifié, on l'a vu, d'« inacceptable », a été particulièrement critiqué.

PHILIPPE LEMAITRE

Lire page 15 la suite et les articles

d'ALAIN FRACHON et de FRANÇOIS GROSCHARD

Nouveaux accords sur les dépenses de santé

Après les biologistes et les ambulanciers, c'est à tour de rôle les infirmiers libéraux et des cliniques privées. M. Bruno Dureux, ministre délégué à la santé, a annoncé lundi 23 décembre la signature d'accords pour la limitation des dépenses de santé. Les syndicats de médecins, avec lesquels les négociations sont suspendues, se trouvent ainsi isolés.

Lire page 15 l'article de JEAN-MICHEL NORMAND

Révélation sur la Stasi

La police politique du régime communiste d'Allemagne de l'Est avant d'être dissoute à la fin de l'année 1989. Les milieux de la Stasi ont été l'un des ligues de la dissidence, M. Vera Wollenberger, vient d'apprendre que son man avait collaboré avec la Stasi.

Lire page 20 l'article de HENRI DE BRESSON

SCIENCE & MÉDECINE

■ CLIO, laser à électrons libres, prend des couleurs.
■ Herbes folles. ■ Mucoviscidose : l'approche génétique.

pages 10 et 12

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 20

Insaisissable Europe

Pour l'ancien directeur de la revue « Esprit » l'« européanité » doit préserver les capacités autonomes des nations, leur style particulier de citoyenneté et de solidarité

par Paul Thibaud

Si la discussion sur l'Europe a du mal à s'enclencher, entre une méfiance reboulée et une adhésion conformiste, si l'ambiguïté de base (fédéralisme ou internationalisme) n'arrive pas à se traduire en une alternative politique, c'est que la Communauté, agencée par des diplomates dans une pénombre protectrice, enchaînement de compromis qui abrite des arrière-pensées contradictoires, est, comme dit Jacques Delors, un objet politique non identifié. Et de ce qu'il n'est pas identifié comment pourrait-on discuter ? Faute de voir clair dans ce bricolage continué, est empiement de solutions circonstancielles, on lui prête une cohérence légendaire, on le sacralise. Parce qu'elle n'est pas le produit de grands débats

mais de petites décisions, parce que toutes les forces politiques ont pris part à une étape de ce long compromis, et qu'elles ne savent plus ce que, du résultat obtenu, elles ont voulu ou non, l'Europe échappe à l'analyse critique. Elle est devenue puissante tout en restant insaisissable.

La question préalable au débat est donc de savoir si on peut rendre l'Europe politiquement saisissable, la sortir des arcanes diplomatiques, exploiter les divergences à son sujet, instaurer une vie politique européenne, au lieu de chercher chaque fois, comme à Maastricht, encore, un « succès », c'est-à-dire un compromis que chacun interprète à sa manière (Angleterre : 3 - France : 0, ou l'inverse). Il y aura une vie politique européenne quand, à propos de telle décision,

des camps se formeront dont l'un avancera qu'il a perdu, et préparera sa revanche. Quand, aussi, l'Europe telle qu'on la fabrique n'éprouve pas présumée massivement cohérente, il y aura un autre débat que celui des enthousiastes et des réticents.

Lire la suite page 2

Lire également

■ Le précédent de 1972 souligne les risques d'un référendum sur les accords de Maastricht par ANDRÉ PASSERON

■ L'initiative de sept députés socialistes pour la confédération. page 7

Le Monde EDITIONS

L'histoire va-t-elle trop vite dans l'ex-Union soviétique ?

Bernard Guetta ÉLOGE DE LA TORTUE

L'URSS de Gorbatchev

Un regard équilibré qui ne pourra que déplaire à nombre de sociologues français.

R.S. Karal (Le Nouvel Observateur)

Son essai est l'un des mieux informés (...) Bernard Guetta est excellent (...) Belle leçon de journalisme.

Pierre Dais (Le Quotidien de Paris)

Guetta nous raconte l'URSS de Gorbatchev en en sortant le sens. Il ne s'est pas trompé. La suite l'a montré.

Jean-Marcel Bouguereau (L'Événement du Jeudi)

EN VENTE EN LIBRAIRIE

A L'ÉTRANGER : Allemagne, 4,80 DM; Belgique, 5,50 BF; Espagne, 100 PTA; France, 6,00 F; Grèce, 220 DR; Italie, 1,50 L; Japon, 2,200 Y; Pays-Bas, 42 F; Portugal, 170 ESC; Royaume-Uni, 450 F; Suisse, 1,50 S; USA, 2,50 \$; USA, 2,50 \$.

DÉBATS

Europe

Un défi aux Eglises

par Paul Valadier

La simultanéité de la rencontre des chefs d'Etat européens à Maastricht et du Synode d'évêques européens à Rome suggère que sur tous les plans l'Europe est un chantier. Car, contrairement à ce qu'on croit parfois, l'Europe de l'Est, celle qui concerne les Eglises, n'a pas beaucoup de linguistes d'avance sur l'Europe politique : elle est un chantier elle aussi, certes moins complexe dans sa technique, mais sans doute plus dans sa portée. L'un des plus réels défis à ce que l'Eglise catholique doive opérer une conversion intellectuelle et spirituelle importante pour se situer à la hauteur de l'événement, plus largement, dans leur ensemble, les Eglises chrétiennes sont confrontées à une tâche œcuménique considérable si elles veulent témoigner d'une unité chrétienne réelle, respectueuse des différences confessionnelles.

L'Eglise catholique, tout d'abord, est loin de mesurer le défi intellectuel qu'elle doit affronter si elle veut proposer son message de manière crédible et mobiliser ses fidèles pour construire l'Europe de demain. Car un discours nostalgique y évoque le modèle évangéliste du premier millénaire, d'après à en dire qu'à l'aube du troisième millénaire on pourrait reproduire l'entreprise passée et voir une chrétienté unie qu'en réalité l'histoire n'a jamais connue.

De toute évidence, l'Europe actuelle n'a plus grand-chose à voir avec celle du premier millénaire. La mémoire, qu'on aime beaucoup évoquer sous prétexte de nous rappeler à nos racines, est d'ailleurs étonnamment sélective quand elle exalte l'Europe en s'élevant jusqu'à son douzième siècle et en omettant ce qui (a) fait l'Europe actuelle : l'affirmation de la subjectivité libre, le développement de la raison critique, la progressive mise en place de l'éthique démocratique, la séparation de l'Etat et des Eglises, l'affermissement des rationalités scientifiques diverses, autant de traits, non quelques autres, qui expliquent l'exceptionnelle fécondité de l'Europe.

Déphasage intellectuel

Tant que toute cette formidable aventure dans laquelle le christianisme a joué son rôle sera déconstruite sous les traits battus de « sécularisme » et « suprématie de l'Occident », le catholicisme se repliera en marge de l'Europe à venir ou entretiendra seulement une culture d'opposition stérile. L'évocation souvent reprise de saint Benoît, si admirables qu'ait été son œuvre et son influence, ne peut que trahir la nostalgie de proposer un modèle moral à un continent séculier et laïque, c'est-à-dire vivant dans l'autonomie des réalités terrestres. On ne peut mieux illustrer le déphasage intellectuel et spirituel de ce programme par rapport aux réalités de l'Europe.

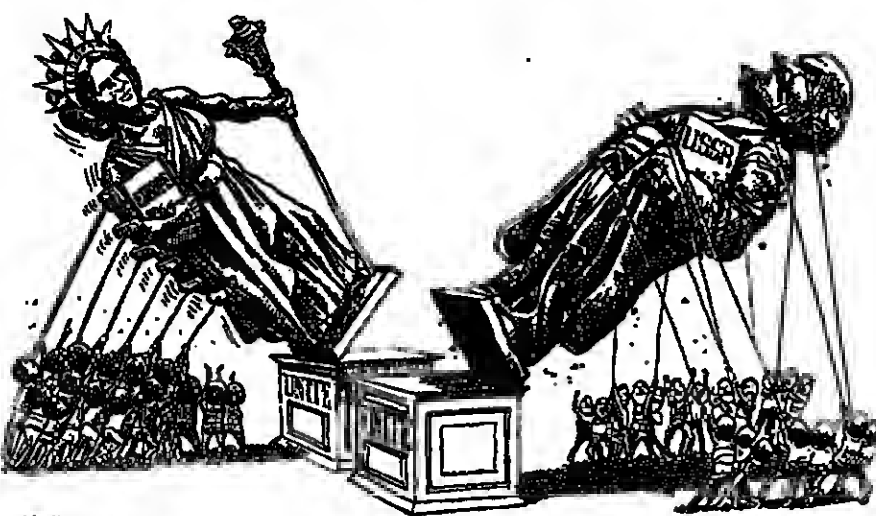
Mais c'est toute une intelligence du christianisme qui est en évidence en cause ici. La cristianisation sur

sempêche de voir à quel point la foi chrétienne se révérait en revendication, vide de contenu, quand elle n'accepte pas d'être fécondée par la rencontre avec la raison moderne sous ses diverses formes. Prétendre, par exemple, que les valeurs de liberté, égalité, fraternité, ne « redéfinissent » normalement l'action que restreintes par rapport à l'Evangile qui en a été le support équivaut à nier, contre toute évidence, qu'elles soient effectivement aujourd'hui des guides de nos relations sociales, à partir de

témoin de l'unité dans le jeu accepté et reconnu de leurs différences. De ce point de vue, l'œcuménisme retrouve une actualité et une urgence quasiment politiques et en tout cas culturelles. Or les timidités et les suspensions rétrogrades dominent encore les esprits, et pas seulement chez les responsables. Les tensions actuelles entre l'Eglise catholique et l'Eglise orthodoxe montrent à quel point les obstacles sont nombreux.

Par ailleurs, on découvre, bien au-

TRAIT LIBRE



est a priori selon lequel il faut démontrer l'impuissance de nos sociétés, pour pouvoir mieux les confondre dans la réprobation ; mais cette position revient surtout à mettre en cause le pluralisme (ou la laïcité positive) qui est la matrice et le milieu de la vie démocratique européenne.

Ces valeurs sont normes d'action quand et seulement si tous les citoyens, à partir de leurs positions politiques, métaphysiques ou religieuses diverses, leur donnent sens et leur confèrent un contenu jour après jour. Les chrétiens n'ont aucun monopole ; bienheureux sont-ils si, à partir de l'Evangile, ils ne sont pas les derniers à travailler au rayonnement de telles valeurs. Plutôt que de les entretenir dans des jugements crus sur leur société, ne conviendrait-il pas de les aider à prendre la mesure de la situation réelle où ils sont ?

Cet aggrégation interne à l'Eglise est loin d'être faite, ou en passe. Et pourtant l'Eglise catholique n'apportera sa pierre à l'édifice commun que si elle l'opère. Mais, dans un continent qui construit difficilement son unité, ce sont toutes les Eglises qui doivent se lancer dans un difficile travail sur elles-mêmes. A quoi bon rêver d'une Europe unie respectueuse de sa diversité, si les Eglises ne travaillent pas à leur niveau et avec leurs forces propres à

déjà de ce qu'on pouvait prévoir, que le communisme a absorbé les Eglises d'Europe centrale et orientale, courageuses sous l'oppression, mais comme étouffées ou désemparées quand il s'agit de se mobiliser pour construire leur économie et leur vie démocratique. Force est de constater que le « capital » spirituel accumulé sous le totalitarisme ne se transmet pas aisément en ressources d'avenir et de créativité quand ces Eglises « retournent à nouveau dans l'histoire ». Déconstruites par les défis nouveaux, elles risquent de se replier sur elles-mêmes ou de se méfier les unes des autres. Ce qui ne porte guère à concevoir dans un esprit œcuménique en regardant au-delà de ses frontières. Voilà encore autant d'obstacles qui montrent à quel point l'Europe de l'Esprit est un immense chantier.

Sans doute est-il bon que l'Europe spirituelle ne puisse pas regarder de haut les efforts de l'Europe politique : les Eglises ne sont pas au-dessus de la mêlée, elles ont, elles aussi, à trouver les voies de l'avenir, et par-là peut-être, si Dieu le veut, à aider l'Europe à regarder positivement vers le troisième millénaire. Le récent Synode romain illustre à quel point leurs difficultés propres sont réelles, et quelle distance il reste à parcourir pour les surmonter.

Paul Valadier est membre de la Compagnie de Jésus.

Une puissance insaisissable

Suite de la première page

Comment produire ainsi un jeu politique européen, mobile, public, d'une démocratisation ? Comment sortir l'Europe de l'indivisibilité profane dont les quatre cents pages d'amendements à divers traités adoptés à Maastricht donnent une petite idée ? Réponse spontanée : en instituant une « vraie » fédération, avec un « vrai » législatif, un « vrai » exécutif (un « vrai » président, ajoutent certains qui se

fidèle et d'unicité pour les décisions de politique extérieure.

Mais l'innovation la plus prometteuse est sans doute ce qui a le plus étonné les experts, la capacité d'agir sans d'un Etat, l'opting out (la clause d'exception). Contre les critiques de beaucoup, on peut faire remarquer d'abord que l'opting out au sens premier, la possibilité de partir, reste au fondement du contrat européen (1). En ce sens, les nations restent indépendantes. Pourtant, la possibilité pour une nation d'agir séparément, sur un point jugé essentiel, peut rendre plus facile, en contrepartie, l'acceptation du vote majoritaire sur d'autres points, en même temps qu'elle dynamise l'ensemble, évitant qu'il ne soit paralysé d'une seule voix on n'aboutisse à une non-décision commune. Pour la politique en Yougoslavie, l'opting out que l'Allemagne pratique actuellement sans employer le mot est évidemment un stimulant. L'action des dissidents provisoires peut ajouter à la coopération une certaine émulation, alimenter la délibération en commun. Plus que l'introuvable subsidiarité, ce principe, parce qu'il permet de valoriser les diversités, est susceptible de compenser pour l'Europe les coûts d'une hétérogénéité qu'il serait utopique et désastreux de vouloir réduire. L'articulation de la majorité et de l'opting out (remplacé avantageusement par le veto) pourrait ouvrir à l'Europe des perspectives plus attrayantes, plus délibératives, que la marée des directives et des règlements, la « tyrannie des petites décisions » sans justification claire.

L'absence de débat public

Jusqu'à présent, les concepteurs et les « mécaniciens » de l'Europe ont été obsédés par le problème des décisions à prendre. Avec cet argument, ils ont piégé les esprits et les bureaucraties des nations dans des systèmes fondés sur la contrainte d'aboutir. La coopération a été de soustraire les discussions européennes au débat public, sauf la dramatisation artificielle des sommets. Du bien on continuera dans cette voie et le processus étouffera la démocratie en Europe, ou bien on trouvera entre les nations une procédure permettant que les citoyens en Europe intériorisent la loi commune pour avoir, à travers leurs instances nationales, participé à son élaboration.

Un jeu politique qui ne mette pas des groupes sociaux et des partis mais des nations peut-il être ouvert ? Jusqu'à présent, l'Europe n'a pas trouvé les moyens. Elle a préféré, au lieu de traiter politiquement son hétérogénéité nationale, accroître et même exagérer le rôle des juristes et des gestionnaires (la Commission, bientôt la Banque européenne). Mais peut-être, à Maastricht, a-t-on enfin inventé, grâce à la résistance anglaise, des procédures qui permettront que la politique soit en Europe aux postes de commande, parce qu'il y aura une vie politique européenne, donnant un sens nouveau à l'expression « politique inter-nationale ».

Si l'origine de l'obscurité des processus de décision européens était, jusqu'à présent, la pratique d'une unicité dont on ne pouvait pas sortir, on peut espérer, s'il est utilisé avec bonne volonté, quelque chose du mélange de majorité qualifiée.

Il s'agit en somme de faire fonctionner entre nations la dialectique démocratique convergente/divergente, en tenant compte du fait que la loi de la majorité ne peut pas jouer le même rôle qu'au sein d'un peuple. Cet assouplissement procédural permettrait, une fois sorti des diennes dramatiques, de formuler clairement les divergences, de faire participer les commissions des Parlements nationaux à l'élaboration des textes, en définitive de faire interagir la dimension nationale par les différents peuples au lieu de la leur imposer comme un impératif exaltant-terrorisant-paralysant.

Une « euronationalité » conçue comme une dialectique de diversités se donnerait pour principe de préserver les capacités autonomes des nations, à fortiori leur style particulier de citoyenneté et de solidarité. Au contraire, la dynamique européenne devient perverse quand, n'ayant pas trouvé les moyens d'unir les nations dans un système de délibération et d'action, on entreprend de les abaisser et même de les dissoudre, selon une logique foncièrement dépolitisante. L'Europe dont on fait la propagande, ne reposant pas sur une acceptation réelle des différences nationales, considérées comme archaïques, est conduite à déstabiliser symboliquement et pratiquement les nations, obstacles au « grand projet ».

Cette Europe ne serait guère dan-

gereuse pour les nations (les ardeurs fédéralistes sont très faibles) si elle n'épousait pas l'entropie démocratique actuelle, la désappartenance croissante. Certes, la diminution du pouvoir des Etats quant à la circulation des personnes, des biens et des capitaux était nécessaire, mais on franchit une limite quand on fait de la citoyenneté elle-même une affaire de convenance, quand on passe sans y prendre garde de l'intégration marchande à l'intégration culturelle et même à l'intégration civique, à la manière de notre ministre des affaires européennes : « Prenez le thème de la citoyenneté européenne : il y a un intérêt évident, en particulier pour les jeunes, à avoir devant eux un nouvel espace de liberté élargi aux frontières de la Communauté, dans lequel ils pourront faire leurs études, s'installer, voter ou être élus, même, aux élections locales (le Mande du 17 décembre) ». Dans ce texte exemplaire, citoyenneté désigne un ensemble de facilités et de droits attribués où l'on ne distingue pas ce qui relève du politique et ce qui relève du privé.

Une citoyenneté diluée

La citoyenneté européenne n'est, comme on dit, « un plus » ! On bafoue ainsi une idée sur quoi s'était naguère accordée la commission de réforme du code de la nationalité : la valorisation et la non-dilution de la citoyenneté sont la clé du modèle français d'intégration. Disparaît, surtout, un aspect essentiel de la démocratie, la citoyenneté comme engagement dans une corresponsabilité (2).

L'Europe, qui fait cet usage mou, dérisoire, de la citoyenneté, se contente d'être, comme dit bien M. Guigou, « un espace », une promiscuité, où résidence vaut droit, sans que le bénéficiaire n'y mette rien du sien. On voit mal comment un espace de ce genre pourrait maquer de se fonder bientôt dans un autre encore plus vaste, où les jeunes cadres trouveront encore plus vaste carrière pour leurs supposés talents. La rhétorique fédéraliste du grand projet politique habille ainsi un profond mouvement de désinstitutionnalisation, toute appartenance n'étant plus qu'une circonstance, un fait révoable, ne comportant plus d'engagement. L'Europe sans nations aurait vite fait de perdre elle-même toute consistance.

Neutralisation par en haut du politique national, fuite par en bas des sentiments d'appartenance et d'obligation : si on fait l'Europe de cette manière, on nous prépare un avenir sans vie politique ni démocratie effective. Heureusement il existe, inscrit dans les institutions communautaires mêmes (en particulier le Conseil européen), une autre possibilité, celle d'une dialectique rigide et délibérée de nations. Entre faut-il que s'attachent à dégarer cette possibilité à la poursuite ceux qu'inquiète la sorte d'avancée qu'est devenu un processus européen plus destructeur qu'unificateur des nations.

Quant aux « européistes » réjouis, puisqu'ils veulent, disent-ils, discuter de l'Europe, ils doivent d'abord admettre qu'il y a matière à discuter, que plusieurs conceptions de l'Europe peuvent s'affronter. Quand on sortira du terrorisme mental, on en arrivera à être sérieusement européen.

PAUL THIBAUD

(1) En dépit de la rhétorique de l'« irréversibilité », notion, rappelons-le, utilisée par Jaruzelski, il s'agit de justifier le coup d'Etat de 1981 et de mettre à l'abri des vicissitudes historiques le « socialisme » polonais. Mais l'UEM est dite irréversible avant de naître : quoi qu'il arrive, il y aura un ensemble de pays à écus en 1993. Mais cet ensemble peut être vide si aucun pays ne remplit les conditions fixées dès à présent. Reste que ceux des Onze (Grande-Bretagne à part) qui remplissent les conditions devront impérativement entrer dans l'union monétaire. Disposition étrange puisqu'elle impose un contrainte au plus vertueux. Cela permet de douter de son efficacité : les pays qui ne voudraient pas se lier pour tout toujours augmenter, par exemple, leur déficit budgétaire.

(2) Avec le vote des étrangers communautaires pour les listes européennes du pays de résidence, on passe du dérisoire dangereux à l'absurde. A Strasbourg, en effet, les élus ne représentent pas une circonscription d'Europe, mais leur nation, comme le montre la très légitime attribution des sièges par pays. Si le traité en ce qu'on annonce, on va faire désigner par des voix en partie étrangères la représentation extérieure des nations. Pour signifier qu'elles n'en ont plus pour longtemps ?

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
Françoise Hugues-Devallet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
15-17, rue du Colonel-Pierre-Aria
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Tél. MONDPUB 634 128 F
Tél. 46-62-76-73 - Société filiale
de la SARL Le Monde et de Média et Réseaux Europe SA

Le Monde

TÉLÉMATIQUE
Comptez 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LM

Imprimerie
du « Monde »
12, rue M. Cuvier
94852 IVRY CEDEX

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 206.806F

Reproduction interdite de tout article,
sans accord avec l'administration
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-25-33

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Tél. : 261.311F

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 37 437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie normale y compris CEE avion
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 133 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre
règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à
informer leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur
numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP. Paris RP

Durée choisie :
3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant
directeur de la publication
Bruno Frappart
directeur de la rédaction
Jacques Guilly
directeur de la gestion
Maurice Lambert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(indiqués au directeur de la rédaction)

Jacques Amalric
Thomas Ferenzi
Philippe Hermon
Jacques-François Simon
Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1989)
Jacques Fauvet (1989-1992)
André Laurens (1992-1993)
André Fontaine (1993-1994)

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 48-60-30-10

ÉTRANGER

La création de la CEI

La CEE reconnaît la Russie comme l'héritière de l'URSS

La Communauté européenne a enregistré « avec satisfaction », lundi 23 décembre, la création de la Communauté d'États indépendants (CEI) issue de l'ex-Union soviétique. Les Douze ont également reconnu de facto la Russie, lui réservant une place particulière dans leur déclaration commune.

Dans un communiqué diffusé lundi soir à La Haye, sur « le statut futur de la Russie et d'autres anciennes Républiques soviétiques », la Communauté européenne établit, en effet, une distinction nette entre la Fédération de Russie et les autres Républiques membres de la CEI. Les Douze estiment que « les droits et obligations internationaux de l'ancienne URSS, y compris ceux découlant de la Charte des Nations unies, continueront d'être exercés par la Russie ».

Les pays de la Communauté européenne « accueillent favorablement l'acceptation par le gouvernement russe de ces engagements et responsabilités » et « continueront de traiter avec la Russie en prenant en compte les modifications de son statut constitutionnel ».

Les Douze ne placent pas les dix autres Républiques sur le même pied que la Russie comme la souligne la Communauté : « La Communauté et ses États membres sont prêts à reconnaître les autres Républiques constituant la Communauté (CEI) dès qu'ils auront reçu de ces Républiques les assurances qu'elles seront prêtes à remplir les critères » adoptés le 16 décembre par les ministres des affaires étrangères de la CEE pour la reconnaissance de « nouveaux États en Europe de l'Est ».

et en Union soviétique ». Ces Républiques devront notamment respecter les « obligations internationales découlant des traités et accords conclus par l'Union soviétique, incluant la ratification et la pleine application du traité CFE [sur les armes conventionnelles] par les Républiques auxquelles s'applique ce traité ».

Les États-Unis ont également l'intention de reconnaître de la même façon la Russie en tant qu'héritière au premier chef de l'ex-URSS. Le président Bush a décidé, après une discussion téléphonique de vingt-cinq minutes avec le président russe Boris Eltsine, de le faire au lendemain de Noël, jeudi 26 décembre.

« Ce sera une reconnaissance de facto, ce qui signifie que nous reconnaissons la Russie en tant

qu'État successeur de l'Union soviétique », ont déclaré lundi des responsables de l'administration américaine : « En conséquence, elle aura les droits et les privilèges de l'ancienne Union soviétique. » Selon certaines sources diplomatiques américaines, cela veut notamment dire que la Russie coparrainera les négociations de paix sur le Proche-Orient avec les États-Unis.

La vague de reconnaissance s'étend jusqu'à la Suisse en passant par l'Autriche et Cuba. Fidel Castro, quoique « triste » face aux événements survenus dans l'ex-Union soviétique, a annoncé son intention de reconnaître « tous les États indépendants, les anciennes Républiques de l'URSS ». (AFP, AP, Reuters.)

Ultimes tractations

Suite de la première page

Ce porte-parole, M. Vladimir Tournikine, a confirmé ce qu'écrivait déjà la presse : un président sans emploi dans un État qui n'existe plus pourrait, comme l'avait fait M. Edouard Chevardnadze, prendre la tête d'un institut de prévisions politiques, celui qu'il a appelé la « Fondation Gorbatchev » lorsqu'il l'avait créé fin août, après le putsch raté. Cet institut fonctionne déjà avec deux cents personnes dans les vastes locaux de l'ancienne école du PCUS pour les cadres étrangers et avait même la promesse d'une participation à ses travaux de M^{me} Margaret Thatcher.

Le président vaincu, « humilié » comme il l'a évoqué lui-même au cours d'un des entretiens qu'il continue de donner aux médias soviétiques et étrangers, a fourni une autre indication à M. Major : il appelle désormais les puissances étrangères à soutenir les nouveaux États indépendants ex-soviétiques, « et surtout la Russie et ses dirigeants qui assument le rôle de locomotive des transformations démocratiques ». Les Occidentaux « ont-ils pas attendu l'accord de M. Gorbatchev pour annoncer qu'ils allaient reconnaître les nouveaux États et leur communauté », mais la bénédiction de l'ex-président devrait leur faciliter la tâche.

Aucune force organisée

D'autant plus qu'une sorte de transmission formelle des pouvoirs entre les institutions soviétiques et russes doit avoir lieu « dans les prochaines heures », annonce-t-il, lors d'une conférence de presse à Moscou, M. Gorbatchev a déclaré que le bras droit de M. Eltsine au gouvernement russe, mais cette transmission sera tout autre chose que ce que souhaitait M. Gorbatchev, lequel appelait encore samedi à une réunion du Parlement soviétique pour que la transi-

tion soit assurée « de façon constitutionnelle ». Lundi, M. Gorbatchev en était réduit, disait-on à Moscou, à négocier avec M. Eltsine la transmission la plus large possible d'une allocation télévisée qu'il entend faire pour annoncer sa démission.

En tout cas, M. Gorbatchev a assuré M. Major, toujours selon Interfax, que lui-même et M. Eltsine « s'accordent sur la responsabilité qu'ils portent » concernant la stabilité intérieure et extérieure de l'ex-URSS. Alors que M. Eltsine et ses collègues ne cessent de répéter que M. Gorbatchev n'a plus aucune responsabilité et que son avenir ne concerne que lui-même, l'ex-président soviétique signale ainsi qu'il n'entend pas, comme le lui avait publiquement conseillé le maire de Saint-Petersbourg, M. Anatoli Sobtchak, « prendre la tête de l'opposition » et en recueillir, à terme, les dividendes.

Un super-ministère russe de la sécurité

M. Gorbatchev devra s'en expliquer publiquement, mais, en attendant, jour après jour l'annonce de sa « décision », il surveille les réactions des uns et des autres et montre qu'il n'a pas renoncé à jouer un rôle politique, comme il l'affirmait dimanche à une télévision ancienne. Von l'instinct, il est vrai, il ne peut compter sur aucune force organisée : ouï des opposants multiformes à Boris Eltsine, d'a encore annoncé vouloir comme allié un ex-président dont le départ d'attriste « ni ses collègues politiques ni le peuple », comme l'estimait samedi le quotidien moscovite l'Indépendant.

Tout en s'efforçant de régler les problèmes d'intendance, MM. Eltsine et Gorbatchev devaient avoir l'esprit fixé sur les conflits qui resurgissent entre les plus proches collaborateurs du président de Russie. Tout semble tourner autour de la création par M. Boris Eltsine, à la veille du sommet d'Alma-Ata, du super-ministère de la sécurité donnant à l'ancien

ministre de l'Intérieur de Russie, M. Viktor Barannikov, autorité sur toutes les structures ayant succédé au KGB et sur les ministères de l'Intérieur ex-soviétique et russe (le Monde du 21 décembre).

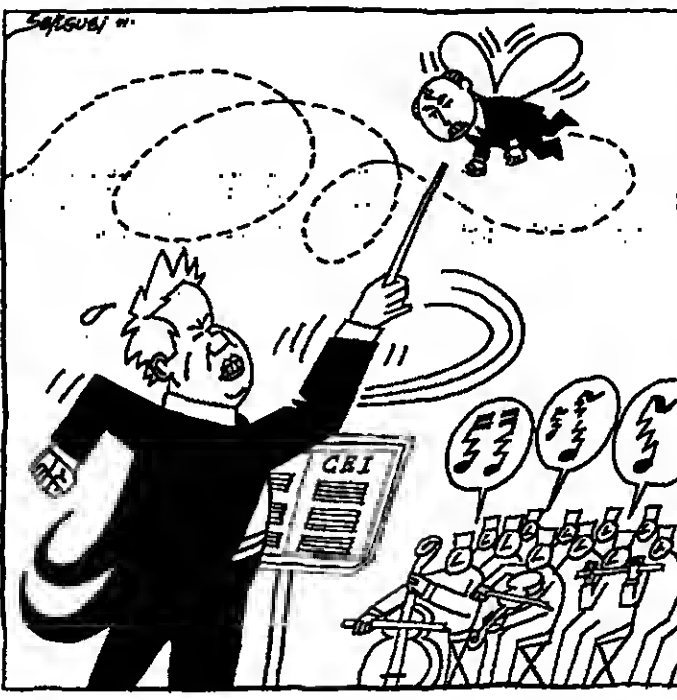
Selon Interfax, cette décision a été prise sur l'insistance personnelle de M. Barannikov, contre l'avis de M. Bourboulis, le numéro deux du gouvernement russe, et malgré la crainte exprimée par la presse russe de voir ressusciter l'appareil totalitaire d'ancien. Des commissions parlementaires devaient entamer mardi la contre-attaque envisagée lors d'une session, prévue pour le lendemain, du Parlement de Russie.

M. Barannikov a, pour sa part, justifié sa prise de pouvoir par la nécessité de « préserver le potentiel » des organes de maintien de l'ordre en Russie. Un potentiel sur lequel on semble compter de plus en plus, alors que l'agence Tass publiait, lundi soir, le détail des augmentations de prix

(multiplication par trois, quatre ou cinq d'une série de produits de première nécessité et de l'énergie) qui doivent entrer en vigueur le 2 janvier en Russie.

En même temps se multiplient les interventions auprès de Boris Eltsine pour éviter l'« explosion sociale » et reporter ces mesures, qui prévoient un plafonnement du prix de certains produits et la libération de tous les autres. Les conséquences en seraient d'ailleurs plus graves encore dans les autres Républiques tributaires de la Russie, qui seraient placées, à l'encontre, devant une menace de fait accompli. Les chefs des gouvernements républicains devaient tenir à Moscou mardi leur première réunion de « l'après-Alma-Ata » pour en discuter et tenter de donner des éléments de décision aux chefs d'État des Républiques avant leur réunion de Minsk, prévue pour le 30 décembre.

SOPHIE SHIHAB



Au moins trente morts en une journée à Tbilissi

De violents combats se poursuivent dans la capitale géorgienne

Les combats entre partisans et adversaires du président géorgien Zviad Gamsakhourdia ont repris mardi matin, 24 décembre, dans la capitale de la Géorgie, Tbilissi, après une accalmie au cours de la nuit. Des explosions d'obus d'artillerie et des tirs d'armes automatiques pouvaient être entendus dans la centre-ville, aux abords du Parlement, où le président Gamsakhourdia est retenu avec sa femme et qui avait été attaqué dimanche par des unités de la garde nationale dissidente. Les adversaires s'affrontent à l'artillerie lourde, utilisent des véhicules blindés et semblent contrôler alternativement différentes parties de la ville. Selon l'agence Tass, trente personnes ont été tuées et plus d'une centaine blessées au cours de la seule journée de lundi.

Les forces d'opposition ont poursuivi leur offensive, lundi, pour tenter de prendre le contrôle du Parlement. Des tirs nourris au lance-grenades, à l'artillerie et à la roquette se sont déroulés pendant une bonne partie de la journée,

d'après l'agence russe d'information (RIA). Elle précise qu'un usage de la bombe a été décelé, lundi, la mobilisation de tous les hommes de dix-huit à soixante ans.

La médiation de l'Ukraine

L'agence Interfax affirme que des unités de la police, opérant avec des gardes nationaux hostiles à M. Gamsakhourdia, contrôlent les voies d'accès de Tbilissi. Mais Tass, citant des informations non confirmées, estime que le président a rappelé dans la capitale les troupes dissidentes dans l'Ouest du Sud. Elles auraient fait leur entrée à Tbilissi, lundi, pour prêter main forte à la garde présidentielle.

Ces troupes avaient été renforcées ces dernières semaines, ce qui laisse prévoir un assaut imminent sur l'Assemblée, la capitale de l'Ouest du Sud, en rébellion contre les autorités géorgiennes qui ont supprimé le statut d'autonomie de cette enclave il y

a un an. Les autorités séparatistes d'Ossétie du Sud ont déclaré, lundi, la mobilisation de tous les hommes de dix-huit à soixante ans.

La Géorgie, terre natale de Staline, n'avait pas connu des combats aussi meurtriers depuis l'élection triomphale du président Zviad Gamsakhourdia au mois de mai. Huit personnes avaient trouvé la mort lors de précédents affrontements en septembre et début octobre avec les forces d'opposition, qui accusent le président de se conduire en dictateur. Dirigés par l'ancien premier ministre, M. Tengiz Sigua, et soutenus par la garde nationale, les opposants réclament la libération des prisonniers politiques et la liberté de manifester.

L'opposition a reçu, lundi, le soutien de la Russie. Le ministre russe des affaires étrangères, M. Andreï Kozyrev, a émis de sérieuses réserves sur le bilan des autorités de Tbilissi en matière de droits de l'homme. « Nous ne sommes pas en mesure d'intervenir directement dans ces événements, la Géorgie étant un État souverain », a-t-il déclaré. Mais nous sympathisons bien sûr avec les forces qui luttent pour une évolution démocratique, garantissant les droits de l'homme et les droits des minorités nationales. De son côté, le président ukrainien, M. Léonide Kravtchouk, a proposé, lundi, la médiation de l'Ukraine dans ce conflit et a appelé les adversaires à reprendre les négociations. (AFP, Reuters, AP, Tass.)

YOUGOSLAVIE : conformément à sa promesse

L'Allemagne a officiellement reconnu la Slovénie et la Croatie

L'Allemagne a reconnu officiellement, lundi 23 décembre, la Slovénie et la Croatie, dans l'espoir que son geste sera prochainement imité par les autres États européens (nos dernières éditions du 24 décembre). Le chancelier Helmut Kohl a ainsi tenu sa promesse, faite fin novembre, de reconnaître « avant Noël » les deux Républiques, qui se considèrent comme pleinement indépendantes depuis le 7 octobre. La décision de Bonn avait été prise jeudi lors du dernier conseil des ministres de l'année.

Lundi, le président Richard von Weizsäcker a signé les instruments de reconnaissance des deux Républiques, a annoncé le ministère allemand des affaires étrangères. Les documents ont été remis à la mi-journée aux deux présidents, le Croate Franjo Tudjman et le Slovène Milan Kucan, par les consuls généraux d'Allemagne à Zagreb et à Ljubljana, a précisé le ministère. Le gouvernement a décidé de n'établir de pleines relations diplomatiques qu'au 15 janvier 1992, date retenue pour une éventuelle reconnaissance par les Douze. A cette date, les consuls généraux d'Al-

lemagne à Zagreb et à Ljubljana seront transformés en ambassades.

Selon le gouvernement allemand, la Croatie et la Slovénie remplissent les conditions exigées par la CEE « pour la reconnaissance de nouveaux États en Europe de l'Est et en Union soviétique ». Lors d'une réunion commune le 16 décembre, les ministres des affaires étrangères des Douze avaient mis au point un catalogue de critères, où figurent notamment le respect des droits de l'homme, des droits des minorités et des frontières existantes.

Tentative d'attentat contre M. Tudjman ?

De son côté, la Bosnie-Herzégovine a officiellement demandé lundi aux Nations unies d'envoyer des « casques bleus » sur son territoire afin de prévenir une extension de la guerre civile qui ravage la République voisine de Croatie. Dans ce message au Conseil de sécurité de l'ONU, le président Alija Izetbegovic fait valoir que la présence d'une force d'interposition garantirait la paix, indépendamment de la situation régnant au nord de sa frontière. L'organisation internationale, qui hésite à déployer des « casques bleus » en Croatie, juge nécessaire qu'un cessez-le-feu y soit d'abord appliqué.

Par ailleurs, le président Tudjman aurait échappé à un attentat mercredi dernier près de Zagreb alors qu'il regagnait par la route la capitale croate après sa rencontre à Graz (Autriche) avec Lord Carrington, président de la conférence sur la Yougoslavie, affirme le quotidien belgradais Vecernje Novosti, contrôlé par le pouvoir serbe. A Zagreb, un porte-parole de la présidence de Croatie a catégoriquement démenti cette information.

Faisant état d'informations abîmées de divers services de renseignements, dont la CIA américaine, ainsi que de sources à Zagreb, le journal raconte que le convoi de quatre automobiles blindées dans lequel se trouvait M. Tudjman a été pris sous le feu d'armes légères et que cinq grenades ont été lancées en direction des véhicules, sans cependant les atteindre.

Toujours selon le journal serbe, des divisions seraient apparues au sein du gouvernement croate, certains ministres accusant des membres de l'état-major croate, associés officiers supérieurs de l'armée yougoslave, de fomenter un complot pour renverser M. Tudjman ou profit de l'ex-président fédéral Stipe Mesic. (AFP, Reuters.)

EUROPE

POLOGNE : investi par le Parlement

M. Olszewski se donne comme priorité la lutte contre le chômage

Après deux mois d'impasse politique, le Parlement polonais a voté la confiance, le lundi 23 décembre, au gouvernement de centre droit du premier ministre, M. Jan Olszewski. 235 députés ont voté en faveur du nouveau cabinet, 60 ont voté contre et 139 se sont abstenus (nos dernières éditions du 24 décembre). C'est la deuxième équipe gouvernementale présentée par M. Olszewski, un ancien avocat de Solidarité âgé de soixante et un ans, depuis sa nomination au début du mois de décembre. La première liste avait été rejetée par le président Walesa. Le premier ministre avait alors démissionné, avant d'obtenir un autre vote de confiance de la Diète.

Il aura donc fallu attendre près de huit semaines après les élections législatives du 27 octobre pour que la Pologne réussisse à former un gouvernement. Ces premières élections entièrement démocratiques depuis quarante ans n'avaient pas permis de dégager de majorité stable. Parmi les vingt-neuf partis siégeant au Parlement, aucun ne dispose de plus de 13 % des voix. D'emblée, la tâche de M. Olszewski s'annonçait délicate. Sollicité avant lui, M. Bronislaw Geremek avait renoncé au bout de quelques jours, faute de majorité. Celle dont dispose le premier ministre (dix-sept voix) est d'ailleurs extrêmement fragile.

Le président Walesa, qui a désigné M. Olszewski de mauvaise grâce, n'a pas hésité à déclarer, lundi, que son gouvernement n'avait

que « 50 % de chances de survie ». Deux des cinq partis qui ont initialement soutenu M. Olszewski lui ont retiré leur soutien la semaine dernière. La tentative d'investiture paraissait même vouée à l'échec après le rejet, samedi, de quatre de ses ministres par une commission parlementaire.

Face à la menace d'une nouvelle paralysie, le premier ministre avait mis en garde les députés, samedi, contre un échec pouvant avoir des effets désastreux auprès de l'opinion, déjà lassée par ce qu'elle percevait comme des « querelles politiques ».

« La patience de la société

(...) est en train de venir au désespoir », avait-il dit.

L'investiture, même du bout des lèvres, du gouvernement de M. Olszewski, représente un double revers pour le président Walesa. Arguant de cette crise politique, il a tenté d'obtenir un renforcement de ses pouvoirs, mais son projet a été rejeté par le Parlement. Les députés lui ont infligé une autre rebuffade en accordant deux fois leur confiance à M. Olszewski, alors que le président aurait voulu reconduire le chef de gouvernement sortant, le libéral Jan Krzysztof Bielecki.

Ce dernier, affirmait M. Walesa,

La composition du gouvernement polonais

Le gouvernement de M. Jan Olszewski, auquel le Parlement a accordé sa confiance le lundi 23 décembre, compte dix-sept ministres et quatre secrétaires d'Etat. Six ministres sont membres de l'Alliance du centre (AC) de M. Olszewski, trois appartiennent à l'Union chrétienne nationale (ZChN), deux au Parti paysan (PL) et dix sont indépendants.

— Premier ministre : Jan Olszewski (AC)
— Ministre des affaires étrangères : Krzysztof Skubiszewski (sortant-Ind.)
— Plan : Jerzy Eysymont (sortant-AC)
— Finances : Karol Lutkowski (Ind.)
— Intérieur : Antoni Macielere-wicz (ZChN)
— Défense : Jan Parys (Ind.)

— Justice : Zbigniew Dyka (ZChN)
— Agriculture : Gabriel Janowski (PL)
— Commerce extérieur : Adam Gajpinski (sortant-AC)
— Travail : Jerzy Kropiwnicki (ZChN)
— Transports : Ewaryst Waligorski (sortant-Ind.)
— Santé : Marian Miskiewicz (Ind.)
— Culture : Andrzej Siciński (AC)
— Education : Andrzej Stelmachowski (AC)
— Environnement : Stefan Kozłowski (Ind.)
— Ministre sans portefeuille chargé des contacts avec les partis politiques : Artur Balazs (PL)
— Ministre sans portefeuille, chef du conseil des ministres : Wojciech Włodarczyk (AC).

La Russie, l'Allemagne, le Vatican au sommet de « Belvédère »

Le quatrième numéro de la revue « Belvédère » est paru. Il a pour thème central la désintégration de l'URSS et la Russie et donne la parole à une série de représentants des nouvelles générations russes comme les chroniqueurs politiques Andreï Fadine, Gleb Pavlovski, Youri Senokossov et Len Karpinski.

Au sommaire également, un entretien avec l'ancien chancelier Helmut Schmidt, qui propose de brûler les étapes définies à Maastricht comme antidote aux inquiétudes que peut susciter la perspective d'une Allemagne plus puissante.

Enfin, un débat est consacré à la politique du Vatican sous Jean-Paul II, avec notamment une contribution de Théo Klein sur les rapports du Pape avec la communauté juive et ses « silences ».

► En vente en kiosques, 48 F.

HONGRIE

Deux policiers blessés dans un attentat visant des juifs soviétiques

Vingt-huit juifs soviétiques, en transit en Hongrie avant de gagner Israël, ont été blessés, lundi 23 décembre, à un attentat à l'autocar les transportant vers l'aéroport Ferihegy 1 de Budapest. La violence de l'explosion a brisé les vitres du bus et ne faisant toutefois aucun blessé parmi les passagers. En revanche, la voiture d'escorte de la police a été pulvérisée par le souffle, et deux de ses occupants ont été blessés (nos dernières éditions du 24 décembre).

L'attentat n'a pas été revendiqué mais le chef de la police criminelle hongroise, M. Antal Kacziba, a lancé ses hommes sur la piste de deux personnes paraissant d'origine proche-orientale, aperçues sur les lieux. Elles auraient été informées, selon M. Kacziba, du détail des mesures de protection entourant ce transfert. Selon un porte-parole des gardes-frontières hongrois, outre la vaste opération lancée par la police, « les mêmes mesures de

sécurité que pendant la guerre du Golfe ont été prises en Hongrie ».

Jeudi déjà, l'ambassadeur de Turquie à Budapest avait échappé de justesse au tir contre son véhicule d'un terroriste de l'Armée secrète arménienne de libération (ASALA). Ce sont les premiers actes de terrorisme d'origine proche-orientale à atteindre un des ex-pays communistes.

L'attentat de lundi n'aura pas d'incidence sur le transit massif des juifs soviétiques vers Israël par Budapest, ont affirmé les autorités hongroises. La Hongrie, qui abrite la plus importante communauté juive des pays d'Europe centrale, avait été le premier pays ex-communiste à rétablir des relations diplomatiques avec Jérusalem, le 18 septembre 1989 (le Monde du 20 septembre 1989). Depuis, les deux tiers des juifs soviétiques en partance pour Israël avaient transité par la Hongrie. Leur nombre s'est ainsi élevé à 160 000 pour l'année 1991. (AFP, Reuter.)

IRLANDE DU NORD

L'IRA annonce une trêve pour Noël

L'Armée républicaine irlandaise (IRA), a annoncé, lundi 23 décembre, à partir de minuit, une trêve des attentats de soixante-douze heures à l'occasion de Noël, après avoir de nouveau paré, le jour-même, le métro londonien, en y déposant de petites bombes incendiaires (le Monde du 24 décembre).

Depuis le début de décembre, l'IRA a déposé quelque 300 engins de ce type en Irlande du Nord, où elle a fait exploser également trois véhicules piégés, causant des dizaines de blessés. Plusieurs magasins en Grande-Bretagne ont aussi

été visés par la campagne de bombes incendiaires. En revanche, l'IRA a condamné les meurtres qui ont été commis le week-end dernier. Plusieurs personnes ont été interpellées à la suite de ces meurtres, attribués, en partie, à d'autres formations catholiques paramilitaires.

Les extrémistes protestants de la Force de l'Ulster ont répondu à la trêve de l'IRA en l'accusant d'hypocrisie et de cynisme. « Si un quelconque membre de l'IRA s'aventure hors de leurs bunkers, on s'en occupera », ont-ils ajouté. (AFP, Reuter.)

DIPLOMATIE

Après la visite de M. Routskoï à Islamabad

La Russie et le Pakistan entendent « développer largement leur coopération »

Le vice-président russe, M. Alexandre Routskoï, a achevé lundi 23 décembre une brève visite officielle en Afghanistan, après avoir passé trois jours au Pakistan, en préparation de la visite au Pakistan. Sa visite au Pakistan a été l'occasion d'un tournant dans les relations bilatérales, après douze années de tension liée à la guerre d'Afghanistan. La volonté russo-pakistanaise de « développer largement la coopération bilatérale » a totalement éclipsé l'étude des « moyens pour mettre fin au conflit afghan ».

ISLAMABAD

de notre correspondant

Le Pakistan a officiellement reconnu la Russie de M. Guis Eline, qui, en échange, a offert un « traité d'amitié et de coopération » à Islamabad. La dimension afghane du voyage est apparue comme un échec, aussi bien pour M. Routskoï que pour les moudjahidins installés sur le sol pakistanaise.

Pour le vice-président russe, ancien officier de l'armée de l'air soviétique, la visite revêtait un caractère personnel. En 1988, son avion avait été abattu par un F 16 pakistanaise à la frontière afghane, et il s'était fixé comme objectif de récupérer le plus grand nombre de Soviétiques encore aux mains de la résistance islamique. Le bruit a couru dès le début de la visite que M. Routskoï voulait repartir avec au moins six hommes, mais finalement, la guérilla n'en a relâché qu'un, d'origine turkmène, Gulbudin Hekmatyar, leader de la faction radicale Hezb-e-Islami, s'est permis de narguer le dirigeant russe en lui amenant un Ukrainien, barbu et vêtu à l'afghane, qui a dit qu'il s'était converti à l'islam et ne voulait pas rentrer chez lui pour l'instant.

Pour les moudjahidins aussi, la visite de M. Routskoï a été un rendez-vous manqué, alors que la Russie était devenue « leur meilleur allié », selon l'expression d'un haut responsable pakistanaise. M. Routskoï a sévèrement critiqué les chefs

de la guérilla qui « ne respectent pas leurs promesses. Je ne comprends pas la position des moudjahidins ». Certains utilisent encore des lance-grenades pour ouvrir une porte alors qu'ils ont la clé, a-t-il tonné.

Puis le dirigeant russe a affirmé que Moscou n'avait pas l'intention d'écarter le président Najibullah du pouvoir. « La Russie ne va pas le faire », a déclaré le vice-président russe. « Sauf retour en arrière lorsqu'on se souvient que le mois dernier, à l'occasion d'une visite sans précédent d'une délégation rebelle afghane à Moscou, la partie « russo-soviétique » était convenue de la nécessité d'un « transfert de pouvoir » à Kaboul, à un « gouvernement intérimaire islamique ».

Plus grave encore pour la résistance, un début de lassitude, voire d'agacement, est désormais perceptible parmi les acteurs pakistanaise du conflit afghan. Une scène insolite s'est déroulée au ministère des Affaires étrangères du Pakistan, juste avant la conférence de presse de M. Routskoï.

Agacement envers les moudjahidins

M. Hekmatyar, enturbanné de noir, était là avec ses conseillers attendant visiblement que le chef d'état-major de l'armée pakistanaise, M. Asif Nawaz, finisse un entretien avec le responsable russe dans le hall d'entrée du ministère. Les amis de M. Hekmatyar paraissent devant quelques journalistes en rappelant le caractère incontournable du Hezb, qui détient le plus grand nombre de prisonniers soviétiques (ils seraient une trentaine au total).

Le secrétaire général du ministère pakistanaise des affaires étrangères, M. Akram Zaki, a brusquement arrêté le mariage en déclarant sur un ton agacé : « Gulbudin ne va pas donner une conférence de presse, c'est mon bureau ici ». Puis le patron de l'armée pakistanaise a quitté les lieux sans saluer ni même regarder M. Hekmatyar.

Décidément, les temps ont changé pour celui qui fut perçu pendant une décennie comme le favori des militaires d'Islamabad. Les services de renseignements pakistanaise de l'ISI commencent eux aussi à changer de discours. Ils

ironisent sur « les multiples plans et formules vraiment très compliqués » de leur protégé rebelle. L'idée de privilégier très rapidement le « canal afghan », c'est-à-dire des négociations directes avec le gouvernement de Kaboul, fait son chemin à l'ISI, d'autant que M. Najibullah recevrait une aide directe des trois Républiques musulmanes bordant l'Afghanistan. M. Routskoï doit également s'y rendre.

GAD SUTHERLAND

A partir de la mi-janvier Les Etats-Unis retireront deux divisions d'Allemagne

A partir de janvier 1992, le VII^e corps américain stationné en Europe sera sensiblement réduit avec, surtout, le départ de deux des quatre divisions basées en Allemagne. Fort aujourd'hui de 213 000 hommes sous le commandement du général Crosbie E. Saint, ce corps, qui a son PC à Heidelberg et qui a prévu de prendre la nouvelle appellation de VI^e corps, devrait compter 92 200 hommes à la fin de 1995. Cette décision est en partie liée à la dissolution de l'ancien pacte de Varsovie et elle avait été annoncée en juillet par le Pentagone.

Pour l'essentiel, il s'agira du retrait, à compter du 17 janvier, de la 3^e division blindée (dont l'état-major est à Francfort) et de la 8^e division d'infanterie (dont le PC est à Baumholder), qui regrouperont les Etats-Unis où elles seront déployées ou dissuades. Certaines formations de ce VII^e corps ont participé à la guerre du Golfe. Dès lors, le nouveau VI^e corps américain en Allemagne comprendra la 1^{re} division blindée et la 3^e division d'infanterie ainsi que trois escadrons aériens (sur huit, auparavant).

Les deux divisions américaines restantes sont principalement dotées d'hélicoptères d'attaque, de lance-roquettes multiples, de batteries antiaériennes ou antimissiles Patriot et de moyens de renseignement

Le Japon revendique un siège de membre permanent au Conseil de sécurité des Nations unies

En janvier, le Japon va faire son entrée parmi les quinze membres du Conseil de sécurité, en compagnie du Maroc, du Cap-Vert, du Venezuela et de la Hongrie, pour y siéger durant deux ans. Tokyo compte mettre à profit cette période pour faire valoir sa revendication d'occéder au club des cinq membres permanents.

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondant

La perspective de la réattribution du siège de l'Union soviétique comme membre permanent du Conseil de sécurité a révélé beaucoup de convoitises.

Le Japon est en tête des candidats. « A l'avenir, nous ne voulons plus être seulement de bons payeurs mais avoir aussi notre mot à dire sur les décisions importantes prises par les Nations unies. Nous avons tiré les leçons du passé et nous voulons être là où se prennent ces décisions », nous explique M. Yoshio Hatano, l'ambassadeur du Japon à l'ONU, en rappelant l'expérience « désagréable et décevante » de la guerre du Golfe.

« Alors que le Japon a versé 13 milliards de dollars aux Etats-Unis au titre de l'effort de guerre, alors qu'il est le deuxième plus important contributeur au budget des Nations unies (1), à aucun moment nous n'avons été associés au processus de décision. Pour rassembler cette somme importante, mon gouvernement a dû augmenter les impôts, relever les taxes sur l'essence et sur les entreprises, travailler avec l'opposition. Or, à la fin de la guerre, lorsque des placards publicitaires ont été publiés dans la presse américaine pour remercier les pays qui avaient contribué d'une façon ou d'une autre à la victoire sur l'Irak, le Japon n'a jamais été mentionné. C'est certainement de notre faute. Nous gérons très mal nos relations publiques », ajoute M. Hatano avec un sourire crispé.

Les « critères objectifs »

Selon l'ambassadeur nippon, la présence de son pays parmi les membres permanents du Conseil de sécurité serait « bénéfique pour l'ensemble des Nations unies, qui y gagneraient en crédibilité et en légitimité ». Il estime que « le moment est venu » d'admettre le Japon parmi les Grands dans cette instance hautement politique. Avec ou sans droit de veto ? « Ce sera la deuxième étape de la discussion », répond M. Hatano. Notre priorité est l'obtention d'un poste de membre permanent. Mais je ne dis pas que nous ne demanderons pas un droit de veto ».

Voilà de quoi faire hurler, naturellement, les membres permanents les plus menacés — notamment la

France et la Grande-Bretagne — par une éventuelle réforme de la Charte. « L'équilibre du monde a effectivement changé depuis la fin de la dernière guerre et de nouvelles puissances se sont constituées, reconnaît un diplomate d'un de ces pays. Mais pour faire partie des membres permanents, il faut aussi répondre à un certain nombre de critères objectifs ».

« Disposer de l'arme nucléaire, être capable de se projeter militairement à l'étranger, représenter une puissance économique et financière, pouvoir définir — et appliquer — une politique étrangère globale. Enfin, consacrer une part importante de son produit national brut à l'aide au développement. Je ne suis pas sûr que le Japon réponde à tous ces critères, mais qu'il s'efforce de les atteindre, c'est une bonne chose. Il faut aussi répondre à un certain nombre de critères objectifs ».

« Je connais ces arguments, mais il sera difficile de les opposer à tous ceux qui réclament un élargissement de la composition du Conseil de sécurité », rétorque l'ambassadeur japonais. « L'Allemagne ou l'événuel à plusieurs reprises son éventuelle candidature au poste de membre permanent. Mais ce pays est actuellement concentré sur la réussite de son unification, sur l'Europe, et Bonn est très sensible aux réactions qu'une revendication de cette nature pourrait susciter à Paris et à Londres », explique-t-il. En revanche, d'autres pays n'ont pas, selon lui, les mêmes scrupules : « Il suffit de prendre la liste des pays qui sont intervenus le 11 décembre dernier à la tribune de l'Assemblée générale sur ce thème ».

Ce jour-là, huit pays (Inde, Mexique, Brésil, Nigeria, Venezuela, Algérie, Égypte, Italie) ont réclamé « une représentation équitable » au Conseil de sécurité et un accroissement du nombre de ses membres. Après les avoir entendus, l'Assemblée a préféré toutefois reporter l'examen de ce dossier explicite à sa prochaine session. Mais ceux-là sont prêts à engager ce débat à tout moment, en espérant que Tokyo posera bientôt la question.

SERGE MARTI

(1) Derrière les Etats-Unis qui fournissent (avec un retard considérable) le quart du budget général, la contribution du Japon est de 11,38 %, et celle de l'Allemagne, troisième contributeur, de 9,6 %.

Algérie

AMÉ

Le président Cr...
compatriotes contre

AFRIQUE

Algérie : « Voter pour Dieu » à Bab-el-Oued

Dans cette « citadelle » islamique, les responsables intégristes ne négligent rien pour s'assurer la victoire dès le premier tour des législatives

ALGER

de notre envoyé spécial

Voter, c'est pas un jeu d'enfant. Déjà l'imam Abdelkader Moghni, qui défend les couleurs du Front islamique du salut (FIS) à Bab-el-Oued, propose le pouvoir de vouloir profiter de la situation pour « falsifier le résultat ». « Tous les après-midi, dans les mosquées, nos sœurs étudient l'équation des femmes », précise-t-il. Il s'agit de les familiariser avec le bulletin sur lequel figure la longue liste des présidents à la députation, de leur apprendre à repérer le numéro que s'est vu attribuer le « bon candidat » et à cocher soigneusement la case qui fait face à son nom. Dans ce quartier d'Alger, « voter pour Dieu », c'est voter 11.

Une voix est une voix : même s'ils se sont lancés avec retard dans la course électorale, les intégristes ne veulent rien négliger pour s'assurer, dès le premier tour, une victoire sans partage dans un fief qui a pour eux valeur de symbole. Bab-el-Oued, le pied-noir, exubérant et révolté, qui aux derniers jours de l'Algérie française avait flirté avec l'OAS, et où s'entassaient aujourd'hui une population cosmopolite, en mal de vivre, serait-elle en train de vendre son âme aux « barbares » ?

« Climat de souffrance... »

« Les gens nous font une confiance totale, ils attendent Abassi Madani et Ali Benhadj, nos chefs, aujourd'hui pour voter », se vantera M. Moghni, trente-deux ans, professeur de lettres, qui assure le prêche à la mosquée Es-Sunna. « Nos adversaires, nous allons tous les avaler », ajoute avec gourmandise cet enfant de Bab-el-Oued, qui a déjà passé quatre ans et demi sous les verrous. Les autres candidats, même ceux qui se situent dans la mouvance islamique, ne seraient-ils que de simples figurants ? « Je les ignore complètement. C'est du bidon... » Il est vrai que les gens de Bab-el-Oued sont économiquement et culturellement

trop désarmés pour être demeurés insensibles à une propagande qui, au nom de Dieu, leur promet des lendemains qui chantent. Dans les cités de l'Ouest de France (surnommées « Cités de souffrance ») et de l'Est de l'Algérie, le climat est différent. Dans le cœur « historique » du quartier, l'un des plus denses du pays, les familles sont si nombreuses et les logements si exiguës que, la nuit, il faut prendre son tour pour dormir et attendre sur le trottoir. Pour les

jeunes qui, ici comme ailleurs, forment le gros de la population, c'est la galère. Personne pour les écouter, se faire l'écho de leurs frustrations. Chacun selon son tempérament a sa manière de tuer le temps : la drogue sous toutes ses formes, le vol à la tire, le jeu aussi dans des salles privées comme celle du Marignan ou d'El Kérami, dont les éddes du FIS s'agit curieusement pas encore de demander la fermeture. Et puis, bien sûr, le « trabendo » qui résume en un mot une somme de trafics clandestins.

Jeunesse perdue ? « Non, elle s'est ressaisie », affirme M. Moghni. C'est incroyable de la voir se précipiter dans les mosquées. Cet incontestable regain de ferveur religieuse ne date pas d'hier. « Les islamistes travaillent en profondeur Bab-el-Oued depuis une dizaine d'années, à partir des lieux de prière », explique un habitant. Les prêches d'Ali Benhadj et de Kamel Guesmazi — deux représentants de l'aile radicale du FIS, aujourd'hui en prison — dans les mosquées d'Es-Sunna et de Taqwa

n'ont pas peu fait pour réveiller des énergies. Experts en communication, les militants du FIS ont su récupérer la colère des gens de Bab-el-Oued qui, lors des émeutes d'octobre 1988, au cours d'une fusillade dans le quartier du 1^{er} Novembre, ont perdu trente-trois des leurs. Le FIS s'est ainsi définitivement ancré dans la population. Quant aux partis démocrates, ils n'ont jamais vraiment réussi à prendre pied dans cette « citadelle » islamique.

Après « avoir beaucoup parlé avec

des jeunes de Bab-el-Oued », M. Sid Ahmed Ghazali, le premier ministre au nord algérien, conclut, dans un récent entretien accordé à l'émission du jour, qu'il son avis ceux se tournent vers le FIS « pas du tout par idéologie, mais par rejet brutal du système en place ». Convaincu que les habitants du quartier ont avant toutes choses été touchés par la grâce divine, M. Moghni menace : « Si l'Algérie venait à se faire envahir, je serais prêt à mourir ».

Il y a tout de même aujourd'hui comme un peu de désenchantement dans l'air de Bab-el-Oued. Car il ne faut pas être grand clerc pour constater que le FIS, depuis qu'il a la haute main sur les affaires communales, n'a pas fait de miracle et que l'Etat algérien dont M. Moghni et les siens préconisent l'avènement n'est peut-être pas la panacée. Pour autant, il n'est pas certain que ces déceptions se traduisent ici par des abstentions ou des votes surprises qui seraient des votes démocrates.

M. Moghni aurait préféré que l'on commence à recueillir le peuple avant de lui mettre un bulletin de vote entre les doigts. Mais, soulignait-il, « nous n'avons pas voulu tomber dans le piège du pouvoir qui souhaite voir des islamistes s'emparer du chemin des urnes ». Quel qu'il en soit de ces manœuvres électorales, le tirage au sort a favorisé le FIS : sur les 102 bureaux de vote que compte la circonscription de Bab-el-Oued, il aura un contrôleur dans 99 bureaux, le FLN un dans 22. Répéti et apaisé, le jeune imam lit déjà dans cet heureux présage un « signe de Dieu ».

JACQUES DE BARRIN

Le FIS a rassemblé plus de 150 000 personnes à Alger. — Le Front islamique du salut (FIS) a rassemblé, lundi 23 décembre, au stade olympique d'Alger, entre 150 000 et 200 000 personnes, selon les estimations des journalistes. Les dirigeants du FIS ont exprimé leur conviction de voir leur mouvement atteindre 70 % des voix aux élections législatives, si le scrutin s'est passé « tranquillement », ont-ils précisé. — (AFP)

Sid Ahmed Ghazali, candidat inavoué

ALGER

de notre correspondant

Il est celui qui, dès sa prise de fonctions, en juin, a dit qu'il ne serait pas candidat. Puisqu'il le dit, croyons-le dans son parole : le premier ministre, M. Sid Ahmed Ghazali, n'est pas candidat. Et, depuis plusieurs semaines, il visite, une à une, toutes les wilayas du pays, ce n'est pas, comme le suggèrent les sceptiques, pour faire campagne, mais uniquement pour faire son métier de premier ministre.

Samedi 21 décembre, M. Ghazali a donc entrepris un nouveau et ultime périple dans les régions de l'Ouest. Il ne reviendra à Alger que quelques heures avant l'ouverture des bureaux de vote. Avec ses précédents voyages, à l'est et dans le Sud, M. Ghazali aura, en un mois, « avalé » plus de 10 000 kilomètres qu'aucun des autres responsables politiques, qui sillonnent actuellement le pays pour entretenir l'ardeur des militants et inciter les électeurs à faire le bon choix.

Mais, au fait, à quoi M. Ghazali n'est-il pas candidat ? A la députation, évidemment. Confronté à ses engagements, ni lui, ni aucun de ses ministres n'ont sollicité les

suffrages des électeurs. Un seul membre de son équipe, M. Ali Benflis, récemment encore ministre de la Justice, qui n'entendait pas se soumettre à cette contrainte, a fait défaut. En juillet, il a abandonné son mandat pour être, aujourd'hui, candidat du FLN à Berridj. Quant au reste, M. Ghazali est resté bien vague. A ceux qui lui faisaient remarquer que son ambitieux programme économique était peu compatible avec les tâches d'un gouvernement né sous le signe de l'éphémère, et auquel était imparti le temps d'organiser le scrutin législatif, M. Ghazali rétorquait qu'au prétexte d'élections il ne pouvait quand même pas différer les choix urgents.

Profonde inimitié

Aujourd'hui la question ne se pose plus dans les mêmes termes. Le « bateau Algérie » a non seulement une destination, mais aussi un capitaine — qui entend le rester : M. Ghazali est candidat à sa propre succession et il ne la cache plus. La conclusion de l'affaire dépendra du président de la République et, encore plus, de la nouvelle majorité qui, le 16 janvier prochain, au soir du second tour, sortira des urnes. Or le premier ministre est désormais convaincu qu'aucun parti ne sera en mesure d'imposer seul sa loi. Au FLN, qui évoque la perspective d'un gouvernement d'union nationale, les proches de M. Ghazali répliquent par celle d'un gouvernement de coalition, hypothèse, selon eux, la plus probable.

Ce subtil distinguo exprime, en fait, la volonté de rejeter le FLN — et, surtout, son actuelle direction, incarnée par M. Mouloud Hamrouche, ancien premier ministre — dans l'opposition. Alors que ce dernier se dit prêt à gouverner avec tous les partis qui auraient une représentation parlementaire significative, FIS compris, M. Ghazali veut plutôt autour de lui une majorité constituée des futurs députés du Front des forces socialistes (FFS), du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), des islamistes « modérés », et, surtout, des députés indépendants, qu'il espère voir élire nombreux dans l'hémicycle. Sans oublier quelques parlementaires du FLN qui, une fois élus, pourraient bien abandonner leur chef d'aujourd'hui. Cette perspective est

tout le secret des voyages provinciaux du premier ministre, qui n'a ménagé aucun effort pour soutenir les candidats indépendants. Ces derniers sont en réalité, pour beaucoup, des transfuges du FLN. Ecartés de la liste des candidats de l'ancien parti unique par M. Mouloud Hamrouche et ses amis, ils sont allés chercher refuge dans le giron du premier ministre, qui bénéficie aussi de l'appui de l'influente Association nationale des anciens moudjahidines (ANAM), en train de rompre ses liens traditionnels avec le FLN.

Si la manœuvre réussit, elle donnera lieu à de sévères règlements de comptes, lors du congrès extraordinaire du FLN prévu après les élections. « La véritable bataille électorale se jouera là », pronostique un proche du premier ministre, lequel espère bien y marginaliser définitivement M. Hamrouche à qui, de plus en plus ouvertement, il voue une inimitié profonde et, d'ailleurs, réciproque. Un seul point reste quand même à régler : que les électeurs confirment, par leurs suffrages, les pronostics de M. Ghazali. Ce n'est pas un détail mineur.

GEORGES MARION

AMÉRIQUES

SALVADOR : les perspectives d'accord de paix

Le président Cristiani met en garde ses compatriotes contre un optimisme excessif

Le président salvadorien, M. Alfredo Cristiani, a mis en garde ses compatriotes contre un optimisme excessif à propos de la signature d'un accord de paix avant le 31 décembre. Le gouvernement, a-t-il déclaré au cours d'une conférence de presse, ne signera pas « d'importance quel accord » avec la guérilla dans le cadre des négociations en cours depuis le lundi 23 décembre au siège des Nations unies à New-York.

SAN JOSÉ

de notre correspondant en Amérique centrale

Faisant allusion aux nombreuses déclarations émanant de tous les secteurs de la société et aux pressions de la communauté internationale voulant que 1991 soit « l'année de la paix », M. Cristiani a estimé que des « progrès importants avaient été réalisés » mais qu'il ne fallait pas « nécessairement s'attendre à la signature d'un accord de cessez-le-feu définitif cette année ». Le secrétaire général

des Nations unies, M. Javier Pérez de Cuellar, qui intervient comme médiateur et souhaite parvenir à un accord avant la fin de son mandat, le 31 décembre, a réagi en invitant les deux parties à s'abstenir de faire des déclarations qui pourraient nuire au bon déroulement des négociations et contribuer à « durcir » les positions respectives. Il rappelle ainsi aux belligérants l'engagement qu'ils avaient eux-mêmes pris lorsqu'ils avaient appelé l'ONU, en avril 1990, à participer au processus de paix.

Les énormes progrès réalisés par les négociateurs au cours des dernières semaines ont provoqué une nervosité évidente dans les secteurs extrémistes de l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA, au pouvoir) qui, contre toute évidence, croient encore à la possibilité d'une victoire militaire sur le front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN). Le vice-président de la République, M. Francisco Morón, s'est fait le porte-parole des intransigeants en critiquant le rôle de M. Pérez de Cuellar qui, a-t-il déclaré, pourrait être « tenté de conclure les parties de signer des accords sans conscience pour attribuer les mérites de la paix ».

La composition de la future police

Les réconciliants sont plus particulièrement préoccupés par les concessions que le gouvernement pourrait être amené à faire sur deux thèmes délicats : la composition de la future police nationale civile et la réduction des forces armées. En septembre, lors d'une rencontre précédente à New-York, les négociateurs avaient fixé les limites : le gouvernement acceptait le principe d'une épurée au sein de l'armée et de la réduction des effectifs ainsi que la possibilité pour les anciens guérilleros de faire partie de la police civile ; ces derniers, en contrepartie, s'engageaient à plus de participation au sein de l'armée et à sa dissolution.

Les difficultés ont surgi lors des discussions portant sur les modalités d'application. La guérilla veut des garanties sur la composition de la police nationale civile. « Il n'y aura pas de priorité », a souligné le porte-parole du FMLN, le commandant Roberto Canas. « Tous ceux qui répondront aux critères d'admission pour entrer dans la police », a-t-il confirmé, « seront acceptés ». S'agissant de l'armée, il a indiqué que les effectifs — plus de cinquante mille hommes actuellement — devaient être fixés « en fonction des missions établies par la Constitution : défense de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale ». Il a confirmé que l'évaluation du budget militaire était aussi à l'ordre du jour. L'armée se serait refusée à discuter de manière précise un plan de réduction des effectifs tant que le conflit n'est pas terminé pour éviter, dit-on, de se voir imposer « des chiffres à l'adhésion ».

Les deux autres thèmes en discussion — la réforme agraire et la participation des anciens guérilleros à la vie politique — ne sont pas aussi sensibles, bien qu'ils soient à l'origine de la guerre civile qui a fait près de quatre-vingt mille morts en douze ans. Après tant d'années de violences, les Salvadoriens sont impatients. Ils l'ont montré en participant récemment à deux manifestations massives dans la capitale en faveur du pays malgré la trêve unilatérale décrétée, le 16 novembre, par la guérilla. Au même moment, des organisations extrémistes se réclamaient du commandant Roberto d'Aubuisson, comme la Croisade pour la paix et le travail, publiaient de grands encarts dans la presse locale dénonçant les « négociations secrètes » et l'« alliance ARENA-FMLN ». Pour l'évêque auxiliaire de San Salvador, Mgr Rosa Chavez, ces secousses pourraient être les derniers : « J'espère qu'elles annoncent les douleurs d'un accouchement tant attendu, celui de la paix ».

BERTRAND DE LA GRANGE

MAROC

Amnesty International demande la libération des frères Bourequat

Dans un appel publié à Londres le lundi 23 décembre, Amnesty International a demandé au gouvernement marocain de « libérer immédiatement » les trois frères Bourequat, portés disparus depuis près de dix-huit ans. De nationalité française par leur père, mais nés et élevés au Maroc, les frères Bourequat (Midhat René, Bayazid Jacques et Ali Auguste) seraient détenus au secret, « dans de très mauvaises conditions » ; deux d'entre eux seraient « très gravement malades », précise l'organisation humanitaire, qui considère les trois frères comme des prisonniers de conscience. Arrêtés le 8 juillet 1973, officiellement pour contrôle d'identité, les frères Bourequat, qui n'ont été ni inculpés ni jugés, pourraient

être détenus en raison des activités passées de leur père, estime Amnesty. Ce dernier avait travaillé avec Mohammed V, père du roi Hassan, et mis en place le contre-espionnage marocain. Par ailleurs, des organisations humanitaires marocaines ont indiqué, lundi, que l'état de santé de l'un d'eux, en grave de la faim depuis le 26 novembre, à la prison Oulacha, près de Casablanca, « se détériore dangereusement ». Par solidarité, plusieurs membres de leurs familles ont entamé, vendredi, une grève de la faim. Les détenus d'Oulacha, condamnés en 1986, notamment pour « troubles de l'ordre public », réclament le statut de détenus politiques. — (AFP)

DJIBOUTI

Un membre du bureau politique du parti unique a démissionné

Un membre du bureau politique du Rassemblement populaire pour le progrès (RPP, parti unique), M. Mohamed Adabo Kaba, d'origine afar, a démissionné, lundi 23 décembre, pour protester contre la mort d'une trentaine d'habitants d'Arhiba, un quartier afar de la ville de Djibouti, la semaine dernière. « Le massacre de personnes sans défense, perpétré par les forces de la police et de la gendarmerie, est un acte odieux et barbare que je ne saurais cautionner », a déclaré M. Mohamed Adabo Kaba, dans une lettre au président Gouled Aptidon.

Par ailleurs, une dizaine de députés, également d'origine afar, ont quitté la séance du Parlement, lundi, pour exiger qu'une aide alimentaire soit acheminée « aux populations sinistrées du Nord », où s'opposent, depuis un mois, militaires et maquisards du Front pour la restauration de l'unité et la démocratie (FRUD). Ces députés ont aussi exigé la libération « immédiate et sans conditions » du Dr Abate Ebo Adou, porte-parole du FRUD à Djibouti-Ville, incarcéré depuis un semaine. — (AFP)

AFRIQUE DU SUD : l'extrême droite menace MM. De Klerk et Mandela. — Selon un journal de Johannesburg, le Citizen, édité, lundi 23 décembre, « une source politique », les noms de MM. De Klerk et Mandela figuraient sur une liste de personnalités à abattre, dressée par des groupuscules de l'extrême droite blanche. — (AFP, Reuter)

KENYA : l'immigration du ministre de l'emploi. — Le président Daniel Arap Moi a démis de ses fonctions, lundi 23 décembre, le ministre de l'emploi, M. Peter Oloo Aringo, qui avait récemment réclamé une « purge » au sein de la Kenya Africa National Union (KANU, parti unique) et le renvoi des responsables ayant trempé dans des affaires de corruption. — (AFP)

MALI : embuscade meurtrière dans le Nord-Est. — Une trentaine d'hommes armés ont mené une attaque, dimanche 22 décembre, à Ansongo, dans le nord-est du pays, faisant trois morts et trois blessés, a-t-on appris, lundi, à Bamako. Qualifiée de « provocation des ennemis de la paix » par les autorités malitaines, cette embuscade survient moins d'un semaine après la rencontre de Mopti, où les représentants du gouvernement et les dirigeants de la rébellion touarègue étaient tombés d'accord pour envisager une trêve des hostilités. — (AFP)

SÉNÉGAL

Un député tué lors d'un attentat en Casamance

Le gouvernement a condamné, lundi 23 décembre, l'attentat perpétré la veille, en Casamance, et qui a coûté la vie à un député du Parti socialiste (PS, au pouvoir). Qualifiant l'attentat d'acte ignoble, les autorités sénégalaises ont réaffirmé leur « ferme volonté de garantir la sécurité des personnes et des biens en Casamance » et leur détermination à respecter les accords de paix, signés fin mai en Guinée-Bissau, avec des représentants du Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC, indépendantiste). Les deux victimes de l'attentat, le député Mamadou Cissé et un conseiller rural casamancais, M. Malang Diédhiou, étaient en tournée politique, lorsqu'ils sont tombés dans une embuscade. Cet assassinat est le premier, enregistré en Casamance, depuis la signature de l'accord de Bissau. — (AFP, Reuter)

Le conflit du Sahara occidental

Le Conseil de sécurité a suspendu ses consultations

Les membres du Conseil de sécurité des Nations unies ne sont pas parvenus à s'entendre, lundi 23 décembre, sur le rapport à propos du Sahara occidental présenté par le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez de Cuellar (le Monde du 21 et du 22-23 décembre). Cinq pays, dont Cuba et le Zimbabwe, ont bloqué l'approbation du rapport, qui prévoyait, notamment, d'élargir le bœse électorale pour le référendum d'autodétermination, que les Nations unies sont chargées de superviser.

Le Polinario, qui estime que ce rapport fait la part belle aux positions marocaines, avait exhorté le Conseil à le rejeter. Le représentant du Maroc à l'ONU avait, en revanche, malgré quelques réticences, soutenu qu'il soit adopté. Ce retard du Conseil, qui a décidé de suspendre ses consultations sine die, survient moins d'un semaine après l'annonce de la démission du représentant spécial de l'ONU chargé du Sahara occidental. — (AFP, Reuter)

POINT/LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES EN ALGÉRIE

Trente ans
après...Le « parti des martyrs » face
à celui de la « solution islamique »

ALGER

de notre correspondant

Sur les 59 partis agréés au 17 décembre 1991, 49 présenteront des candidats. Tous, cependant, sont loin d'avoir un poids politique identique. En fait, les élections se joueront entre une demi-douzaine de partis auxquels il faut ajouter, dans plusieurs wilayas, les candidats indépendants qui espèrent bien jouer de leur notoriété locale pour rafler la mise.

Le Front de libération nationale (FLN)

De tous les partis, le FLN, qui présente 429 candidats, est sans doute celui qui, dans la prochaine bataille, a le plus à perdre. Désemparé de son pouvoir depuis l'indépendance de 1962, il se présente devant les électeurs avec le handicap de son ancien monopole, la responsabilité des crises, parfois sanglantes, qui, ces dernières années, ont secoué le pays et une situation économique désastreuse.

Un bilan qui en fait la cible privilégiée de tous ses concurrents. Le FLN en est si conscient qu'il estimerait honorable de recueillir 30 % des suffrages, chiffre que beaucoup considèrent comme optimiste. Sans attendre de connaître son score, il appelle d'ores et déjà à la constitution d'un gouvernement d'union nationale, y compris avec le Front islamique du salut (FIS), dont certaines des thèses ne manquent pas d'écho dans ses rangs.

Bien qu'il se targue d'avoir été à l'initiative du processus de démocratisation en cours, son argumentation manque de force de conviction. Des leaders politiques n'ont en effet pas manqué de relever que dans aucun pays du monde les détenteurs d'un pouvoir absolu n'avaient, de leur propre gré, passé la main. En Algérie comme ailleurs, la démocratisation est d'abord le résultat du blocage total d'un système, ébranlé sous le poids de ses contradictions, du népotisme et de la corruption.

Dans ces conditions, le FLN ne peut jouer que sur un seul registre, et il ne s'en est pas privé : la lutte d'indépendance. Durant toute la campagne il a fait des « idoles de novembre » — le 1^{er} novembre 1954 marqua le début de l'insurrection algérienne contre la France — son argument quasi unique, vantant le passé « glorieux » de son parti, l'héroïsme de ses « martyrs » et le clairvoyance de ses fondateurs qui avaient su se soulever contre la puissance française « soutenue par l'Otan ». « Le peuple, imprégné du serment de novembre 54, sera de nouveau ou rendez-vous de l'histoire », lançait, le 20 décembre, M. Mouloud Hamrouche, ancien premier ministre, qui, au cours de cette campagne, est apparu comme le principal « patron » du FLN. Ces slogans nostalgiques suffiront-ils pour maintenir sa

prééminence ? L'héritage patriotique, largement revendiqué par tous les autres partis, n'est plus, malheureusement pour lui, le sigle distinctif du seul FLN, considéré par beaucoup comme l'enfant dévoyé d'une lutte dont il n'est plus l'héritier légitime.

L'ancien parti unique devra donc compter sur d'autres ressorts pour survivre : la force de l'habitude qui le crédite d'une expérience dans la gestion du pays, un découpage électoral qui l'avantage dans ses meilleures zones d'implantation, la notoriété de ses candidats « enfants du pays », la peur de l'inconnu que suscite toute transition vers un nouveau système. Sans oublier les effets induits du système majoritaire, qui pourraient pousser vers lui certains de ses adversaires désireux, avant tout, de faire barrage aux candidats islamistes.

Le Front islamique du salut (FIS) et la mouvance islamique

Le score du FIS, seul de tous les partis à présenter des candidats dans chacune des 430 circonscriptions, demeure la grande inconnue du scrutin. Il y a à peine deux mois, personne n'aurait douté de la victoire du parti de M. M. Madani et Benabdellah, emprisonnés depuis les troubles de juin. Mais le parti islamiste a accumulé toutes les erreurs. Déchiré entre « algériens », partisans d'une participation électorale, et « salafistes », hostiles à toute quelconque armistice avec le pouvoir, le FIS, abandonnant toutes ses conceptions préalables, n'a décidé de se lancer dans la course que le 14 décembre, soit douze jours avant le premier tour de scrutin (le Monde du 17 décembre).

Cette défection, arrachée à l'extrême, a laissé perplexes nombre de ses partisans. Car eux-mêmes ont soutenu le signal de l'insurrection algérienne, et ils ne peuvent pas se résoudre à la démission de l'État. Ils ont, en fait, choisi une voie médiane, entre islamistes « révolutionnaires » et islamistes « réformistes », comme on le voit, le 29 novembre, l'attaque sanglante du poste frontière de Guemmar, assailli par une quarantaine de militants armés qui pensaient donner ainsi le signal de l'insurrection générale. Déchiré par ses divisions, la direction du FIS n'a pu ni coordonner ni soutenir l'attaque, affirmant, sans convaincre, qu'il s'agissait d'une manipulation du pouvoir pour discréditer le parti.

L'affaire de Guemmar est susceptible d'effrayer nombre des potentiels électeurs du FIS ; de même, le parti devrait payer ses hésitations par une relative désaffection de ses partisans. Mais à quel prix ? La force du FIS tient aux crises sociales et identitaires que vit l'Algérie, ainsi qu'à sa nature de « parti de Dieu » dans une société si imprégnée de valeurs religieuses que le FIS a cru pouvoir faire campagne avec, pour tout programme, la « solution islamique ». Pourtant, malgré

L'Algérie participera, jeudi 26 décembre, au premier tour des premières élections législatives pluralistes depuis l'indépendance du pays, en 1962. 13 314 771 personnes sont inscrites sur les listes électorales ; au terme d'un second tour prévu le 16 janvier 1992, elles devront élire, au scrutin majoritaire, 430 députés représentant 48 wilayas (préfectures). 5 712 candidats, dont 4 691 au nom de leurs partis et 1 021 à titre de candidats indépendants, se disputent les suffrages des électeurs, ce qui donne une moyenne de 13,3 candidats par siège à pourvoir. 57 femmes, soit à peine 1 %, figurent parmi les candidats.

Le gouvernement de M. Sid Ahmed Ghazali qui tenait à des élections « propres et honnêtes » en a particulièrement soigné l'orga-

nisation, incitant à la participation par des placards et des poèmes parus dans la presse ou encore par des chansonnettes diffusées à la radio. Contrairement aux élections municipales du 12 juin 1990, où l'État avait manifesté de lourdes défaillances, 370 000 personnes, fonctionnaires et bénévoles, ont été mobilisées dans tout le pays pour assurer la régularité du scrutin.

Des dispositions particulières ont été prises, grâce notamment au vote d'une nouvelle loi, pour permettre à l'armée d'intervenir en cas de débordement. Cette issue demeure cependant plus qu'improbable, compte tenu du consensus des forces politiques qui, sans incidents majeurs, ont massivement participé à la campagne électorale.

De l'état de siège
au pluralisme

1988

6 octobre. — L'état de siège est décrété à Alger après des affrontements entre de jeunes manifestants et les forces de l'ordre.

10 octobre. — L'intervention télévisée du président Chadli et la promesse de « réformes politiques » ramènent le calme. Le bilan officiel des émeutes s'élève à cent cin-

1990

20 avril. — A l'appel du FIS, plusieurs dizaines de milliers de personnes défilent à Alger.

12 juin. — Le FIS remporte les élections locales avec 54,25 % des suffrages exprimés, contre 28,13 % au FLN.

29 juillet. — Le président Chadli annonce des élections législatives anticipées pour le premier trimestre de 1991.

29 septembre. — L'ancien président Ahmed Ben Bella rentre en Algérie après dix ans d'exil en Europe.

3 octobre. — M. Rabah Bitat, président de l'Assemblée nationale, démissionne pour protester contre la politique économique du gouvernement.

27 décembre. — Des dizaines de milliers de manifestants du Front des forces socialistes (FFS) défilent, à Alger, pour protester contre l'adoption, par le Parlement, d'une nouvelle loi sur la « généralisation de la langue arabe ».

1991

1^{er} avril. — L'Assemblée nationale adopte une nouvelle loi électorale qui institue un scrutin majoritaire uninominal à deux tours.

25 mai. — Le FIS lance un mot d'ordre de grève générale illimitée pour exiger une élection présidentielle anticipée et l'abrogation de la loi électorale.

5 juin. — Après des affrontements sanglants à Alger entre islamistes et forces de l'ordre, le président Chadli reporte les élections législatives, accepte la démission du gouvernement de M. Hamrouche et proclame l'état de siège.

18 juin. — Le nouveau premier ministre, M. Sid Ahmed Ghazali, annonce la composition de son gouvernement.

30 juin. — MM. Abassi Madani et Ali Benabdellah, les deux principaux dirigeants du FIS, sont arrêtés pour « conspiration armée contre la sécurité de l'État ».

15 octobre. — Le président Chadli annonce que les deux tours des premières élections législatives pluralistes depuis l'indépendance auront lieu le 26 décembre et le 16 janvier.

29 novembre. — Un groupe armé islamiste attaque une caserne à Guemmar, près d'El Oued, dans le sud-est du pays et égorgé trois militaires.

Les femmes
et le risque
de l'abstention

Les abstentionnistes sont les bêtes noires du pouvoir et de tous les partis, qui multiplient les appels au vote. Une relative léthargie, conséquence d'un débat politique qui a éternisé depuis maintenant dix-huit mois, fait craindre qu'il n'en enlève nombreux à bouder les urnes.

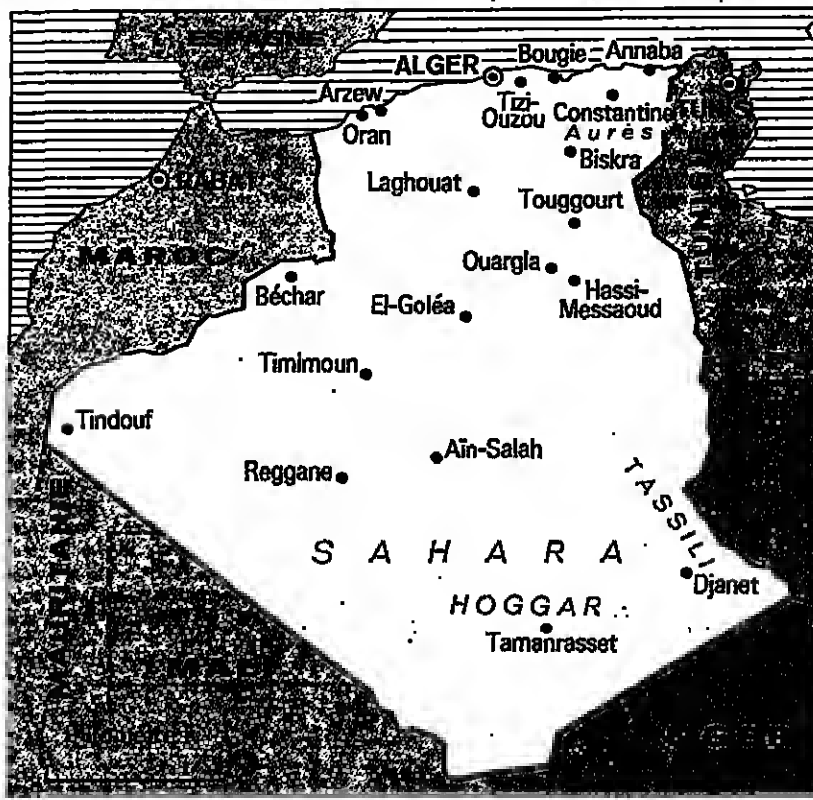
La loi électorale qui limite la possibilité du vote par procuration pourrait, d'autre part, susciter un sur-abstentionnisme chez les femmes. Beaucoup d'entre elles, qui, sous le règne du parti unique, laissaient à leur mari la responsabilité d'un vote acquis d'avance, n'ont même pas la carte d'identité aujourd'hui obligatoire pour accomplir l'acte électoral.

Histoire de la presse
des jeuneset des journaux
pour enfants

Par Alain FOURMENT

Édition Éole 150 F

Distributeur Disque



ne pas être en phase avec les réalités profondes du pays et donc de partager la responsabilité des échecs antérieurs. Faiblesse relative ou déconsidération de l'adversaire, décalage culturel et crise économique pourraient bien, une fois encore, bénéficier au FIS et, dans une moindre mesure, à Hamas, parti islamiste « modéré » qui a fait une campagne remarquable en présentant 382 candidats.

Le Front des forces socialistes (FFS) et le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD)

L'essoufflement des forces de ces deux partis qui se revendiquent de la démocratie réside en Kabylie, traditionnellement rive au pouvoir central. C'est là que leur campagne a été la plus active, nourrie par un fort sentiment d'identité régionale. Alors que pour les islamistes, FFS (317 candidats) et RCD (300 candidats) ne sont que les supports du diable, ils sont, pour d'autres, les champions de la démocratie et de la modernité. Les résultats du scrutin permettront de voir si leurs tentatives de sortir du « réduit kabyle » — pour devenir des partis socialement différenciés, implantés sur tout le territoire, et une

payer cher ces divisions, notamment au second tour, lors des reports de voix.

Les autres partis et les indépendants

Bien que quelques surprises locales soient toujours possibles, les autres partis ne devraient pas dépasser l'étape du premier tour, éliminés par l'implacable règle qui ne permet une présence au tour suivant qu'à condition d'être parmi les deux premiers. Parmi beaucoup d'entre eux, pauvres de militants et chiches de moyens, et, surtout, incapables de se différencier de leurs dizaines de voisins, cette campagne aura été leur chant du cygne.

Malgré quelques élus possibles parmi ses 339 candidats, le Mouvement pour la démocratie en Algérie (MDA) de M. Ahmed Ben Bella est aussi promis à une rapide disparition. L'ancien président de la République, qui n'est pas lui-même candidat, a mené, en effet, une campagne à reculons, annonçant qu'il est tout disposé à rejoindre le FLN, « son parti », à condition qu'il se réforme. On ne peut mieux décrire ses propres troupes.

GEORGES MARION

quant à neuf morts et des milliers d'arrestations.

3 novembre. — Des amendements constitutionnels relatifs à la séparation des pouvoirs entre le chef de l'État et le premier ministre sont massivement approuvés par référendum.

22 décembre. — Le président Chadli est réélu pour un troisième mandat de cinq ans avec 81,17 % des suffrages exprimés.

1989

23 février. — La nouvelle Constitution, qui ouvre la voie au multipartisme, est approuvée par référendum avec 73,43 % des suffrages exprimés.

4 mars. — L'armée se retire du comité central du FLN.

3 juillet. — L'Assemblée nationale adopte la loi sur les associations à caractère politique, qui autorise le multipartisme.

10 septembre. — M. Mouloud Hamrouche remplace M. Kasbi Merbah à la tête du gouvernement.

14 septembre. — Le gouvernement installe le Front islamique du salut (FIS).

21 décembre. — Plus de cent mille femmes manifestent à Alger.

PUBLICATION JUDICIAIRE

EXTRAIT DES MINUTES
DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE LA
COUR D'APPEL DE VERSAILLES.

Par arrêt en date du 27 septembre 1991, la cour d'appel de Versailles a condamné :

— M. TRUONG-NGOC Jean-Michel, conseiller en organisation et en informatique, demeurant à Strasbourg, 8, rue Mercière,

— aux peines de deux ans d'emprisonnement avec sursis et 20 000 F d'amende pour fraude en vue de se soustraire à l'établissement ou au paiement de l'impôt, omission ou fausse déclaration dans un livre comptable d'écriture exacte ou fictive, commis de 1984 à 1986 à Neuilly-sur-Seine ;

— a ordonné la publication, par extraits, de l'arrêt au Journal officiel, ainsi que dans les journaux Le Monde et Le Figaro ;

— a ordonné l'affichage pendant trois mois sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune du domicile du condamné.

LE GREFFIER EN CHEF.

Un scrutin majoritaire
à deux tours

Le 26 décembre et le 16 janvier, les Algériens voteront selon les règles d'un système majoritaire à deux tours. Au second tour, seuls les deux premiers candidats resteront en lice.

La loi électorale, votée définitivement le 13 octobre 1981, avait fait l'objet de vifs affrontements entre le gouvernement et les députés, presque tous membres du FLN. A plusieurs reprises, le premier ministre, M. Ghazali, avait été contraint de revoir sa copie, « sacroché » qu'il avait été par les parlementaires sur le nombre de circonscriptions (le FLN en voulait plus, le gouvernement moins) et sur la délicate problématique des procurations conjuguées permettant aux époux de

voter pour leur conjoint sur simple présentation du livret de famille.

Curieusement, aucun député n'avait remis en cause le principe du vote majoritaire et proposé un scrutin proportionnel. Or, conçu pour dégrader des majorités stables, le vote majoritaire avantage mécaniquement les formations les plus puissantes. A moins d'assister à un retournement radical du corps électoral, c'est donc la FIS, apparemment le parti le plus fort, qui, grâce à une loi électorale votée par des députés du FLN, devrait bénéficier du « bonus » du scrutin majoritaire, même si cet avantage est quelque peu limité par le découpage des circonscriptions.

G. M.

Une seule référence :
les municipales de 1990

Faute d'autres scrutins législatifs pluralistes dans l'histoire de l'Algérie indépendante, les résultats des élections municipales du 12 juin 1990 permettent, seuls, quelques comparaisons chiffrées.

Premier test électoral après les émeutes d'octobre 1988, les élections municipales avaient été reportées, haut la main, par le FIS, qui a totalisé 54,25 % des suffrages exprimés, le FLN arrivant en deuxième position avec 28,13 % des voix. Les autres partis avaient fait des scores très inférieurs, la RCD atteignant péniblement 2,08 %. Quant au FFS, il avait, alors, appelé au boycottage. Il y avait eu 34,85 % d'abstentionnistes. Les élections régionales, qui avaient eu lieu le même jour, avaient donné des résultats

G. M.

POLITIQUE

Les perspectives de la construction européenne

Le précédent de 1972 souligne les risques d'un référendum sur les accords de Maastricht

M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, ancien secrétaire général de l'Elysee, interrogé dimanche 22 décembre au cours de l'émission « RMC-Express » sur l'éventualité d'un référendum pour ratifier les accords de Maastricht, a affirmé que « ce serait une bonne chose à une condition qui n'est pas facile à remplir, c'est qu'on soit certain que les Français répondent à la question qui leur est posée ». Le président de la République s'est gardé de préciser, pour sa part, s'il recourrait à la procédure référendaire ou à la procédure parlementaire. Les dirigeants politiques, de gauche comme de droite, sont eux-mêmes divisés sur le choix de la méthode. L'histoire du référendum organisé par Georges Pompidou sur l'Europe en 1972 est, à bien des égards, une référence éditoriale, qui souligne les risques d'une telle consultation.

Tous les partis politiques sont pris de court lorsque Georges Pompidou, à la fin de sa conférence de presse du 16 mars 1972, annonce qu'il procédera, le 23 avril, à un référendum sur l'élargissement du marché commun. Le projet de loi soumettra au corps électoral la ratification du traité d'adhésion de la Grande-Bretagne, de l'Irlande et du Danemark à l'Europe des Six. Le chef de l'Etat choisit cette procédure en vertu de l'article 11 de la Constitution, de préférence à la voie parlementaire, car, explique-t-il, « il est fondamentalement démocratique d'appeler les Français qui m'ont élu directement à se prononcer directement sur cette politique en faveur de l'Europe ».

Georges Pompidou semble gagner sur tous les tableaux. Il réhabilite tout d'abord le référendum, dont de Gaulle avait osé pour fonder la V^e République en 1958, pour instituer l'élection du président de la République au suffrage universel en 1962, pour régler l'affaire algérienne en 1961 et en 1962, mais qui lui avait été fatal en 1969 sur la réforme du

Sénat et des régions. Le terrain semble d'autant plus propice que l'Europe n'est plus perçue comme une menace contre l'indépendance nationale et qu'une sorte de consensus s'est peu à peu établi depuis le départ du général. Les centristes, qui sont les plus européens, ne se sont-ils pas ralliés à la majorité présidentielle en 1969 ? Quant aux socialistes, qui ont formé, l'année précédente, leur nouveau parti, leurs convictions européennes ne pourront être que satisfaites. Enfin, pour le président de la République, l'occasion est bonne de tenter une « sortie par le haut » pour mettre fin au climat défavorable qui colore sa majorité.

Les socialistes divisés

Communistes et socialistes viennent en effet d'adopter leur programme commun, qui doit permettre à la gauche d'offrir une alternative à la majorité gaullienne-giscardienne. L'inquiétude de certaines catégories sociales, comme les commerçants et les paysans, se transforme parfois en grogne, concernant la morosité générale. Les relations entre le président et son premier ministre, M. Jacques Chaban-Delmas, deviennent de plus en plus conflictuelles. La majorité parlementaire est affaiblie par la révélation de plusieurs affaires concernant la publicité clandestine à l'ORTF, des malversations immobilières et la faillite d'impôt du premier ministre.

La gauche veut éviter une rupture entre le PC, qui est hostile au marché commun, et le PS, qui lui est favorable. Toutefois, les socialistes sont divisés. Charles Hernu prône le « oui », mais M. Mitterrand, ironisant sur « l'Europe à l'ami de rose » de Georges Pompidou, parle de « plébiscite ». M. Rocard de « piège » et Pierre Mendès France de « mystification ». M. Claude Estier est le premier, le 17 mars, à envisager l'abstention comme une possible position commune à toute la gauche. Le PC, lui, prend position pour un « non clair et résolu », avant d'affirmer qu'il faut dire « deux fois non à Pompidou ». Les radicaux de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber et les radicaux de gauche, avec M. Mao-

rice Faure, se prononcent pour le « oui », tandis que la Nouvelle Action française et les groupuscules d'extrême droite se rallient au « non ».

La campagne électorale est morne, les foules ne se déplacent pas pour écouter les leaders nationaux. L'opinion est manifestement indifférente à une réforme qui ne la concerne pas directement et pour laquelle le président de la République n'a pas mis en jeu son destin politique. Les critiques de la majorité ne sortent pas renforcées de l'épreuve, à moins d'un an des élections législatives. Demisuccès pour le Parti socialiste, dont se flattent publiquement ses dirigeants, tout en sachant qu'ils ne peuvent revendiquer la totalité des 40 % d'abstentions. Ils n'ignorent pas, en effet, qu'une partie de leur électorat dans certaines régions, selon les enquêtes faites auprès des bureaux de vote, a voté soit pour le « oui », soit pour le « non » et que l'abstention est souvent le fruit de l'indifférence.

La question posée par Georges Pompidou

Le texte de la question posée aux électeurs pour le référendum du 23 avril 1972 était le suivant : « Approuvez-vous, dans les perspectives nouvelles qui s'ouvrent à l'Europe, le projet soumis au peuple français par le président de la République et autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion de la Grande-Bretagne, du Danemark, de l'Irlande et de la Norvège aux Communautés européennes ? »

convictions européennes, le défendeur M. Mitterrand explique ainsi, le 11 avril : « Le refus de vote du Parti socialiste est la meilleure façon de combattre la majorité, de la faire reculer et de la battre ».

Un record d'abstentions

Européen convaincu et leader du MRP, M. Jean Lecanuet peut affirmer, pour justifier son « oui », que « l'ère gaullienne est close », tandis qu'un autre européen, le très gaulliste Christian Guéhenet, estime que « l'Europe européenne et non atlantique en train de se créer ». S'il y a plusieurs Europe dans le camp des « oui », il y a aussi différentes Europe parmi ceux qui, par leur abstention, la refusent.

Le « oui » l'emporte le 23 avril, mais il ne recueille que 67,7 % des suffrages exprimés, soit 36 % des

inscrits. Le record des abstentions est battu avec 39,6 % des inscrits, auxquels il convient d'ajouter 7 % de bulletins blancs ou nuls (dans les précédentes consultations, les abstentions étaient en moyenne de 22 % et les votes blancs ou nuls d'environ 2 %).

Au-delà des satisfactions exprimées — rituellement par tous, ce résultat est à la fois un demi-échec et un demi-succès. Demi-échec pour le président de la République dont la majorité ne sort pas renforcée de l'épreuve, à moins d'un an des élections législatives. Demisuccès pour le Parti socialiste, dont se flattent publiquement ses dirigeants, tout en sachant qu'ils ne peuvent revendiquer la totalité des 40 % d'abstentions. Ils n'ignorent pas, en effet, qu'une partie de leur électorat dans certaines régions, selon les enquêtes faites auprès des bureaux de vote, a voté soit pour le « oui », soit pour le « non » et que l'abstention est souvent le fruit de l'indifférence.

L'instrument de pouvoir

M. François Mitterrand peut cependant constater que le rayonnement de son parti s'est accru. Les chefs de toutes les formations politiques tirent de ces résultats leurs propres conclusions pour les élections législatives, que chacun prépare activement. Mais on se pose aussi la question de l'avenir de la procédure référendaire et de sa valeur comme instrument de pouvoir. Aucune réponse décisive ne sera donnée à cette interrogation pendant les vingt années suivantes (1), avant que M. François Mitterrand n'envisage de recourir, éventuellement, en 1992, à cette invention gaullienne, décidément bien délicate à manier.

ANDRÉ PASSERON

(1) Le référendum du 6 novembre 1988 sur le statut de la Nouvelle-Calédonie a suscité le plus haut taux d'abstention (63 %) de l'histoire des consultations électorales en France, toutes Républiques confondues.

BIBLIOGRAPHIE

De Gaulle toujours...

Non, de Gaulle n'était pas homosexuel. Après avoir bien cherché, Roger Peyrefitte l'affirme en conclusion de sa « réflexion sur de Gaulle », bien que sur une photo en collier il ait trouvé le futur général « à croquer » (1). C'est pas remords et pour se faire pardonner son livre de 1970, *Des Français*, particulièrement antipathique, que l'auteur des *Amis particuliers*, écrits sous l'Occupation, a voulu jouer dans la canonisation de de Gaulle le rôle de l'avocat du diable. Ce n'est évidemment qu'un prétexte pour démythifier la statue posthume du commandeur et pour distiller le fiel entre les hommages. Truffé d'anecdotes plus ou moins véridiques, ne négligeant aucun ragot, approximatif dans ses citations, mais se référant aussi aux faits établis et aux témoignages vécus, Roger Peyrefitte réussit en ce domaine, comme il le fit dans d'autres, à être iconoclaste. Un peu brouillon, sautant du coq à l'âne, jouant des paradoxes, ce pamphlet camouflé pourrait indigner les gaullistes et ravir les antipathistes, mais il ne faut pas lui faire sourcil sur les uns et les autres.

Si Roger Peyrefitte n'hésite pas à mettre en lumière le dessous des choses et même à remuer les poubelles de l'histoire pour affirmer qu'« il n'avait pas existé de Gaule », d'autres ont encore quelques contributions à apporter pour compléter la connaissance de ce récent passé. C'est le cas de Raymond Janot (2), actuel prési-

dent du Conseil régional de Bourgogne. Secrétaire général du Conseil d'Etat en 1958, conseiller technique au cabinet de de Gaulle, il s'occupe de l'élaboration de la Constitution de la V^e République. Il sera aussi l'interprète de la pensée de de Gaulle comme secrétaire général de la communauté puis comme directeur de la RTF.

Un autre haut fonctionnaire, Charles Rickard, raconte comment on peut devenir un « préfet faiseur d'élections » (3). Ce témoignage confessionnel montre comment le pouvoir politique, par l'intermédiaire de ses préfets, a toujours tenté de faire battre les « méchants candidats », comme le disait Lucien Bonaparte à propos des adversaires du gouvernement. Le préfet Rickard raconte comment il fut chargé de régler l'affrontement entre Georges Pompidou et Gaston Monnerville, de diriger la guerre de Bernard Poos contre Maurice Faure et d'enregistrer ou d'organiser de multiples coups-bas dans ce département du Lot qui, selon Gaston Monnerville, serait « Florence plus la Corse », mais qui était surtout un bastion que les gaullistes voulaient conquérir par tous les moyens.

A. P.

(1) *Réflexion sur de Gaulle*, de Roger Peyrefitte, Société des Editions Régionales, 306 pages, 165 F.
(2) *Raymond Janot*, de François Souvich, Les Editions du Bien public, 160 pages, 110 F.
(3) *Vieilles sur les élections*, de Charles Rickard, Editions J.-P. Glaserot, 256 pages, 82 F.

POINT DE VUE

Initiative pour la confédération

Nous avons reçu d'un groupe de sept députés socialistes le texte suivant qui propose la convocation, dans le courant de l'année 1992, d'un forum parlementaire pour la confédération.

MAL accueilli lors des assises de Prague, l'idée de confédération présente aujourd'hui un intérêt nouveau. Les enseignements tirés de l'échec du pacte de Moscou et de la guerre en Yougoslavie sentent avant tout la nécessité de rassembler les Européens autour d'une attitude critique. Pour notre part, nous n'avons pas cessé de croire à l'utilité immédiate de la proposition de confédération face à la situation nouvelle de l'Europe continentale, depuis la chute du mur de Berlin.

Les Européens doivent être capables de comprendre, au sens étymologique de ce terme, un double mouvement qui n'est ni contradictoire ni en apparence. Ce double mouvement est celui même de la libération des peuples d'Europe. Nos compatriotes d'Europe centrale et orientale trouvent ou retrouvent les chemins de la démocratie. Ils souhaitent tout à la fois exercer leur droit à la diversité culturelle — et dans certains cas jusqu'à l'indépendance — et renoncement à certaines constructions idéologiques — et leur droit à s'intégrer à l'Europe qui s'unifie. Ils veulent tout à la fois être reconnus en tant que nation, ethnies ou minorités, et être admis dans la Communauté européenne. On retrouve cette double volonté en matière de défense. Pour assurer leur sécurité, certains veulent se doter d'une armée nationale et, dans le même temps, adhérer à l'Alliance atlantique.

Il n'y a pas, en réalité, de contradiction dans cette attitude où sont inextricablement mêlés, dans leur légitimité, l'attachement à sa propre histoire et le désir d'ouverture vers l'avenir. Il y a même le moyen d'écartier le danger national-populiste. Il s'agit, en fait, d'une seule et même façon de concevoir une libération qui ne fait que commencer.

Une démarche avant d'être une institution

Pour répondre à un mécanisme si complexe d'aspirations impénitentes, il faut immédiatement proposer une démarche politique capable d'être comprise, non pas seulement par quelques initiés, mais par les peuples eux-mêmes. Un geste spectaculaire de solidarité peut, seul, être porteur de la pédagogie indispensable dans les circonstances présentes.

Le conseil de l'Europe, depuis des décennies, montre le chemin. Il peut être à la fois un creuset et un aboutissement dans cette démarche. Pour aborder l'étape qui s'ouvre, il faut instituer — peut-être provisoirement — un cadre qui soit à la mesure de l'Europe « aujourd'hui rendue à sa géographie et à son histoire », comme l'a dit le président de la République. Il faut donc reprendre le dialogue engagé à Prague par des personnalités qui n'avaient pas, en principe, de mandat électif. A leur tour, des parlementaires, représen-

tants de nos nations, devraient se réunir pour discuter de l'opportunité de créer un « point de rencontre » confédéral de discussion et de décision. De Lisbonne à Moscou, chaque assemblée législative démocratiquement élue pourrait être représentée à un premier forum parlementaire pour la confédération qui se tiendrait dans le courant de l'année 1992.

Dans cette perspective, la confédération est pour nous d'abord un défi moral avant d'être une institution. Elle peut être un cadre qui expose le mouvement de libération des peuples qui veulent affirmer leur identité et leur différence et cependant se rassembler. La confédération doit être la geste mêlant de solidarité que tous les peuples d'Europe centrale et orientale attendent de nous et que notre modèle ne doit pas leur offrir. Tous les Européens doivent pouvoir s'y retrouver, dès à présent, à l'égalité de droits, pour y débattre de l'avenir du continent. Il ne s'agit d'ailleurs pas seulement de parlementer, ce qui ne serait déjà pas si mal, mais aussi de sélectionner les grands dossiers d'aménagement de l'espace continental.

Les dossiers retenus pourraient recouvrir le label confédéral afin d'être mieux défendus devant des organismes financiers comme la BERD. Ils pourraient concerner, avec des partenaires qui feront leurs choix « à la carte », selon des géométries variables, des domaines comme l'énergie, la sûreté nucléaire, la lutte contre le gaspillage, la dépollution, le traitement des déchets, la qualité de la vie dans les grandes villes, la défense des forêts aussi bien qu'un schéma directeur continental pour les autoroutes et les trains à grande vitesse, ou d'autres questions tout aussi essentielles et urgentes que la recherche d'une politique commune, par exemple face aux grands flux migratoires.

Dès lors qu'il est entendu que tout pays démocratique, situé en Europe, a, par ailleurs, automatiquement vocation à adhérer à la Communauté européenne, et pour sa sécurité, à l'Alliance atlantique, des réticences, voire l'hostilité, de certains dirigeants d'Europe centrale et orientale et des Etats-Unis d'Amérique devraient s'estomper.

La confédération n'est pas la Communauté européenne des pauvres. Elle n'est pas une sous-catégorie de la CSCE. Elle ne doit susciter aucune inquiétude quant au rôle et au devenir du Conseil de l'Europe, ni être crainte par ceux qui, comme nous, sont attachés à l'union de l'Europe des Douze. L'Europe se retrouve. La confédération doit lui permettre de se rassembler sans délai. Il est juste et légitime que des parlementaires soient au cœur de cette démarche.

Michel Vauzelle (Bouches-du-Rhône, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale), Jean-Christophe Cambadéris (Paris), Bertrand Gallat (Eure-et-Loire), Jean-Paul Planchou (Seine-et-Marne), Jean-Marie La Guen (Paris), François Londe (Eure), Guy Longegne (Pas-de-Calais).

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66
MINITEL 36.15 CODE A37 puis OSP

Vente sur surenchère op. licitation au Palais de Justice de NANTERRE le JEUDI 9 JANVIER 1992, à 14 h, en un lot
PROPRIÉTÉ à CORNEUIL (27)
Léandit « Le Village »
comportant bâtiments d'habitation et dépendances, terrain
d'une contenance de 1 760 m² environ
Mise à Prix : 320 100 F
M^{rs} WISLIN, avocats, 7, avenue de Madrid 92200 NEUILLY.
Tél. : 47-47-35-30 de 16 h à 18 h - Maître Céline RANJARD-NORMAND,
5, rue des Bourguignons à BOIS-COLOMBES (92). Tél. : 47-80-75-18
et à tous avocats près le Tribunal de Grande Instance de NANTERRE.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de NANTERRE le JEUDI 9 JANVIER 1992, à 14 h, en un SEUL LOT
APPARTEMENT de 3 Pièces Principales
Dans un ensemble immobilier sis à
PUTEAUX (92) 1 & 3, rue Marius-Jacotot
et 2 & 4, rue Aristote-Franco
1^{er} étage droite, comp. : entrée, cuisine, débarras, W.C. - cave au sous-sol
Mise à Prix : 170 000 F
S'adresser pour renseignements à M^{rs} WISLIN, avocats à NEUILLY,
7, av. de Madrid - M^{rs} François CONSTANSOUX, avocats à PARIS 7,
4, av. Sully-Frudhomme. Tél. : 44-18-00-18 - Tous avocats près
le Tribunal de Grande Instance de NANTERRE - Pour visiter, s'ad. à
M^{rs} SENGES & BARONI, huissiers à PUTEAUX. Tél. : 45-06-01-56
le vendredi 27 décembre de 14 h 30 à 15 h 30.

ISTH ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVE
LA CONFIANCE, LA PERFORMANCE

- HEC
- SCIENCES PO
- E.N.M. - C.F.P.A.
- ESCP 1^{re} année - ESC Lyon - ESC

2^e année entrée directe
Succès confirmés

STAGES INTENSIFS ET PREPAS SEMESTRIELLES
6, avenue Léon-Houssay 75016 PARIS - Tél. : 42.24.10.72 - 45.85.59.35

LA BEAUTÉ SAUVERA LE MONDE
BERNARD BRO

Un regard encyclopédique sur 15.000 ans d'histoire de l'Art... Une œuvre magnifiquement illustrée.

Plus de 10.000 ex. vendus

aux éditions du cerf

OUVRAGE COURONNÉ PAR L'ACADEMIE FRANÇAISE

580F

SOCIÉTÉ

170 millions de francs débouqués

M. Marchand annonce plusieurs mesures pour la police nationale

Au cours d'entretiens avec les organisations syndicales lundi 23 décembre, le ministre de l'Intérieur, M. Philippe Marchand, a annoncé des mesures évaluées à 170 millions de francs en faveur des fonctionnaires de la police nationale.

Faute d'être réglées depuis plusieurs mois, des questions concernant les rémunérations et les plans de carrière alimentent un malaise général dans la police nationale. S'il ne dispose pas des crédits nécessaires à la mise en œuvre de la réforme des corps et carrières, le ministre de l'Intérieur a débouqué 170 millions de francs qui devraient améliorer le climat.

Tous les policiers vont ainsi bénéficier d'une augmentation de leur pouvoir d'achat (130 F mensuels), notamment ceux que la FASP appelait les « 26 000 exclus », les policiers de province qui n'avaient pas profité des revalorisations indemnitaires accordées en juillet 1991. En outre, les officiers et les commandants toucheront la prime versée aux agents de police judiciaire (API 20). Les frais de police et de mission perçus par les inspecteurs seront har-

monisés dans la perspective de la départementalisation des services en cours. Des engagements en faveur des logements des policiers et, d'autre part, du maintien de l'effort budgétaire sur le parc immobilier, ont enfin été pris par le ministre.

Plusieurs signes indiquent que la porte de la réforme des corps et carrières n'est pas fermée. C'est le cas notamment de la fusion de certains grades (inspecteur et inspecteur principal, officier et officier principal), et du rapprochement des carrières des officiers de paix et des inspecteurs. Le cadre général reste pourtant celui prévu par les accords Durafour sur la revalorisation de la fonction publique, dont les premières tranches ont été payées aux fonctionnaires de police; le ministre souhaite que les partenaires arrivent à une « convention d'extension » de ces accords à la police nationale.

Réactions mitigées

Le ministre a saisi le garde des Sceaux, M. Henri Nallet, d'un projet d'extension de la qualification d'officier de police judiciaire (OPJ): non seulement les inspecteurs en seraient dotés leur sortie d'école, mais de nouveaux corps de policiers (officiers

et commandants, brigadiers chefs et chef enquêteurs) pourraient se voir attribuer le statut d'OPJ. M. Marchand a également déclaré qu'un « fond de concours » sera établi, dès 1992, pour améliorer la gestion des grandes instances de Grenoble, M. Jean-Louis Berger, procureur adjoint, a requis contre M. Jacques Médecin, ancien président du conseil général des Alpes-Maritimes et ancien maire de Nice, et aujourd'hui réfugié en Amérique du Sud, une peine minimum d'un an d'emprisonnement ferme, assortie d'une amende maximum de 600 000 F et de l'interdiction à vie d'exercer toute fonction publique.

Au sortir des entretiens, le secrétaire général de la FASP (majoritaire chez les policiers en tenue), M. Richard Gerbaud, se montrait satisfait de « la compréhension » dont a fait preuve le ministre « sur la plupart des dossiers essentiels », estimant que celui-ci « a fait le maximum avec un budget minimum ». La FASP va « se mobiliser pour aider le ministre à obtenir un meilleur budget ». Au nom de l'intersyndicalité de la police, qui regroupe le FNAP, l'USC, et les organisations confédérées, M. Alain Brillet adoptait un ton plus mesuré, évoquant « des sous-entendus indélicats » et regretant que « le compte n'y soit pas pour la réforme de la police nationale » parce qu'il n'y a pas d'argent. E. In.

JUSTICE

Au tribunal correctionnel de Grenoble

Un an ferme et 600 000 francs d'amende requis contre M. Jacques Médecin

Dans le cadre d'une affaire d'ingérence évoquée, lundi 23 décembre, devant la chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Grenoble, M. Jean-Louis Berger, procureur adjoint, a requis contre M. Jacques Médecin, ancien président du conseil général des Alpes-Maritimes et ancien maire de Nice, et aujourd'hui réfugié en Amérique du Sud, une peine minimum d'un an d'emprisonnement ferme, assortie d'une amende maximum de 600 000 F et de l'interdiction à vie d'exercer toute fonction publique.

GRENOBLE correspondance

« Cette affaire, devant reconnaître à l'audience le représentant du ministère public, constitue une petite partie de l'ensemble du dossier Jacques Médecin. Mais elle est l'illustration exemplaire d'un système basé sur la confusion des intérêts publics

et privés. » Au cœur de la procédure se trouve une société privée, la Société d'édition de gestion administrative et technique (SEGAT), dont M. Médecin était l'actionnaire majoritaire, détenant 570 parts sur 600 et par l'intermédiaire de laquelle il lui est reproché d'avoir récolté des fonds émanant d'organismes publics ou parapublics contrôlés ou dirigés par lui.

Le système s'articulait autour du mensuel municipal, *Action Nice-Côte d'Azur*, destiné à « servir l'image de Jacques Médecin » mais qui lui permit surtout de récolter de l'argent. Sa diffusion resta toujours confidentielle. « Le produit annuel de sa vente en kiosque, rappelle le procureur, ne dépassa pas 3 000 F, et malgré un système de coupage avec la cotisation versée à l'association des amis du maire de Nice, les abonnements ne rapportèrent jamais plus de 140 000 F. » Mais, paradoxalement, ses recettes publicitaires, elles, atteignirent des sommets, jusqu'à 97 % du chiffre d'affaires annuel de l'entreprise, lequel oscillait entre 3 et 4 millions de francs pour un tirage moyen de 9 000 exemplaires.

Le respect dû aux Nîçois

Le délit d'ingérence n'a pas été retenu contre les annonceurs privés qui « versaient au maire une sorte de cotisation pour s'attirer ses bonnes grâces », mais visait les organismes publics ou parapublics au premier rang desquels figure la ville de Nice. Via son service du protocole, celle-ci rétribuait la parution d'une photographie de la ville publiée sur l'une des pages de garde du journal. Le conseil général, de son côté, aurait versé en quatre ans, de 1986 à 1989, 400 000 F pour des insertions publicitaires ou des publi-reportages.

Différentes entreprises concessionnaires de la ville de Nice, telles que le service de restauration des cantines scolaires, celui des pompes funèbres ou encore de la Compagnie générale des eaux auraient également

rémunéré des publicités. Une série d'associations paramunicipales, Nice Opéra, Nice Acropolis, Côte d'Azur Développement et Nice-Communication, qui, en quatre ans, soutinrent le procureur, ont perçu plus de 800 000 F de subvention, auraient enfin « alimenté » le système.

« Votre sentence attestera du respect rendu à des milliers de Nîçois, effondrés de découvrir au quotidien les malversations dont ont été l'objet les finances publiques », s'adressait l'avocat de la partie civile, M. Joseph Figueras, qui, en qualité de citoyen de la ville de Nice, a obtenu de la juridiction administrative le droit de représenter les intérêts de la collectivité en lieu et place de l'actuelle municipalité qui, elle, s'y est refusée.

Jugement le 6 janvier.

NICOLE CABRET

ARCHÉOLOGIE

Une barque funéraire de cinq mille ans découverte en Haute-Egypte

Une barque funéraire vieille d'environ cinq mille ans a été découverte dans le complexe funéraire d'Abydos, en Haute-Egypte, à 500 kilomètres au sud du Caire. La presse égyptienne, qui a annoncé l'événement, le présente comme « la plus grande découverte archéologique du XX^e siècle ».

LE CAIRE

de notre correspondant

La vallée du Nil reste une mine d'or pour les archéologues. Après les Anglais Howard Carter et lord Carnarvon — qui découvrirent, en 1922, la tombe de Toutankhamon — et les Français Pierre Montet et Georges Goyon — qui mirent au jour, de 1939 à 1946, les trésors de Ténis, c'est au tour des Américains de rem-

porter le gros lot. La découverte a été faite début octobre par une équipe dirigée par le professeur David O'Connor, chef de la section d'égyptologie de l'université de Pennsylvanie. La mission entreprenait des fouilles à Qomel-Zebib, près du complexe funéraire du pharaon Khasekhemou (2 850 avant Jésus-Christ); elle a commencé par mettre au jour les vestiges de cinq tombes de la seconde dynastie et d'une pyramide qui aurait servi de modèle à l'architecte Imhotep pour la construction de la pyramide à degrés de Saqqarah.

Début octobre, les fouilles du professeur O'Connor permirent de dégager une voûte de forme allongée de brique en terre crue et recouverte de plâtre. La voûte est ouverte, et les archéologues américains se retrouvent face à une barque funéraire d'une trentaine de mètres de long dont le matériel se trouve

enfouie dans le sol et le reste recouvert par les briques de terre crue.

Contrairement à la barque « déterrée » à Gizeh en 1954 exposée au pied de la Grande Pyramide (dans un musée hétéroclite qui dégage le site) et qui était constituée de six cent cinquante pièces de bois détachées, la barque d'Abydos est entièrement montée. Selon des archéologues occidentaux qui viennent de se rendre à Abydos, la partie enfouie dans le sol est relativement conservée, tandis que le bois de la partie sous voûte est très érodé.

La roue de la chance continuant à tourner pour les Américains, l'université de Pennsylvanie a pu mettre au jour onze autres voûtes abritant probablement onze barques funéraires encochées parallèlement (ou partie même de quatorze). Toutefois, si les barques ont été identifiées comme étant de la période thinité (3 300 à 3 000 avant Jésus-Christ),

elles n'ont pas encore été fouillées. On ignore donc quelles découvertes peuvent encore réserver ces barques remontant à une période très mal connue de l'histoire de l'Égypte. Mais cette découverte permet déjà de confirmer que le rite solaire est bien plus ancien que la IV^e dynastie des constructeurs de pyramides (2 600 à 2 300 avant Jésus-Christ).

L'équipe du professeur O'Connor, qui se rendait aux États-Unis pour annoncer la découverte et obtenir de nouveaux fonds de ses mécènes, doit reprendre ses travaux en janvier 1992. Et attendant, M. Farouk Hosni, ministre de la culture, a déjà déclaré qu'il examinerait avec les experts la possibilité d'acquiescer ces barques pour les restaurer et les exposer « de manière digne de la portée historique et touristique de la découverte ».

ALEXANDRE BUCCIANI

BERTRAND POIROT-DELPECH de l'Académie française

DIAGONALES

TOUT a commencé avec du papier d'argent. Les enfants gâtés d'événements étaient priés d'en faire des bouillottes afin de savoir, Dieu seul savait comment, des petits Chinois. C'était le rêve, dans le genre moraliste: plus on mangearait de chocolat, plus on rendait service à des gens de bien, on gagnait des points, on se faisait des amis. Ensuite, un e après que nos « B.A. » commencent d'aggraver le péril jaune: déjà, un commandant ou ami de Céline, le Vigan, dormait avec une jeune dame son lit pour fuir plus vite la horde asiatique... Après quoi, les Allemands sont venus. La maréchal Pétain a relancé l'idée de don, de sa personne ou autre. Mais le cœur n'y était plus.

Aujourd'hui, le mot charité risquant de blesser l'amour-propre des assistés par son paternalisme vieillot, on lui a substitué la caritatif et ses dérivés. Le papier-monnaie a remplacé le papier d'argent. La charité-business a pignon sur rue (deux fois le chiffre d'affaires des industries textiles). Les bonnes œuvres tiennent salon (dimanche dernier, à la Défense). Elles font appel à des collecteurs, se les partagent, louent des fichiers de donateurs éventuels, les paient.

On reconnaît les appels de fonds, dans le courrier, au grand T noir qui dispense d'effranchir au balais en retour. Il y a quelques années, je recevais cinq ou six SOS par automne. Cette semaine, il m'en est arrivé une dizaine d'un coup. Au Salon de la Défense, on m'a expliqué cette sollicitude appuyée. L'an dernier, j'ai cotisé à certaines associations, par estime profonde. Pour les officines où se mêlent les mailing, je suis devenu l'homme-à-tapis. L'électronique réalise à se façon les marques codées par lesquelles les Gitanes désignent aux suivants les bons coins des villages traversés, et les moins bons.

Me voici donc promu vache-à-lait d'honneur, par la grande machinerie caritative. Cela fait chaud au cœur. Mais bientôt, un sentiment irrité recouvre la fierté première. Que fait l'Etat, si tant de détreasses attendent tant de moi? L'humanitaire contribue, par son succès, au discrédit du politique, qui n'a pas besoin de ça. Le discrédit n'épargne pas la presse, coupable de ne pas avoir témoigné des horreurs pour lesquelles on me sollicite.

Lampions de Noël

Un soupçon ellent rarement seul, on se demande quelle part du don consenti va servir à rémunérer des collecteurs si savants et équipés. Payer pour recevoir d'autres appels au secours, est-ce logique? Est-ce moral? La seule automaticité du système fait peur. Il en ressort que des gens s'échangent en secret des informations sur votre sensibilité à divers malheurs classifiés. Des yeux sont collés à la semure de vos inconscients. Des mains tâtent votre cœur, votre porte-monnaie. Une Organisation manigance ces choses: sans chef d'orchestre, pas encore, mais avec des capacités de concentration et de manipulation inouïes. Il paraît qu'un peut toujours se faire inscrire sur un fichier, dit « Robinson », afin de ne plus subir aucune démarche postale; au risque de se sentir un monstre d'égoïsme...

Déjà, l'état s'était resserré pour moi, après quelques dons de sang. Toutes sortes de misères frappaient à ma porte. Et comme les machines ne pouvaient pas encore percer à jour tout notre intimité, on m'a demandé de préciser moi-même sur l'honneur si j'étais ou non « homosexuel à partenaires multiples ». On voit bien la raison de cette curiosité, qui date, par parenthèse, d'avant les affaires de transfusion. Mais cela ne semble pas très « droit de l'homme » d'être fiché à jamais, et à l'intention d'on ne sait qui, selon ses préférences intimes. J'ai refusé de répondre. Moralité: on ne veut plus de mon sang, qui est pourtant universel et de bonne teneur.

C'est Noël qui veut qu'on parle de dons, en déplorant qu'ils soient de plus en plus tarifiés et sujets aux affaires. Les fêtes sont aussi l'occasion d'évoquer les grands soucis du moment.

Des sondages, il appert que les Français placeraient en tête de leurs tourments les grands bouleversements politiques et sociaux. Est-ce si certain? Sont-ce les sondages qui mentent, ou les sondés, par souci de montrer une belle âme? A en croire les magazines hebdoma-

des, même politisés, qui ont soigneusement leurs propres informations sur nos inquiétudes, et se doivent commercialement de les espaler dès leur couverture, nous serions surtout préoccupés par les cosmétiques, les régimes amaigrissants et les listes de milliardaires...

A propos de milliardaires, les carnets d'adresses informés m'ont réservé une autre surprise, humiliante celle-là. Certains bijoutiers, de correctionnelle mémoire, m'invitent le 9 janvier pour des « soldes », moi qui, juré, n'ai jamais eu affaire à eux. Et dans leurs salons privés, s'il vous plaît! Je n'ai pourtant aucune condamnation à mon casier. Une erreur de mailing, sans doute!

Quittons ces culelles caritatives et les ripailles, en ces jours saints, et voyons sur les hauteurs s'il s'y passe de quoi se consoler. La réponse est: oui. Et grâce au cinéma! Deux réalisateurs, et autant de producteurs, ont parié contre le scepticisme accablé et la goûtière des « polars » prêtés aux Français. Le succès public, c'est au rendez-vous, en dira long sur la fiabilité des sondages et des sondages. Je veux parler de *Tous les matins du monde*, d'Alain Corneau, et de *L'Année faite à Marie*, d'Alain Corneau.

Alors que la réussite se mesure partout, sur le mode de la compétition économique, au bon plaisir des forts et à l'écrasement des faibles, ces deux films montrent des êtres totalement à contre-courant, attachés à se contraindre eux-mêmes, pour des fins supérieures, transcendentes. Les uns se consacrent de dévotion à l'art (la musique baroque); les autres vivent jusqu'au martyre la foi sans faille du Moyen Âge.

Ces lieux d'absolu ont quelque chose d'incongru, au milieu des vulgarités et des férociétés de la production environnante. Ce sont les lampions de ce Noël 1991. Par absolu, il faut entendre: qui porte en soi la raison d'être, parfait, achevé, et donc le contraire d'infinité. (C'était du moins l'idée d'Aristote.)

Est-ce là un dernier sursaut avant le déferlement des séries défilées grâce auxquelles l'Amérique a décidé d'éradiquer toute culture européenne? Ou sont-ce des signes forts que cette culture, qui est notre âme même, vendra chèrement sa peau?

Voici venir le temps des vœux!

RELIGIONS

Pour les pays de l'Est

Le pape souhaite « l'alliance entre le libre marché et la solidarité »

Dans son traditionnel discours de fin d'année devant les cardinaux de la Curie romaine, le pape a souhaité, lundi 23 décembre, qu'après l'effacement des régimes collectivistes se construisent une nouvelle société dans laquelle « l'alliance entre le libre marché et la solidarité remplace la haine ».

Pour Jean-Paul II, les économies modernes doivent surmonter « la mentalité purement utilitaire, qui ne tient pas compte des dimensions transcendantales de la personne humaine et s'efforce dans le cercle étroit de la production et de la consommation ». Le pape a conclu que « la liberté et la créativité de la personne humaine doivent être au centre de l'ordre économique ».

EN BREF

□ M. Haroun Tazieff de nouveau chargé de risque volcanique. — Le *Journal officiel* du 19 décembre a publié un arrêté du ministre de l'Environnement qui donne la liste du Comité supérieur d'évaluation des risques volcaniques. M. Haroun Tazieff est reconduit à la présidence du comité — et chargé d'autre part d'un rapport sur la situation actuelle du risque volcanique en France.

□ Démission du directeur général de l'Office des anciens combattants. — Un communiqué de l'hôtel Matignon a annoncé lundi 23 décembre que la suite des divers incidents qui se sont produits autour de la maison de retraite [des veuves de guerre] de Vence, M. Yves-Jean Bentegeac, directeur général de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre, avait été prié de présenter sa démission, ce qu'il a fait. À Genève par l'office, la maison de retraite était menacée de fermeture et ses pensionnaires de déménagement (le *Monde* du 11 décembre). En dépit des oppositions qui s'étaient manifestées pour des motifs évidents, les responsables de l'office n'avaient pas renoué à leur projet. M. Bentegeac a donc fait les frais de cette obstination.

SPORTS

L'Atlantique sud en ULM

Parti dimanche 22 décembre sur les traces de Mermoz, le célèbre pionnier de l'Aéronautique des années 30, le navigateur et pilote français Guy Delage, trente-huit ans, a réussi, en vingt-six heures, la première traversée de l'Atlantique sud en ULM. Envoyé de Prahia, au Cap-Vert, Guy Delage a atteint lundi l'île Fernando-de-Noronha, au large de Natal au Brésil, après avoir parcouru 2 350 kilomètres. Il a ainsi réalisé la plus longue traversée jamais effectuée en aile volante motorisée.

Avec 350 litres de carburant (pour un poids total de 650 kilos), et une autonomie théorique de trente-six heures, FULM de Delage a connu plusieurs problèmes techniques: une panne de radio notamment l'a empêché d'envoyer les bulletins météo de Radio-France internationale (RFI) qui lui étaient spécifiquement adressés afin de traverser sans encombre le Pot-au-Notre, zone de basses pressions et de turbulences au niveau de l'équateur. Mais le pilote a finalement trouvé des vents favorables qui lui ont permis de voler plus vite que prévu sur la route Mermoz.

A son arrivée, le navigateur français, qui s'était préparé avec l'aide de médecins, à dormir par périodes de 30 secondes, a insisté sur le stress permanent qu'il a dû subir durant la traversée: « Il y avait des descentes de 300 mètres d'altitude, plein pot au moteur du Pot-au-Notre, j'ai fait dans les nuages des demi-tours à 180 degrés en une à deux secondes, sans pouvoir rien faire, sans savoir où j'étais, avec un rideau de pluie de 5 ou 6 mètres. On est dans l'eau. On ne sait pas pourquoi. Et là, soudain, c'est l'enfer », a expliqué Guy Delage, qui a osé avoir en peur « du début à la fin ».

□ RAID-MARATHON PARIS-LE CAP: les ONG dénoncent le « gaspillage ». — Venues d'une cinquantaine de pays dont le Tchad, la Côte d'Ivoire et l'Afrique du Sud, quatre-vingts des associations et organisations non gouvernementales qui viennent de participer à la conférence mondiale des ONG, à Paris, ont publié, lundi 23 décembre, une déclaration dénonçant les « méfaits » du raid-marathon Paris-Le Cap (le *Monde* du 24 décembre). Les ONG affirment qu'elles sont « écartées par le gaspillage de richesses, de carburant et de moyens techniques qui font tant défaut aux populations africaines ».

Les samaritains du métro

SO

SOCIÉTÉ

Les samaritains du métro

Suite de la première page

C'est que les sous-sols offrent non seulement un abri, mais une économie de survie. Les huit millions d'usagers quotidiens forment la clientèle de ceux qui font « la menche » : les somnolents des bords de quai arrivent à gagner une vingtaine de francs par jour, de quoi vivre et se payer bouteilles et cigarettes. Les plus présentables parviennent à ramasser quelques centaines de francs avec leurs textes répétés mille et une fois dans des rames pas trop bondées. D'autres s'y livrent à des trafics petits et grands, ou encore savent, d'un coup de pied bien placé, faire dégringoler les pièces d'une machine à sous.

Le métro n'a pourtant rien d'un cocon protecteur. « La déchéance y est beaucoup plus rapide que dans la rue », constate le docteur Patrick Henry, l'un des responsables de « Coup de pouce ». « On y perd très vite toute notion du jour et de la nuit, du bruit et de la température. Des gens comme vous et moi s'y retrouvent à la suite d'une catastrophe personnelle, rupture familiale ou accident du travail », explique ce médecin, qui a soigné une bonne part des quelque huit mille clochards parisiens.

Histoires embrouillées

Les sortir du métro relève presque de la mission impossible. La plupart des vieux clochards dorment peu – trois heures par jour – à cause des voleurs qui profitent du moindre moment d'inattention, et boivent beaucoup, jusqu'à six litres quotidiens. « Après des années d'errance, ils ont appris à ouvrir une porte, comme le docteur Henry. Pour eux, on peut au mieux espérer stabiliser la situation et éviter qu'ils ne reviennent à petit feu. »

« Coup de pouce » concentre son action sur ceux qui ont pas sonné dans la clochardisation. « Dans le métro, il y a les routards, les zonzards et les clochards », explique Jérôme, vingt et un ans, assis dans le petit bungalow du point d'accueil situé à Nation, en établissant une hiérarchie. Lorsque son « éducateur » l'a rencontré sur un quai,

en août, il n'était déjà plus un « routard » de province attiré par la capitale, où on trouve toujours à manger ou à s'habiller. Il était devenu un « zonzard », incrusté dans les squatts et le sous-sol parisiens. Aujourd'hui, Jérôme paie sa chambre en foyer, joue au football

et, en août, il n'était déjà plus un « routard » de province attiré par la capitale, où on trouve toujours à manger ou à s'habiller. Il était devenu un « zonzard », incrusté dans les squatts et le sous-sol parisiens. Aujourd'hui, Jérôme paie sa chambre en foyer, joue au football



RESIN

comme aux autres, les assistants sociaux ont servi de guide dans le maquis des dispositifs, orientant les uns vers des centres de traitement (sida ou autre maladie grave) ou de désintoxication (alcool, drogue), épaulant les autres dans la recherche d'un lit ou foyer d'urgence.

« De toute façon, la réinsertion sera longue, note Frédéric Paillet, psychologue de « Coup de pouce » et ancienne inspectrice de police à Nice. Leur proposer un travail ou un logement du jour au lendemain, c'est presque à chaque fois, à une tentative de suicide. Certains auront besoin de coups de pouce à répétition. Mais même si on en sort un sur trente, cela vaut le coup. »

ÉRICH INCIVAN

Terminus les Halles

Territoire des zonzards, punks, toxicomanes et valeureux de médicaments, la station Châtelet-Les Halles est le lieu de prédilection de Franky. Professeur de sports de combat dans l'armée, puis contrôleur de la RATP, Franky est à présent éducateur spécialisé. « Ces jeunes-là veulent tout et tout de suite », dit-il. Vivent de petits trafics et des vols aux étages du Forum des Halles, ils sont presque tous « accros » aux médicaments.

Moins chers (quelques francs le cachet) et plus faciles à trouver (une feuse ordonnance suffit) que l'héroïne, les « médocs » antidépresseurs ou psychotropes font des dégâts. La visage bouffi, les consommateurs donnent l'impression de somnoler en permanence. A plus de trente « cachetons » par jour, mélangés à de l'alcool, les plus dégingolés tombent de tout leur long, comme tétanisés, la face contre le

bitume. Un an plus tôt, Franky avait rencontré Antonio en haut du même escalator. Celui-ci commençait par raconter son dernier « voyage aux médocs » : « J'avais complètement perdu le mémoire, et un type en a profité pour me piquer mes godasses. Quand j'ai repris connaissance, j'ai foncé dans la Samaritaine et je suis ressorti aussi vite avec des baskets... » L'éducateur lui propose une place de menuisier dans un hypermarché de banlieue. Sans trop y croire, il n'est pas encore prêt à décrocher.

En 1991, Franky a réussi à sortir quatre jeunes de cet enfer. « Si je gagne au loto, rêve-t-il, je m'achète un pavillon... et je fais construire un immeuble de deux cents pièces pour loger ceux qui acceptent de travailler. » Son projet a déjà un nom, les logements du cœur.

E. In.

Trois mille marginaux à quai

Réalisé par la RATP en janvier, un recensement a permis de repérer environ 3 000 « non-voyageurs » du métro parisien : 1 903 stationnent sur le réseau en soirée et 1 147 en journée, mais il s'agit surtout de femmes. Ces « résidentes » sont en majorité des hommes : on ne compte qu'une femme sur dix dans ces sous-sols, qui trouvent rapidement un compagnon protecteur. Un tiers a moins de trente-cinq ans, 40 % entre trente-cinq et cinquante ans.

La plus souvent originaire de la région parisienne, la quasi-totalité est de nationalité française. Une bonne moitié présente une dépendance à une ou plusieurs substances (alcool, drogues, médicaments). Les « non-voyageurs » résident, pour la plupart, dans les stations qui comptent de nombreuses correspondances : Châtelet-Les Halles, Gare du Nord, Républi-

que at Strasbourg-Saint-Denis. Les trois quarts des 600 « résidentes » de l'opération « Coup de pouce » de la RATP se disent en difficulté sociale depuis plus d'un an, tandis que la moitié ne dispose d'aucune couverture sociale (seulement 14 % bénéficient du RMI). La plupart n'ont plus de relation avec leur famille, même si 43 % d'entre eux ont eu des enfants. Les marginaux rattrapés dans les fiats de « Coup de pouce » ont, dans trois cas sur quatre, réussi à obtenir un hébergement ou une orientation vers un service social spécialisé. La RATP est en train de mettre en place une association intermédiaire, appelée « Réseau Plus », pour proposer à ces marginaux du travail temporaire, des petits boulots de nettoyage ou de déménagement.

E. In.

nelles toutes plus moches les unes que les autres. L'un des premiers cas traités a été celui d'une femme de vingt-trois ans, enceinte de sept mois, dont le bébé a été finalement placé dans une pouponnière de la DASS.

En un après-midi, trois paumés âgés de vingt ans sont venus raconter leurs histoires passablement embrouillées : à peine sortis de prison, deux petits délinquants ont demandé comment bénéficier des ASSÉDIC : un jeune Italien sans papiers est venu chercher un toit et des documents d'identité. A eux

sont heureux de faire part de leur mariage, qui n'a été célébré à la mairie de Bordeaux, le 14 décembre 1991.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 27 décembre, à 8 h 30, en l'église Saint-Albert-le-Grand, 122, rue de la Glacière, Paris-13.

Il sera inhumé auprès de sa première épouse.

Monique BETHENOD,

au cimetière de Palaiseau (Essonne).

Les familles Dargent, Buisson, ont la profonde tristesse de faire part du décès de

M. Jean DARGENT, diplômé en sciences économiques et commerciales, chevalier de l'Ordre de la Couronne, directeur des ventes (en retraite) des usines Gossens Boël de La Louvière (Belgique),

né à Hautmont (Nord), décédé subitement à Dunkerque, le 19 décembre 1991, à l'âge de soixante et un ans.

Les funérailles religieuses, suivies de l'inhumation au cimetière d'Estimées-Val, sont célébrées en l'église Saint-Joseph à La Louvière, le mardi 24 décembre, à 14 heures.

M. J. Dargent-Buisson, 11, rue Jules-Desbœuf, B 7100 La Louvière.

M. et M^{me} Jean-Jacques Missengé et leurs enfants,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

Jacques Ehsasser EKOKO MISSENGÉ,

survenu le 14 décembre 1991, à Paris.

La cérémonie religieuse aura lieu le 28 décembre au Cameroun.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. et M^{me} Elisabeth GERIN, née de Colas,

veuve de

Pierre GERIN,

ont décédé le 22 décembre 1991.

Que tous ceux qui l'ont connue et aimée s'unissent à elle par la prière, la pensée, le cœur.

Les obsèques seront célébrées le vendredi 27 décembre, à 16 heures, en l'église de Grigny (Rhône).

Ses enfants : Bénédicte et Daniel Rambert, Jean et Agnès Gerin, Dominique et Christian Labbe, Marc et Marie-Christine Gerin, Bruno et Marie-Laure Gerin.

36450 Le Liray.

M^{me} Valentine Lambert, née Neuville, son épouse, M. et M^{me} René Lambert, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Denis-Chair Lambert, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Jacques Edouard LAMBERT, professeur honoraire de la faculté de droit de Lyon,

survenu dans sa quatre-vingt-onzième année, le 16 décembre 1991.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le 20 décembre, à Vaugneray (Rhône).

Cet avis tient lieu de faire-part.

M^{me} Valentine Lambert, 30, place Bellecour, 69002 Lyon, M. et M^{me} René Lambert, 1, rue Boissac, 69002 Lyon, M. et M^{me} Denis-Chair Lambert, 23, rue Sala, 69002 Lyon.

CARNET DU Monde

Naissances

La comtesse de KERGORLAY et le comte, née Marie-Christine de PERCIN, Marie-Victoire, ont la joie d'annoncer la naissance de

Henry Louis,

le 5 décembre 1991.

Mariages

Loïc BARROS et Mohamed ETTAKHIRI,

sont heureux de faire part de leur mariage, qui n'a été célébré à la mairie de Bordeaux, le 14 décembre 1991.

Décès

M^{me} Louis Bodard, son épouse, Elizabeth et Arnaud Dupuy, Nicole Fabiani-Bodard, Anne-Marie et Pierre Weinbreck, Lefe Bodard, Xavier et Anne Bodard, ses enfants,

Emmanuelle, Benoît, Julien, Anne, Guillaume, Nicolas, Arnaud (†), Cécilia, Bastien,

ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Louis BODARD, ancien officier civil, médaille militaire 1939-1945,

survenu le 21 décembre 1991, à l'âge de soixante-dix ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 27 décembre, à 8 h 30, en l'église Saint-Albert-le-Grand, 122, rue de la Glacière, Paris-13.

Il sera inhumé auprès de sa première épouse.

Monique BETHENOD,

au cimetière de Palaiseau (Essonne).

Les familles Dargent, Buisson, ont la profonde tristesse de faire part du décès de

M. Jean DARGENT, diplômé en sciences économiques et commerciales, chevalier de l'Ordre de la Couronne, directeur des ventes (en retraite) des usines Gossens Boël de La Louvière (Belgique),

né à Hautmont (Nord), décédé subitement à Dunkerque, le 19 décembre 1991, à l'âge de soixante et un ans.

Les funérailles religieuses, suivies de l'inhumation au cimetière d'Estimées-Val, sont célébrées en l'église Saint-Joseph à La Louvière, le mardi 24 décembre, à 14 heures.

M. J. Dargent-Buisson, 11, rue Jules-Desbœuf, B 7100 La Louvière.

M. et M^{me} Jean-Jacques Missengé et leurs enfants,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

Jacques Ehsasser EKOKO MISSENGÉ,

survenu le 14 décembre 1991, à Paris.

La cérémonie religieuse aura lieu le 28 décembre au Cameroun.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. et M^{me} Elisabeth GERIN, née de Colas,

veuve de

Pierre GERIN,

ont décédé le 22 décembre 1991.

Que tous ceux qui l'ont connue et aimée s'unissent à elle par la prière, la pensée, le cœur.

Les obsèques seront célébrées le vendredi 27 décembre, à 16 heures, en l'église de Grigny (Rhône).

Ses enfants : Bénédicte et Daniel Rambert, Jean et Agnès Gerin, Dominique et Christian Labbe, Marc et Marie-Christine Gerin, Bruno et Marie-Laure Gerin.

36450 Le Liray.

M^{me} Valentine Lambert, née Neuville, son épouse, M. et M^{me} René Lambert, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Denis-Chair Lambert, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Jacques Edouard LAMBERT, professeur honoraire de la faculté de droit de Lyon,

survenu dans sa quatre-vingt-onzième année, le 16 décembre 1991.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le 20 décembre, à Vaugneray (Rhône).

Cet avis tient lieu de faire-part.

M^{me} Valentine Lambert, 30, place Bellecour, 69002 Lyon, M. et M^{me} René Lambert, 1, rue Boissac, 69002 Lyon, M. et M^{me} Denis-Chair Lambert, 23, rue Sala, 69002 Lyon.

M^{me} Geneviève MORAND, son épouse, et toute la famille, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Max MORAND, professeur émérite de l'université Pierre-et-Marie-Curie, professeur émérite de l'université de Liège, chevalier de la Légion d'honneur,

survenu à son domicile le 15 décembre 1991.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire part.

8 bis, rue de la Terrasse, 75017 Paris.

M. et M^{me} Jean Prada, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Michel Prada, leurs enfants et petits-enfants, Parents et alliés,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Robert PRADA,

mappé à Dieu, le 20 décembre 1991, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Ses obsèques ont été célébrées à Bordeaux, le 23 décembre.

M^{me} René Prince, Et sa famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. René PRINCE,

survenu le 8 décembre 1991.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

Rue Olivier-de-Serres, Saint-Marguerite, 83130 La Garde.

M^{me} France Burnand, M. et M^{me} Henri Lamy, M^{me} Flavie Pinelli et ses enfants,

M. et M^{me} Gérard Lamy, Christophe et Patricia, La famille Nalpas, Parents, enfants et alliés, Ses amis,

ont la douleur de faire part de la disparition de

André SANSON,

survenue le 21 décembre 1991, à l'âge de soixante ans.

La bénédiction aura lieu le jeudi 26 décembre, à 8 h 30, en l'église Notre-Dame-de-la-Croix, place Jeanne-d'Arc, Paris-13.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité, au cimetière d'Alley, à Châtillon-en-Bazois (Nièvre).

10, rue Manin, 75019 Paris.

Remerciements

Pierre Ronde, premier adjoint, Et les conseillers municipaux,

remercient toutes les personnes qui, par leur présence, envoi de fleurs, souvenirs et félicités, ont témoigné leur sympathie lors du décès de

M. Gérard BLONDEAU, maire de Maurecourt.

Messes anniversaires

En ce premier anniversaire de la disparition de

Bob WESTHOFF,

une affectueuse pensée est adressée à tous ceux qui l'ont connu et aimé, un union avec les masses qui seront dites à son intention.

Anniversaires

Le 25 décembre 1986 disparaissait

Tobias GOTTESFELD.

Son épouse, ses enfants et petits-enfants vous prient de vous associer à son souvenir.

Le 25 décembre 1991 :

le 25 décembre 1983

Pierre Patrick LE GOFF

disparaissait en mer.

Nous ne l'oublions pas.

Pour toutes vos commandes de fleurs

Naissance, baptême, fiançailles, mariage et décès

Le Fleuriste de Vaugirard

Livraison à domicile, Paris, banlieue et grande banlieue.

131, rue de Vaugirard, 75015 PARIS

Tél. : 47-34-56-09

Il y a un an,

Pierre PERRONO

nous quittait.

Une pensée toute particulière est adressée à tous ceux qui l'ont aimé et estimé.

Nominations

UIC-SOFAL

Alain LEFEVRE est nommé directeur général de l'Union industrielle de crédit, présidée par Christian de Longvalle.

Pierre TERRAY est nommé directeur général adjoint.

Né en 1942, licencié en droit, IEP Paris, IREDN, Alain Lefèvre a réalisé toute sa carrière à l'UIC, où il a successivement occupé les fonctions d'attaché à la direction générale de SOFAL, puis de directeur du département des crédits spéciaux (1974). Il a ensuite été nommé directeur général adjoint (1986), puis directeur général (1987) de SOFAL, dont il est également administrateur depuis 1988.

Né en 1933, IEP Paris, Pierre Terray est entré en 1960 au service de l'inspection générale de la Société générale. De 1964 à 1973, il a occupé diverses fonctions dans le réseau d'agences de la Banque Worms. Directeur de la Scomi Immofoce de 1974 à 1976, il a rejoint en 1976 l'UIC, dont il a été nommé directeur du département banque, puis directeur central en 1988.

CARNET DU MONDE

Renseignements :

40-65-29-94 ou 40-65-29-98

Les avis peuvent être insérés

LE JOUR MEME

s'ils nous parviennent avant 9 h

au siège du journal,

15, rue Falguère, 75015 Paris

Tél. : 206 808 F

Télécopieur : 46-66-77-13

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques 92 F

Abonnés et actionnaires 80 F

Communications diverses 95 F

Thèmes divers 60 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes.

Les lignes en italique sont obligatoires et facturées, minimum 10 lignes.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5679

1 2 3 4 5 6 7 8 9

I

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX

X

XI

HORIZONTALEMENT

1. Quelqu'un dont on a un besoin... capital. - 2. Reste au bureau même après la fermeture. Participe. - 3. Pour lui, cela va barder ! Précède une exécution. - 4. A sa force ou bien en est totalement dépourvue. - 5. Fait du bon travail. - 6. Collection d'images. A un sol et niche. - 7. Symbole. Qui n'ignore donc pas. - 8. Connaissance de très nombreuses histoires. Indique le sort. - 9. Marque l'absence de changement. Réalisait maints engagements. - 10. Conjonction. N'est pas facile à réduire. - 11. Couches dans le lit.

VERTICALEMENT

1. Portant à ne plus porter. - 2. Peut être condamné aux échecs. S'éloigne du troupeau. - 3. Morceau de nougat. Révélait une opinion. - 4. Est petit sur le comptoir. On peut le retirer à la source. Note. - 5. Dans la même série que la précédente. « Laitre » que l'on ne saurait affranchir. Témoigne d'une certaine allure. - 6. Une partie du citron. Se fait prior. - 7. Employée pour verser. De quoi faire

Le Monde

SCIENCES • MEDECINE

CLIO prend des couleurs

Un nouveau venu est en train de faire son entrée dans le grand bestiaire des lasers : le laser à électrons libres, promis à de nombreuses applications en raison de sa puissance et de sa large gamme d'utilisation

LASER ? Laser à quoi ? Laser à rien ? Non, laser à tout. Depuis sa mise au point en 1960 par l'Américain Charles H. Townes, la formule a fait recette. Rien d'étonnant à cela. Des caisses enregistreuse aux disques compacts en passant par les concerts de musique pop, la chirurgie ou les industries des bâtiments et travaux publics, les lasers sont partout. Petits ou grands, faibles ou puissants, visibles ou discrets, ils se sont multipliés, ils ont envahi notre vie quotidienne.

Curiosité de laboratoire hier, le laser est devenu aujourd'hui incontournable. Pas un secteur d'activité n'échappe à ce puissant faisceau de lumière « cohérente » dont les grains de lumière (photons) marchent tous d'un même pas, au contraire de ceux, très désordonnés, émis par le filament d'une ampoule électrique. Ainsi trouve-t-on toutes sortes de lasers capables d'émettre une lumière donnée, et pas une autre, aussi bien dans le visible que dans l'infrarouge ou l'ultraviolet.

Cette faculté extraordinaire est cependant le talon d'Achille de cette technique, car chaque laser est un peu dédié à l'appareil qui l'utilise. A chaque laser sa lumière pour une longueur d'onde bien précise. Et à chaque longueur d'onde son application. Certes, le laser est un peu sommaire et il existe des lasers qui « servent » plusieurs applications. Mais force est de reconnaître que les scientifiques, qui en veulent toujours plus, et les industriels, qui ne sont pas moins exigeants, appellent de leurs vœux des lasers accordables, capables de fournir à la demande toutes sortes de lumières, sur une large bande du spectre.

Certains lasers le peuvent. Le laser à argon ionisé permet ainsi de produire plusieurs raies de lumière dans le bleu et le vert. D'autres, comme les lasers à colorants et les lasers à alexandrite, au cobalt-fluorure de magnésium ou au titane-saphir, offrent aussi la possibilité de couvrir une petite bande du spectre. Mais, dès lors que l'on parle de puissance et d'infrarouge sur une large plage de lumière, le laser à électrons libres prend le relais et fait figure de champion. Dernier-né de cette nouvelle famille : CLIO (collaboration pour un laser infrarouge à Orsay), que le CNRS, le CEA, la DRET, le ministère de la recherche et celui de l'éducation nationale ont financé à Orsay (Essonne) pour quelque 24 millions de francs (1).

Si cette toute nouvelle technique est aujourd'hui disponible, ses utilisateurs le doivent essentiellement à un Américain de l'université de Stanford (Californie), John Madey. Certes, les fondements théoriques de cette discipline ont été établis en partie dans les années 50 par le Britannique Hans Motz. Mais c'est bien à John Madey que l'on doit d'avoir démontré en 1977 le bien-fondé de la théorie en obtenant un effet laser grâce non pas à des dispositifs optiques, mais à des accélérateurs d'électrons.

Courber les électrons

La physique enseigne en effet qu'un électron qui tourne dans un accélérateur émet spontanément un rayonnement ultraviolet dit rayonnement synchrotron. « Cet effet, explique Jean-Michel Ortega, responsable du projet CLIO, est maintenant couramment utilisé pour produire des ultraviolets et des rayons X de grande qualité et de forte intensité. D'ailleurs, les fabricants de circuits intégrés de la dernière génération se font construire spécialement des appareils de ce type. »

Quant aux scientifiques, « ils utilisent ce rayonnement pour leurs expériences » comme cela se fait sur les accélérateurs spécialisés (anneaux de stockage) du LURE d'Orsay et comme cela se fera bientôt sur la machine européenne de rayonnement synchrotron (ESRF) de Grenoble. Mais, malgré toutes ses qualités, le rayonnement synchrotron est une chose et le rayonnement laser une autre.

Il lui manque en particulier la propriété de cohérence du faisceau que John Madey a su lui donner en faisant passer dans l'ondulleur qui courbe la trajectoire des électrons un faisceau laser d'une longueur d'onde voisine de celle produite par l'émission spontanée (rayonnement synchrotron) des électrons. Résultat : le faisceau de lumière du laser sortit renforcé, plus riche de quelques nouveaux photons. Le premier pas vers le laser à électrons libres était fait.

Dans une seconde étape, le laser fut supprimé et remplacé par une sorte de piège à photons que les physiciens appellent une cavité optique. Il s'agit d'une sorte de dispositif constitué de deux miroirs entre lesquels les grains de lumière rebondissent tant qu'ils ne sont pas en nombre suffisant. Lorsque ce seuil est atteint, ils s'échappent et donnent



Mise en place de la fibre sur le laser de puissance « Phébus » du CEA, à Limeil (Val-de-Marne).

aussi tôt lieu à une émission laser que les chercheurs américains observèrent dans l'infrarouge sur un accélérateur de Stanford.

Le début de la mode

Depuis ces exploits, bien d'autres équipes ont répété avec succès ces expériences. A commencer par celles du LURE d'Orsay, qui ont obtenu de remarquables résultats avec les faisceaux d'électrons de deux anneaux de collision, ACO et Super-ACO. Dans le même temps, John Madey a continué ses travaux et « a montré, entre 1985 et 1989, tout l'intérêt que les utilisateurs pouvaient tirer de ces « bêtes » : c'est ainsi, constate un chercheur, qu'il a déclenché une véritable mode des lasers à électrons libres ».

La construction à Orsay de CLIO est une conséquence directe de cet effet-là. En collaboration avec les chercheurs et les ingénieurs du LURE, les ingénieurs et les techniciens du laboratoire de l'accélérateur linéaire d'Orsay, dépendant de l'IN2P3, ont réalisé non pas un anneau de stockage de particules analogues à ACO ou Super-ACO, mais

un simple accélérateur linéaire qu'ils ont doté d'un onduleur. Ce dispositif fournit un champ magnétique qui courbe alternativement la trajectoire des électrons dans un sens ou dans l'autre et restitue ainsi l'effet synchrotron des accélérateurs circulaires.

Chaque fois qu'il est courbé, le faisceau d'électrons émet une très courte impulsion de lumière d'une durée inférieure au centième de milliardième de seconde, qui permet, via une cavité optique, d'obtenir un véritable faisceau laser dans l'infrarouge. Ainsi peut-on, en jouant sur l'accordabilité de la machine, changer de longueur d'onde, c'est-à-dire de lumière – et de puissance. Aux chercheurs d'utiliser au mieux la brièveté des impulsions élémentaires en choisissant une lumière dans l'infrarouge dont la longueur d'onde sera comprise entre 1 et 20 microns (2) et une puissance instantanée pouvant atteindre 10 mégawatts.

Pour la « guerre des étoiles »

De telles performances ne peuvent que séduire le chercheur. « C'est pourquoi cette technique est en pleine

expansion. Bien sûr, elle est chère, et on peut se demander si la développer vaut la chandelle. Mais à y bien regarder, explique Jean-Michel Ortega, c'est un outil nouveau qui s'offre à nous, un peu comme cela fut le cas voilà vingt ans avec le rayonnement synchrotron. Seule différence : on n'a pu, pour le rayonnement synchrotron, faire des économies en utilisant les machines existantes, des accélérateurs de particules, dont c'était un rayonnement parasite.

En Chine, même scénario. En Union soviétique, on s'agit aussi, d'autant que de remarquables résultats ont été obtenus dans le domaine du visible et de l'ultraviolet sur VEPP-3, une machine construite à Novosibirsk. Au Japon, « on force » avec un projet de type Super-CLIO de 500 millions de francs environ que les industriels financeraient en partie. « Si les Japonais se sont lancés tard, constate un chercheur, ils mettent aujourd'hui les bouchées doubles, comme en témoignent les deux ou trois installations de type CLIO qu'ils construisent actuellement. »

Alors, même si ce sont des machines délicates, même si ce sont des machines chères, même si la recherche qu'elles permettent est une recherche lourde, la tendance est quand même à faire des lasers à électrons libres car « c'est un laser exceptionnel, dont on peut changer le faisceau de lumière en jouant simplement sur l'énergie des électrons ». De quoi séduire nombre d'utilisateurs qui attendent avec impatience que CLIO « lase » à son tour dans l'infrarouge au tout début de l'année prochaine et ouvre ainsi ses portes à la communauté scientifique.

JEAN-FRANÇOIS AUGERAUD

(1) Le budget prévisionnel de ce projet lancé en 1987 était de 20,5 millions de francs. Une rallonge supplémentaire de 3,5 millions de francs a été nécessaire.

(2) Extensible, si nécessaire, à 50 microns dans l'infrarouge lointain. D'autres équipes (universités de Lille et de Dijon) consacrent le projet de faire un laser à électrons libres dans un domaine plus lointain de l'infrarouge, supérieur à 100 microns.

(3) Les militaires américains ne sont pas les seuls à s'intéresser aux propriétés des lasers à électrons libres. Les Français, sous l'égide de la direction des applications militaires du CEA, ont deux projets de machines situées l'une à Bruyères-le-Châtel (Essonne) et l'autre à Bordeaux (Gironde) et fonctionnant pour la première dans le domaine de l'infrarouge (ELSA) et la seconde dans celui des ondes millimétriques (ONDINE).

Herbes folles

Superbe mais toxique, l'algue qui envahit les fonds marins entre Menton et Toulon menace l'équilibre écologique de la Méditerranée

TOULON

de notre correspondant

Signalée en août 1989 par le professeur Alexandre Meinesz et ses collaborateurs du laboratoire Environnement marin littoral de l'université de Nice, la *Caulerpa taxifolia* ne cesse de progresser. Cette algue superbe, toxique et quasiment indestructible envahit aujourd'hui de nombreux points du littoral méditerranéen, entre la frontière italienne et Toulon.

Très certainement rejetée en mer par erreur, depuis les aquariums du Musée océanographique de Monaco, la caulerpe menace les herbiers de posidonies qui constituent une véritable prairie sous-marine au sein de laquelle la faune trouve asile, nourriture et frayère.

En juillet 1990, des « stations de caulerpe » prospèrent en large de Roquebrune (Alpes-Maritimes) puis à Toulon. On en signale maintenant sur les rives des Alpes-Maritimes et jusqu'en Italie. « On a également repéré trois autres stations au Lavandou, à Agay et à Antibes », précise le professeur Meinesz pour qui « cette invasion est extrêmement préoccupante. Au Cap-Martin, les caulerpes ont même pu pénétrer l'herbier de posidonies. Comme cette algue est plus haute que ces posidonies, une disparition de celles-ci par manque de lumière n'est pas à exclure. Plus généralement, les caulerpes recouvrent toutes les algues

endémiques, on peut craindre leur disparition, et la faune refusant de s'en nourrir serait contrainte d'aller chercher sa pitance ailleurs. On peut donc appréhender le pire quand on sait que, dans l'état de nos connaissances actuelles, cette algue ne peut être éliminée que par arrachage ».

Oursins et saupes

Selon les premières observations, on estime que, lors de son installation, la caulerpe couvre 3 mètres carrés. L'année suivante, elle s'étend sur 10 mètres carrés, et des « satellites » se développent également. Pour le professeur Meinesz, « à cette allure, il ne faudra pas plus de six ans pour que les baies et les golfes de

notre littoral méditerranéen soient totalement envahis. Nous voyons se développer sous nos yeux une catastrophe majeure en Méditerranée. Si rien n'est fait, nous assisterons à un bouleversement global bien pire que la pollution du Havre qui, elle, était réversible ».

Hors de toute mobilisation du ministère de l'environnement et de celui de la mer, les scientifiques travaillent sur les risques de progression, mais également sur la toxicité de cette algue. En étroite collaboration avec le professeur Meinesz, l'équipe du professeur Bondouresque (laboratoire biologie et écologie marine du Pathos, à Marseille-Luminy) mène des expériences sur les oursins. « Nous avons choisi ces organismes peu évolués, très primi-

Une prairie vert fluo

Belle algue de couleur vert fluorescent, la *Caulerpa taxifolia*, est largement utilisée par les aquariophiles. Originaire des mers chaudes, elle se fixe sur les fonds par des racines et présente un axe rampant (stolon) qui peut mesurer plus d'un mètre de long avec un diamètre d'1 à 2 millimètres ; cet axe porte des « frondes » dressées qui ressemblent à des feuilles très découpées dont la forme

fait penser à des plumes ou à celles de certains conifères comme l'if.

Ces feuilles mesurent de cinq à soixante-cinq centimètres et peuvent être ramifiées. Cette algue qui vit entre trois et quatre mètres de profondeur peut, dans les zones calmes, remonter beaucoup plus près de la surface.

J. L.

POINT DE VUE

Radioprotection et Etat

par Claude Birraux

L'AFFAIRE EBS – la remise en marche de l'accélérateur de la société Electron Beam Service à Forbach – a été décidée par voie de justice (Le Monde du 21 décembre) – est significative d'un dysfonctionnement de notre système de contrôle radiocivil à plus d'un titre :

– Cette installation vivait sans qu'elle fût comme des services, même si elle avait repris une précédente société qui – elle – était déclarée. Le débat de dose était supérieur à celui pour lequel sont classées les installations nucléaires de base (INB) ;

– Les observations très critiques formulées par le Service central de protection contre les rayonnements ionisants (SCPRI), et même la demande de faucon, n'ont pas été suivies d'effets, ce qui a conduit le SCPRI à dégrader sa responsabilité ;

– Le rôle et les conditions d'exercice des missions des services du ministère du travail, comme du ministère de la santé, n'étaient pas clairement définis et affirmés.

La cour d'appel de Metz vient de statuer dans cette affaire. Il ne m'appartient pas de critiquer une décision de justice. J'observe néanmoins que cet événement justifie a posteriori les conclusions et les recommandations que j'ai présentées au nom de l'Office parlementaire début décembre.

Il convient dans le domaine de la radioprotection de restaurer l'autorité de l'Etat, qui a été mise à mal. Les considérants de la cour d'appel de Metz le révéleront cruellement. Je rappelle les propositions de l'Office parlementaire :

Création, au ministère de la santé, d'une direction de la protection contre les rayonnements ionisants

(DPR), de plein exercice, qui soit l'équivalent de ce qu'est la direction de la sûreté des installations nucléaires (DSIN) à l'industrie et à l'environnement. Les pouvoirs de cette DPRI doivent être clairs, forts, y compris celui de suspendre l'autorisation de fonctionnement ;

– Création de groupes permanents d'experts chargés de conseiller la DPRI, dont un s'occupera de l'étude de toute installation comportant des appareils produisant des rayonnements à usages médicaux et industriels. Les membres de ce dernier groupe sont nommés par les ministres de la santé et du travail ;

– Le SCPRI constitue l'appui technique de la DPRI.

Dans ce schéma qui me paraît cohérent, c'est devant ce groupe d'experts, après instruction du dossier par le SCPRI, que l'entreprise EBS devra vouloir s'expliquer et justifier ses mesures de sécurité, donnant alors au mot contradictoire tout son sens scientifique.

Je rappelle que des employés ont été grièvement brûlés en travaillant dans l'entreprise EBS. C'est pourquoi j'appelle le gouvernement à s'engager totalement dans la réforme profonde que j'ai proposée à l'Office parlementaire.

La définition des normes de santé et de sécurité des conditions de travail, comme le contrôle de leur application, appartient bien à l'Etat. Il est grand temps de restaurer en ce domaine son autorité. La seule jurisprudence qui vaille dans le domaine de la radioprotection, il ne faut pas l'oublier, est la sécurité et la santé des travailleurs.

► Claude Birraux est député (app. UDC) de Haute-Savoie, et auteur d'un rapport sur le contrôle de la sûreté et de la sécurité des installations nucléaires.

1350 1350

١٥٥٠ من الـ مرس

INE
leurs



Merry Christmas

From Marlboro Country

Find protection at

L

Marlboro Country Travel

deserts

VOYAGES A L'INFINI...

SCIENCES • MÉDECINE

Les nouvelles Merveilles

Les innombrables gravures rupestres de la vallée des Merveilles et de Fontanalba sont la « mise par écrit » des mythes indo-européens

Le 19 décembre, au Musée archéologique de Nice, Emilia Masson a présenté son interprétation, encore fragmentaire et provisoire, des quelque 100 000 gravures préhistoriques dites du mont Bego (au-dessus de Tende, Alpes-Maritimes) qui ont été martelées sur les rochers au début de l'âge du bronze (entre 1800-1500 avant Jésus-Christ) (1). Cette interprétation tout à fait nouvelle organise les gravures de la vallée des Merveilles et de Fontanalba — situées de part et d'autre du mont Bego — en un tout cohérent à la fois dans la disposition des dessins et dans le cadre des mythes des anciens indo-européens. Elle est le résultat d'une minutieuse étude des relevés systématiques des gravures et des photos faites depuis 1967 par l'équipe d'Henry de Lumley, professeur au Musée de l'Homme (Muséum national d'histoire naturelle), d'une visite aux deux sites et d'une très bonne connaissance des croyances et des modes de pensée communs à toutes les populations indo-européennes tels qu'ils ont été reconnus il y a plusieurs décennies par Georges Dumézil, Emile Benveniste et Mircea Eliade.

Déjà, au colloque sur la vallée des Merveilles organisé à Tende du 5 au 11 juillet dernier par Henry de Lumley, Emilia Masson, après une simple étude des photos et relevés, avait expliqué, preuves à l'appui, que les trois stèles principales de la vallée des Merveilles représentaient les trois générations divines (2) décrites par le poète grec Hésiode vers le huitième ou le septième siècle, avant notre ère (le Monde du 17 juillet). Un mois après le colloque, Emilia Masson est allée voir et étudier *in situ* les gravures du mont Bego. Elle y a découvert la mise en images rationnelle et logiquement organisée des croyances de ces populations qui, ne disposant pas encore de l'écriture, se sont servies des gravures pour « mettre par écrit » leurs mythes, comme les artistes du Moyen Âge le faisaient en décorant cathédrales, églises et chapelles à l'intention des fidèles pour la plupart illettrés.

Fontanalba, dépression riante, occupée en partie par des prairies et des petits lacs, dont les lacs Jumeaux, était le domaine des hommes. Les gravures, qui représentaient les travaux

quotidiens (pastoraux et agricoles) ainsi que les images des croyances, constituent donc un reflet complexe de la société qui a été légué à la postérité.

Emilia Masson a remarqué que la formation naturelle de pierres plates, enserées entre des dalles pentues, qui donne accès à Fontanalba et déjà baptisée « voie sacrée » par le Britannique Clarence Bicknell (qui a étudié la vallée entre 1885 et 1918), était scandée par des gravures ornant les seules dalles de droite et se succédant par thèmes.

Cette espèce de bande dessinée commence par une « hache fenestrée » (ou « hallebarde ») pointée vers le haut et indiquant donc la direction à suivre. Viennent ensuite les thèmes des outils (haches et poignards), des troupeaux symbolisés par des bucranes (3) (ou « signes corniformes »), des animaux marchant et un cartouche enserant un petit homme en position d'arrêt et une tête de bovin. Après l'élevage, c'est l'agriculture, qui est représentée par un attelage tirant un araire dont le manche est tenu par un homme coiffé d'un bonnet pointu. Enfin, viennent les images des installations humaines : enclos, plans de maisons et parcelles représentées comme d'habitude sur une photographie aérienne.

Juste avant le col qui domine Fontanalba, un homme, doté d'une tête à peine esquissée mais d'un sexe gigantesque, donne un dernier encouragement aux marcheurs en brandissant une hache à très long manche qui montre qu'il faut encore monter un peu.

Un arbre de vie

Après une descente, la voie arrive aux lacs Jumeaux, dont l'eau, source de toute vie, marque le centre symbolique de Fontanalba. Tout autour, des gravures représentent avec des variantes celles de la « voie sacrée ». Et juste au-dessus d'un des lacs Jumeaux, la place d'honneur du site est consacrée par une roche gravée remarquable.

Outre quelques dessins, un motif double a son importance soulignée par le cartouche qui l'entoure, tout comme les noms des seuls pharaons



Le « masque de pierre »

ans l'écriture hiéroglyphique égyptienne. A gauche pour l'observateur (donc sur le côté droit, noble et favorable, du motif), le cartouche est occupé par un dessin connu sous le nom surprenant de « mille-pattes » vers lequel marche la partie inférieure d'un corps humain dont le sexe est très marqué. Il s'agit sans nul doute de la représentation, classique chez les Indo-Européens, de l'arbre de vie (symbole du renouveau printanier et donc de l'éternité) après lequel l'homme va retrouver sa jeunesse. Comme toujours, l'espèce d'arbre est indiscernable. Quant au demi-corps humain, on le retrouve, notamment, parmi les bas-reliefs du site hindou rupestre de Vaidikya (Taurique centrale) en tant que symbole de la jeu-

nesse et de la perpétuation de l'espèce. Dans le coin en haut à droite (pour l'observateur) du cartouche, une tête de bovin représente les troupeaux, autre source importante de vie. La scène est disposée de telle sorte que le demi-homme est à peu près au centre du cartouche, comme pour affirmer que l'homme est au centre de tout le monde des mortels. Une dalle ornée de gravures part des lacs pour escalader le massif du Bego. Les dernières motifs avant le col sont un plan d'habitat (symbole des humains), puis des échelles verticales (symboles de la communication de ce monde avec le monde des dieux) et des « signes corniformes », enfin des spirales (symboles classiques du soleil).

JEAN-YVES NAU

► Les personnes intéressées par les récents et importants progrès accomplis ces derniers temps dans le domaine de la mucoviscidose pourront se reporter à « Cystic Fibrosis: the Quest for a Cure » de Kevin Davies (*The New Scientist* daté du 7 décembre).

BIBLIOGRAPHIE

GUY LAZORTHES est à la fois homme de science et homme-chirurgien : confronté sans cesse aux avancées techniques et aux problèmes humains. Ses écrits sur le cerveau sont des ouvrages de référence. Comme beaucoup de chercheurs contemporains, il s'interroge sur la mécanique et le sens de l'évolution, couronnée par le « phénomène » humain. La biologie explique notre arrivée sur cette terre : elle ne la justifie pas. Sommes-nous, comme le pensait Jacques Monod, les enfants du hasard ou le résultat d'un déterminisme ? En d'autres termes, la conséquence d'une longue série d'accidents heureux ou l'effet d'un « programme des programmes » ?

Le « projet » qui mène au *Sapiens* est-il déjà inscrit — au moins en potentialité — dans le modeste chromosome d'une bactérie du précamérien, qui vivait il y a des milliards d'années dans un milieu dépourvu d'oxygène ? Celui qui adopte cette deuxième hypothèse peut être qualifié de « croyant » — puis-

L'âge du silicium

Une exposition du Muséum est consacrée à cet élément déterminant

Le silicium est vraiment un élément paradoxal. Il est l'un des principaux constituants de la Terre : la croûte continentale en est faite à 29 %, la croûte océanique et le manteau à 21 %, le noyau externe à 11 % ; mais il n'existe pas naturellement, il se présente toujours combiné à d'autres éléments, en particulier à l'oxygène sous la forme de silice. Cet oxyde de silicium constitue ainsi 60 % de la croûte continentale et 45 % du manteau.

La silice a été la matière première de base sans laquelle l'homme n'aurait pas eu d'antenne de pierre : le silicium est de la silice. Sans elle, il n'aurait ni céramique ni verre utilitaires ou artistiques. Quant au silicium métallique, qui n'est pas extrait des composés siliceux, il est un des composants essentiels des ordinateurs les plus puissants et de toute

la micro-informatique. Sans silicium, pas de calculs complexes et rapides, pas de vols spatiaux, pas d'appareils ménagers programmables, pas de carte à puce, etc.

Le Muséum national d'histoire naturelle de Paris a voulu rendre justice au silicium. Il présente une exposition, organisée par MM. François Fréchet (laboratoire de géologie) et Henri-Jean Schubnel (galerie de minéralogie) et par le service de muséologie, qui explique ce matériau-miracle : depuis la genèse du silicium dans les explosions de supernovae, le cheminement de cet élément sur les continents et dans les océans, jusqu'aux chefs-d'œuvre qui sont les composants électroniques, les siliciums, les horloges à quartz, les fibres de verre, les porcelaines, les vitraux et les cristaux de Saint-Louis et de Baccarat, entre autres.

Le visiteur est ainsi renseigné sur

les phénomènes naturels (les éruptions volcaniques, notamment) mettant en jeu de la silice, et donc sur la dynamique de l'univers, du système solaire et de notre planète ainsi que sur les propriétés extraordinaires de la silice et du silicium. Il peut admirer l'ingéniosité de nos ancêtres préhistoriques qui façonnaient de superbes outils dans du silex ou de l'obsidienne. Et il est ébloui par les objets d'art (reliques ornées de pierres, de pâtes de verre et d'émaux, verreries, vitraux) et par les merveilles de la technologie moderne.

Y. R.

► Muséum national d'histoire naturelle, galerie de minéralogie, jardin des Plantes, 36, rue Geoffroy-Saint-Hilaire, Paris 5^e. Ouvert jusqu'en 1993, tous les jours, sauf le mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F

« Croyance et Raison »

qu'il admet l'existence d'une force transcendante, pourvue de bien des noms : Dieu, anti-hazard, Grand Architecte de l'univers. Mais alors, qui a fait cet auteur ? Est-il la cause primitive ou la conséquence d'une volonté qui le précède ? Raisonnablement, on recule le problème, on le résout pas. Peut-être est-il hors de notre portée. Mais quand on considère le nombre d'essais infructueux, de ratés évolutifs, d'aventures sans lendemain, il faut reconnaître que le chef d'orchestre ayant présidé l'assemblage des espèces ne fut, s'il existe, ni économe ni raisonnable.

La mécanique nous apprend la rigueur. Les sciences du vivant l'approximation. La biologie est devenue probabiliste : ici rien n'est jamais sûr et toute prévision implique une marge d'erreur.

Arrivé à ce point de son exposé, Guy Lazorthes distingue et parfois oppose croyance et foi. La première raisonne, interroge, doute. On peut croire « plus ou moins », remettre sans cesse en cause son degré de croyance. Seule les limites de la science, penser que der-

rière notre « mur d'ignorance » il y a autre chose qui échappe à l'observation et sans doute lui échappera toujours : sans pour autant donner à cette chose un contenu trop précis, peut-être invisible par notre esprit.

Au contraire, la foi est un tout, une adhésion immédiate, totale, irraisonnée, qui ne se discute pas. Elle peut conduire à la dictature comme au martyre. La croyance implique le dialogue. La foi peut mener à l'intégrisme, facteur de tous les excès, négateur du libre arbitre. Elle mène au mépris de la connaissance et fut souvent exploitée par le pouvoir temporel.

Avec une vue témoignante d'une vaste culture, l'auteur procède à l'analyse critique des explications fournies par les systèmes religieux, philosophiques, voire scientifiques. Au palier humain apparaissent une morale, une éthique, un altruisme inconnus dans le règne animal, ce qui amène Guy Lazorthes à une croyance raisonnablement modérée.

Dans son dernier chapitre, l'auteur jette un regard rétrospectif et un brin

métancolique sur les lacunes, les échecs, les limites de nos connaissances. Et l'usage que l'on en fait parfois aux dépens de l'homme.

Nos informations, nos découvertes se multiplient mais il est un domaine qu'elles n'atteindront jamais car ses limites reculent à mesure que nous les approchons. Il restera toujours une barrière infranchissable entre croyance et foi, rationnel et métaphysique. Et c'est à ce point crucial qu'avec beaucoup d'intelligence, d'expérience et de cœur nous amène G. Lazorthes, en nous livrant le fruit de son travail et de ses méditations à l'automne d'une longue vie tout entière consacrée à la recherche et à ceux qui souffrent.

Un livre à lire à tous ceux croyants ou non — qui s'interrogent sur notre destinée.

JACQUES RUFFIÉ

► *Croyance et raison*, par le professeur Guy Lazorthes. Centurion, éditeur, 222 p., 120 F.

Mucoviscidose : l'approche génétique

Des travaux franco-américains laissent espérer des progrès dans le traitement de l'affection héréditaire la plus répandue

C'EST un espoir nouveau et important : la mise au point de traitements médicamenteux efficaces de la mucoviscidose serait possible à court ou moyen terme. La revue britannique *Nature* vient en effet de publier un travail franco-américain (1) témoignant de la meilleure compréhension, à l'échelle moléculaire, des causes de cette affection héréditaire grave, la plus largement répandue dans la population, mais moins bien connue du public que les myopathies. Cette publication fournit aussi la preuve de la cohérence de l'approche, patiente et méthodique, qu'a permise la biologie moléculaire face à une maladie qui, en dépit des données établies par les physiologistes, demeurait il y a peu encore un mystère inaccessible à toute thérapeutique.

Extrêmement invalidante, la mucoviscidose touche en Europe un enfant — garçon ou fille — sur 2 500. Elle est due au fonctionnement anormal de certaines glandes (pancréas, glandes de la muqueuse bronchique) qui sécrètent un mucus trop visqueux. Ce phénomène entraîne des troubles divers, notamment d'ordre respiratoire, qui réduisent considérablement l'espérance de vie des enfants atteints.

Parallèlement aux travaux de nature chirurgicale menés en France notamment (le Monde du 10 août 1990), l'approche génétique fournit depuis peu de fructueux résultats. La première étape fut celle de l'identification et de l'analyse de la structure du gène — dénommé CF — impliqué dans cette maladie (le Monde du

26 août 1989). Depuis, explique-t-on à l'AFML (Association française de lutte contre la mucoviscidose), de très nombreuses découvertes se sont succédées. Aujourd'hui, plus de cent mutations différentes ont été identifiées chez les malades au niveau du gène pathologique. On sait que la plus fréquente de ces mutations (dite Delta F508) — 70 % des cas en France — correspond à la perte du cinq cent huitième acide aminé de la protéine CFTR que synthétise le gène CF. Plus récemment, après d'enthousiasmants résultats obtenus *in vitro*, on a pu préciser le rôle de cette protéine qui joue un rôle essentiel de « canal » dans le passage des ions chlorure à travers des membranes cellulaires.

On sait, par ailleurs, que la mucoviscidose est due à l'accumulation d'un trop grand nombre de chlorure dans certaines cellules. Cette accumulation s'accompagne d'une absorption élevée de sodium par les cellules qui ne laissent plus, dès lors, sortir l'eau. Cela explique que les sécrétions anormales de ces cellules puissent produire un mucus trop visqueux au niveau pulmonaire responsable des insuffisances respiratoires graves dont souffrent les malades. Le même phénomène se produit au niveau du pancréas et explique les troubles digestifs.

Utilisation du canal déficient

C'est dans ce contexte que se situe le travail franco-américain. « Les chercheurs ont montré qu'une très faible quantité de la protéine CFTR est présente à la surface des cellules, ce qui explique en grande partie pourquoi le « canal » chlorure ne fonctionne pas », explique le docteur Laurence Schaffar, directeur scientifique de l'AFML. Par ailleurs, ils montrent, et c'est la découverte majeure présentée dans cet article, que, même quand elle est présente en faible quantité à la surface des cellules, le canal chlorure peut tout de même fonctionner dans les cellules où le gène muté a été introduit, mais qu'il reste plus longtemps fermé que le canal correspondant au gène normal ».

(1) « Altered chloride ion channel kinetics associated with the Delta F508 cystic fibrosis mutation » (*Nature* du 19 décembre 1991). Cet article est signé de MM. M.M. Wilfred Dalemans, Sophie Hivry, Karin Dotti, Dominique Dreyer, Andrea Pavarini et Jean-Pierre Lecocq (Société Transcoeur, Strasbourg), Michel Lazdunski, Pascal Barbey et Guy Champigny (Institut de pharmacologie moléculaire et cellulaire, Sophia-Antipolis), ainsi que de M. Ronald G. Crystal (Institut national américain de la santé).

Le musici

CULTURE

MUSIQUES

Le musicien et le voleur d'images

Arnaud Petit, trente-deux ans, compositeur, scénariste et cinéaste de son premier opéra

LA PLACE
DE LA RÉPUBLIQUE
ou Centre Georges-Pompidou

En 1986, le jeune compositeur Arnaud Petit avait composé une partition pour instruments et bande électroacoustique qui fut exécutée au Théâtre des Américains pendant la projection de *La Femme d'Arc* restaurée de Carl Dreyer. Des vœux s'élevaient contre une musique dont la redondance avec le film projeté ne pouvait être masquée par le parrainage de l'Ensemble Inter-Contemporain, de l'IRCAM, de la Cinémathèque du Théâtre de Nanterre.

Nullement ébranlé dans ses convictions par les critiques sur la pertinence de son travail, Arnaud Petit a repris son idée, ne dégageant aucune dimension d'un opéra-film dont il a tenu à maîtriser la totalité des éléments. Il a été soutenu dans son travail par le Fonds de création lyrique, la Fondation Beaumarchais-SACD, la Sacem, la Femis, l'IRCAM, l'Ensemble Inter-Contemporain et quelques sponsors fournisseurs des costumes, maquillages, bijoux, chaussures, coiffures et accessoires nécessaires à la mise en scène de Marina Bianchi. *La Place de la République* (le titre de cet opéra) a été créé, jeudi 19 décembre, dans la grande salle du Centre Georges-Pompidou. La musique est donc d'Arnaud Petit, le scénario de Cécile Vargha et d'Arnaud Petit, la partie cinématographique par Arnaud Petit à la tête d'une équipe d'étudiants de la Femis.

Sourire aux harmonies
bien sonnantes

La Place de la République associe musique, théâtre parlé, opéra et cinéma. Cet opéra scénario-cinéma, et convoque, pour son exécution, un mezzo-soprano, un baryton, six comédiens, une flûte, un hautbois, trois clarinettes, une trompette, un cor, un trombone, un tuba, une harpe, un piano, un cello, un célesta-synthétiseur, des percussions, un bandonion, une guitare électrique, deux violons, un violoncelle, une contrebasse dirigés par Mark Foster, un écran de cinéma, un projecteur, l'IRCAM, qui, outre la réalisation de



Arnaud Petit

la bande électroacoustique, a sonorisé les chanteurs et les comédiens.

On ne reprochera pas à *La Place de la République* d'être ennuyeuse, l'argument n'est pas pertinent; il pourrait s'appliquer à *L'Art de la fugue* de Bach comme à *La Traviata* de Verdi. Et puis, sa partie instrumentale est suffisamment référentielle pour qu'on soit en terrain connu. Mais si l'on

s'est gaussé des compositeurs qui, dans les années 60, écrivaient tout en mettant des fausses notes par-ci par-là pour faire moderne, il faut commencer à sourire aux harmonies bien sonnantes, aux *climax* presque émouvants qui émaillent la « combinatoire compositionnelle » de nos jeunes modernes.

Le bande électro-acoustique

échoie, une fois encore, par la naïveté des moyens mis en œuvre: les Pink Floyd, les Who de *Quadrophonia* - copyright 1973 - les compositeurs du Groupe de recherche musicale, de Pierre Henry, et les compositeurs de haute-fidélité du Festival du son faisaient, à peu près, la même chose, en plus inventif, il y a vingt, trente ans déjà. Quant au texte... Son élocution verbale, sa prétention surprennent, même si l'on tente de le prendre au second degré. Cette réflexion sur le pouvoir du politique, sur la solitude qu'il entraîne est d'un vieillot. Le film, enfin, n'est qu'un hommage - non crédité dans les textes de présentation - au *Bunker Palace Hotel*, la bande dessinée de Bilal. *La Place de la République* est un devoir d'élève, esthétique et révolutionnaire comme l'étaient les cantates du Prix de Rome, à la fin du siècle dernier.

Une nouvelle fois, l'appareil critique du livre de présentation tente de faire faire toute velléité de contestation. La mise en orbite du discours, sa... réévaluation, pourraient durer longtemps, mais l'un des textes parle de « modernités », avec des guillemets et au pluriel. Ceux qui ont si souvent utilisé ce mot au lieu de « création » commencent-ils à le prendre avec des pincettes? Si l'idée de modernité dans l'art, propagée par tout un mouvement intellectuel français de plus en plus marginalisé, est encore convoquée par l'État, elle trouve de moins en moins d'écho dans le public, chez les interprètes, les intellectuels et les artistes de tout bord qui, depuis longtemps déjà, ont rejoint le camp de la musique et des instruments anciens. Ceux qui, aujourd'hui, pensent la musique se recrutent presque exclusivement dans ce mouvement. Derniers en date: Alain Corneau, Pascal Quignard, et Jordi Savall, qui, avec *Tous les matins du monde* ont fait un film accessible et actuel (sans « modernité »), consacré à l'initiation d'un musicien du dix-septième siècle, comme nous ne l'avions jamais vue au cinéma (le Monde du 19 décembre).

Malgré la présence d'un public averti, *La Place de la République* a été créée dans une indifférence polie. N'est-ce pas ce qui peut arriver de pire à une œuvre nouvelle?

ALAIN LOMPECH

CINÉMA

Le cœur de Steven Spielberg

Souvenirs d'enfance pour un film d'adulte

La version Spielberg de Peter Pan, *Hook*, est sortie le 11 décembre aux États-Unis, après une gigantesque campagne promotionnelle, et a obtenu un succès considérable (30 millions de dollars de recettes en douze jours) mais légèrement en deçà des espoirs fondés par Hollywood sur son *Wonderboy*. Steven Spielberg prépare déjà son prochain film. Il ne s'agit sans doute pas de la superproduction préhistorique *Pare Jurassique* d'après Michael Crichton (*Coma*) - « Je ne me sens pas le courage de faire deux films à très gros budget l'un après l'autre », mais de *La Liste de Schindler*, un « petit » film (en termes de budget), que Spielberg qualifie « sur le plan personnel », d'une épreuve émotionnelle intense.

Tiré d'un roman de Thomas Keneally, c'est l'histoire d'Oskar Schindler, industriel catholique allemand et membre du Parti nazi. Il dirigeait une usine d'émail en Pologne où il employait une main d'œuvre gratuite, celle des juifs du ghetto de Cracovie. Au moment où le nazisme commençait à être emporté vers Auschwitz, à 100 kilomètres de là, cet homme, jusqu'ici avide et égoïste au gain, décide d'employer sa fortune pour les « acheter » - il en a ainsi sauvé près de 1200, dont certains sont encore vivants.

Et Spielberg signale cette étonnante statistique: « Les descendants des juifs sauvés par Schindler - 6000 environ - sont plus nombreux que n'en compte aujourd'hui toute la Pologne: à peine 5000 ».

Dès la parution du roman il en acquiesce les droits, mais l'ampleur du projet lui fait peur. Il envisage d'en être uniquement le producteur et en confie la réalisation à Martin Scorsese. Au cours d'un dîner à Paris, Spielberg en parle à Roman Polanski; celui-ci, qui a grandi dans le ghetto de Cracovie, refuse, mais se dit prêt à orienter Spielberg dans ses recherches.

Échappé par l'insuccès (relatif) de ses films « adultes », Spielberg hésite avant de se lancer: « Je ne suis pas certain de trouver un public, seulement, j'ai besoin que ce film existe. L'industrie hollywoodienne soutient Israël dans son effort pour que l'Holocauste ne s'efface pas des mémoires mais... Universal, qui finance le film, jure que le studio y perdra sa chemise. Tout est relatif; ça ne peut pas durer de faire 1 milliard de dollars de recettes à chaque fois. Personne,

ici, n'a vu Shoah (de Claude Lanzmann) qui est pourtant admirable. C'est très clair: certains films doivent être faits, et celui-ci, j'ai besoin de le faire.

« Quand j'étais enfant, ma grand-mère, à Cincinnati dans l'Ohio, enseignait à des survivants des camps de concentration à lire et à parler l'anglais. Ils venaient d'Allemagne, d'Autriche, de Pologne... Rescapés de Dachau et d'Auschwitz, ils se retrouvaient chez elle par classes de 30 à 35... Moi aussi, je suivais ces cours. Je devais avoir trois ans. Je me souviens d'un homme, souvent assis à côté de moi, qui avait un numéro tatoué sur l'avant-bras. Il me disait: « Tu sais compter? » Non. Il tendait alors le bras: « Ceci est un 2, cela un 4, là, c'est un 8, là, un 6... » Puis il ajoutait - je ne l'oublierai jamais: « Mais regarde bien, je vais faire un tour de magie. Ceci est un 6 mais quand je fais ça, il plait le bras, c'est un 9, 6, 9, 6, 9... Je n'ai jamais oublié cette image et je dirais presque que la Liste de Schindler est un film-héritage. »

HENRI BÉHAR

EXPOSITIONS

Objets de terre

Antoni Tàpies expose
des sculptures récentes.
Déception

C'est devenu une coutume de l'art contemporain: tout peintre parvenu à la notoriété se veut sculpteur. Parce que Picasso et Matisse excellaient autant dans l'une et l'autre discipline, parce qu'ils employaient le bronze et la couleur avec autant de génie, le rite s'est peu à peu institué. Braque, Ernst, Miró, Dalí l'ont pratiqué, avec des fortunes variées. Depuis quelques années, Tàpies y sacrifie à son tour. En terre, il modèle et fait cuire des pièces, qu'il complète d'ordinaire à l'aide d'un « objet trouvé » et de quelques signes incisés. La figuration est de règle, posée jusqu'à l'illusionnisme, blâmée avec dédain, la terre cuite imite la surface bosselée d'un matras, la texture d'un tapis fatigué, la toile de sac et l'os.

C'est par là justement que ces exercices déçoivent: l'imitation des matériaux, la représentation à bonnes dimensions d'un orfèvre ou d'un coffreur ne suffisent pas à faire des sculptures puissantes ou énigmatiques, des allégories ou des fétiches. Nulle métamorphose des volumes ne retient l'œil du spectateur, nul traitement singulier des formes ne le surprend. Il identifie le motif très aisément, apprécie, ou n'apprécie pas, la virtuosité de la copie, voilà tout. Sans doute entre-t-il une aspiration au religieux dans les œuvres les plus chargées de symbolisme, idée de mort latente d'une croix noire, surplombage macabre de blanc. Mais le symbole se voit trop, trop vite et trop bien, et la contemplation a tôt fait d'épuiser le sens, faute à l'encore d'une élaboration des masses et de la construction des volumes. Et si l'ambition de lyrisme. Ni la violence concentrée ni l'ampleur du geste pictural de Tàpies ne s'y retrouvent, cette violence et cette ampleur qui ont fait la majesté de sa peinture.

PHILIPPE DAGEN

► Galerie Lelong, 13, rue de Téhéran, 75008 Paris; Tél.: 45-63-13-19. Jusqu'au 22 janvier.

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

MC 83 BOISSEY Vendredi 27 décembre 20 h 30 Tél. 45-63-11-45 (s. Valentin)	LONDON SINFONETTA Œuvres de J. ADAMS Concert unique
THÉÂTRE CHAMPS-ÉLYSÉES Samedi 28 décembre 20 h 30 Samedi 4 Janvier 20 h 30 Tél. 45-63-35-37 (s. Valentin)	ALCESTE Opéra de LULLY Dir.: Jean-Claude MALGOIRE Dir.: Jean-Louis MARTINOTY Chorégraphe: Marie-Catherine Massé Raffinot La Grande Ecurie et la Chambre du Roy ENSEMBLE AL- COMPAGNIE BAROCCO CHAMPS-ÉLYSÉES & OPÉRA de MONTPELLIER

FESTIVAL

Paris sur l'avenir

Avec 150 000 entrées, non compris le cinéma et l'exposition Bob Wilson, le vingtième Festival d'Automne a fait preuve de bonne santé

Le Festival d'Automne, pour son vingtième anniversaire, a eu la chance d'être ouvert par Merce Cunningham - que l'on dirait « très vivant » s'il était japonais - au Théâtre de la Ville, lequel a un grand nombre d'abonnés et un vaste public pour la danse. Lucinda Childs, Dominique Bagouet, Trisha Brown et ont bénéficié. Au Centre Georges-Pompidou, Dana Reitz et Michael Clark - la reine comique mais dont on souhaite le retour - ont rencontré davantage de difficultés. Cette saison a eu également la chance d'une programmation théâtrale exceptionnelle, commençant - le 4 octobre - et se terminant - le 20 décembre - sur deux événements: *Le Temps et la Chambre de Bob Wilson*, dans la mise en scène de Patrice Chéreau avec Anouk Grinberg, et *Amphytrion* de Kleist, dans la mise en scène de Klaus Gruber, avec une distribution

de rêve, dont Udo Samel.

Mais l'intérêt s'était aussi le regroupement de quatre metteurs en scène nouveaux: François Tanguy, invité du Festival pour la seconde fois, a dépassé la jauge de la Bastille avec son *Chant du boe* - comme d'ailleurs Valère Novarina, un habitué, avec *Je suis*. Stéphane Braunschweig (*Ajax*), Marc François (*As you like it*) ont été complétés à Genevilliers. Le plus neuf des nouveaux, Eric Vigner (*La Maison d'ice*), a rempli pour moitié un lieu tout aussi neuf à la Grande Arche de la Défense. Le Festival 1992 poursuit cette politique, et doit coproduire le prochain spectacle de Braunschweig, *la Cérémonie*, à Genevilliers, ainsi qu'un projet de José Jouanneau avec David Werrilow à l'Athénée, et reprend le spectacle que Jérôme Deschamps va créer en mai à la Grande Halle de La Villette.

L'antisme, cette année 1991, venait de l'Est et de l'Orient. Si les troupes bulgares ont eu du mal à s'imposer au Centre Georges-Pompidou, aux Bouffes-du-Nord la version iranienne - et très lointaine - du *Mariage de Figaro* et de *Hamlet* a étrangement obtenu un formidable succès, dont le Zurich (les exercices des athlètes acrobates) n'a pas profité. Ce n'est donc pas seulement le lieu qui est en question, mais le moment, la préparation du public, sa disponibilité aux découvertes.

Le retour d'Alain Crombeque

En 1992, on espère un metteur en scène lituanien, Nekroscius. Le magnifique *Jeune* de Tchebikov par Peter Zadek. Peut-être enfin les *Goldberg Variations* par Tebort. Un spectacle sur Gertrud Stein que Robert

Wilson répète avec de jeunes comédiens de Berlin-Est, pendant qu'il met en scène une pièce de Marguerite Duras à la Schaubühne. En collaboration avec le Festival de Maastricht, le *Macheth* du Québécois Roger Lepage et sa *Trilogie du Dragon*. Peut-être aussi *Baruff* à *Chioggia* de Goldoni, l'un des spectacles-phares de Giorgio Strehler, qu'il doit remonter pour l'exposition universelle de Séville. En d'ense, on annonce Suzanne Linka et, ce printemps, le projet de Barabas avec Pina Bausch - qui est en train de préparer un *Orphée*.

Le grand changement de 1992 sera le retour d'Alain Crombeque à la direction du Festival. Fidèle à sa légendaire discrétion, dit qu'il n'en dira rien pour faire part de ses projets. Il veut d'abord les travailler avec Marie Collin, responsable du théâtre et de la danse, et Joséphine Marfo-

vis. Le premier problème à résoudre est celui de l'argent: comment augmenter le budget et diversifier les sources de financement au moment où la tristesse de la situation économique générale entraîne la morosité des habitués sponsors?

Une association - loi 1901 - des amis du Festival d'Automne, présidée par André Bénéard (président d'Eurotunnel), vient de naître, dont le but est de « consolider le financement du Festival, en intensifiant la recherche de mécènes et en créant un réseau de personnes physiques et morales désireuses de soutenir les activités du Festival ». Les renseignements peuvent être demandés au Festival d'Automne, 156, rue de Rivoli, 75001 Paris. Tél.: 42-96-12-27.

COLETTE GODARD

Ouverture et fidélité

Le Festival d'Automne euvée 1991 restera, dans le souvenir des mélomanes, marqué par une révélation (celle de Heinz Holliger, compositeur essentiel, interprète en état de grâce, musicien complet) et par une redécouverte (la liberté d'invention, le goût de la provocation qu'incarna dans les années 60-70 Bruna Medema). Ouverte par le *Schindler* de Zuck, du premier, classé par l'*Hypocrite* du second (deux œuvres inspirées d'Holgerlin à plus de vingt ans d'écart), le programme, due aux efforts conjugués de Joséphine Markovits et de Philippe Albère, a été conforté par sa cohérence et sa richesse: ceux que l'avenir des festivals de musique contemporaine inquiète.

Les quatre concerts de musique instrumentale donnés dans l'amphithéâtre de l'Opéra-Bastille ont connu une fréquentation de 75 % en moyenne. L'« effet Holliger », partant planissimo dans la méconnaissance du public et l'indif-

férence des professionnels, n'a cessé de se renforcer. Jusqu'au dernier concert du 28 novembre, qui réunissait devant une salle pleine le miraculeux quintette du musicien suisse, le *Premier Concerto pour hautbois* de Madama (joué et dirigé par Holliger himself, à la tête de l'Ensemble Cantrachamps) et *Mouvement* d'Heinrich Leichenmann, celle en présence d'Olivier Messiaen, d'Henri Dutilleul, de Betsy Jolas, d'Emmanuel Nunes. La même journée avait été marquée par la performance étonnante, dans *Agas de Madama*, du Tam Tastro Musica, jeune troupe franco-italienne vouée à l'exploration de « la musicalité comme forme scénique ». Jurons qu'un en repèrera.

Explorateur trop mal connu des limites de l'instrumental, l'Allemand Leichenmann sera l'une des vedettes du Festival 93 (avec Steve Reich, pour un nouveau spectacle multimédia). Le Portugais Nunes sera, lui, en tête du générique des « jeunes », après avoir été créé en mai à l'exposition de Séville. La Fondation Gulbenkian met à disposition du Festival son orchestre et ses choristes.

Rappelons que la manifestation créée par Michel Guy n'existerait plus aujourd'hui sans l'apport financier et l'aide logistique de mécènes comme l'Association OROFI (l'« Fondation Vuitton ») ou l'opération *Hypocrite*, de la Caisse des dépôts et consignations et de la SACEM.

Fidèle à une tradition maison qui veut qu'on voue sa confiance à certains artistes pour les suivre année après année (ainsi de Robert Wilson, de Merce Cunningham, de Jean-Marie Patte, par le passé), l'édition de 1992 continuera d'explorer l'œuvre de Holliger, depuis les quarante minutes de *Belshazz* pour accordéon et haute-contre sur des poèmes de Robert Walser, jus-

qu'à une adaptation très personnelle des formes papulaires du Vais (19 octobre).

La note de fantaisie sera donnée par un spectacle avec choeur de Carlos Santos, compositeur et pianiste de Velence et le jazz/musique savante sera assuré (après le jazz-band de George Russell cette année) par Heiner Goebel, star montante allemande de trente ans. Une tournée de xylophonistes du Mozambique pourrait être assurée avec l'ethnomusicologue Andrew Trost. Jean-Claude Elvy (autre invité de la première heure) reviendra à Paris avec la suite d'un cycle vascel sur des textes japonais entamés l'an dernier.

Aux habitués tarifs abonnés (25 % de réduction à partir de cinq concerts) sera associé pour cette nouvelle édition un travail d'information et de prospection en direction des conservatoires.

ANNE REY

150 000 entrées

AGENDA

CINÉMA

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT

MERCREDI
Les Archives du film présentent, 15 h :
THU 1138 (1979), de George Lucas, 21 h.

PALAIS DE TOKYO

MERCREDI
Le Chevalier sans armure (1937, v.o.),
de Jacques Feyder, 18 h ; l'Ange bleu
(1930, v.o. s.t.f.), de Joseph von Sternberg, 20 h.

CENTRE

GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARNIERE (42-78-37-29)

MERCREDI
Hommage à la Warner Bros : la Charge
de la brigade (1984, v.o. s.t.f.), de
Raoul Walsh, 14 h 30 ; Cherscheuses
d'or (1933, v.o. s.t.f.), de Mervyn
Le Roy, 17 h 30 ; la Corda (1984, v.o.
s.t.f.), d'Alfred Hitchcock, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

A PROPOS D'HENRI (A. v.o.) : UGC
Triomphe, 14 (45-74-93-50).
LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) :
Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12).
Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33).
Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-49).
Les Trois Balcons, 6 (45-81-10-60).
Sept Persepolis, 14 (43-20-32-20).
AMERICA, TERRA INCOGNITA (v.o.) :
Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33).
L'AMOUR AVEC DES GANTS (It.,
v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-28-
58-00).
L'ANNONCE FAITE A MARIE (Fr.,
v.o.) : Espace Saint-Michel, 5 (44-07-
20-49).

LES ARCADES (Fr.) : Cné Beau-
bourg, 3 (42-71-52-36). UGC Danton,
6 (42-25-10-30). UGC Montparnasse,
6 (45-74-94-84). UGC Biarritz, 6 (45-
82-40-40). UGC Opéra, 6 (45-74-
94-84). UGC Gobelins, 13 (45-81-
94-84).

ATLANTIS (Fr.) : Gaumont Parnasse,
14 (43-35-30-40).
AY CARMELA I Esp., v.o.) : Latine, 4
(42-78-47-58).

BARTON FINK (A. v.o.) : Forum Orient
Express, 1 (42-33-42-26). Sept Perse-
polis, 14 (43-20-32-20). Studio
28, 18 (46-08-36-07).

LA BELLE NOISEUSE (Fr.) : Les Trois
Balcons, 6 (45-81-10-60).
BERNARD ET BIANCA AUX PAYS DES
KANGOUROUS (A. v.o.) : UGC Odéon,
6 (42-25-10-30). v.o.) : Forum Orient
Express, 1 (42-33-42-26). Rex (le
Grand Rex), 2 (42-36-83-83). UGC
Montparnasse, 6 (45-74-94-84). UGC
Odéon, 6 (42-25-10-30). Pathé Mar-
ignan-Concorde, 6 (43-59-82-82). UGC
Normandie, 6 (45-83-16-15). UGC
Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59). UGC
Gobelins, 13 (45-81-94-84). Mistrail,
14 (45-39-52-43). UGC Convention,
15 (45-74-94-84). Pathé Wexler, 19
(45-22-46-01). La Gambetta, 20 (46-
36-10-98).

LES BRANCHES DE L'ARRE (Fr.-Ind.,
v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82).
LE CERCLE DES POÈTES OSPARUS
(A. v.o.) : Danfret, 14 (43-21-41-01).
Grand Pavois, 15 (45-84-48-85).

LES CLÉS DU PARADIS (Fr.) : UGC
Triomphe, 6 (45-74-93-50).
CLOSE UP (français, v.o.) : Utopia, 6
(43-25-84-08).

LES COMMENTAIRES (français, v.o.) :
Épée de Bois, 5 (43-37-57-47). George
V, 6 (45-82-41-48).

CONTRE L'IDOLE (Fr.) : Pathé Haute-
feuille, 6 (45-81-94-84).
CRUC-ÉLANC (A. v.o.) : Publicis
Champs-Élysées, 6 (47-20-76-23).
Sept Persepolis, 14 (43-20-32-20).
v.o.) : Pathé Impérial, 2 (47-42-80-33).
Cinoches, 6 (45-81-10-60). Publicis
Champs-Élysées, 6 (47-20-76-23).
Gaumont Aldia, 14 (43-27-84-50).
Les Montparnasse, 14 (43-27-84-50).
Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

DANNY LE CHAMPION DU MONDE
(Can.) : Latine, 4 (42-78-47-58).
51-55). Danfret, 14 (43-21-41-01).
DANSE AVEC LES LOUPS (A. v.o.) :
Les Trois Balcons, 6 (45-81-10-60).
1. UGC Opéra, 6 (45-74-94-84).
Sept Persepolis, 14 (43-20-32-20).
DELCATTESS (Fr.) : Cné Beaubourg,
3 (42-71-52-36).
OVIDES DU BOIR (français, v.o.) : Utopia,
6 (43-25-84-08).

DIVERTIMENTO (A. v.o.) : Gaumont Parnasse,
14 (43-35-30-40).
LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr.-
Pol., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-
57-47). Reflet Médias Logos (Paris)
Lous-Jouvet, 5 (43-54-42-34).

EPOUSES ET CONCUBINES (Fr.-Chin.,
v.o.) : La Pagode, 7 (47-05-12-15).
Publicis Champs-Élysées, 6 (47-20-
76-23).

EUROPA (Dan.-Su., v.o.) : Cné Beau-
bourg, 3 (42-71-52-36). UGC Danton,
6 (42-25-10-30). UGC Opéra, 6 (45-
74-94-84).

FIERRI... L'ÉTÉ DES SECRETS
(Can.) : Latine, 4 (42-78-47-58).
FIEVE AU FAR WEST (A. v.o.) : Gaumont
Les Halles, 1 (40-26-12-12). Gaumont
Opéra, 2 (47-42-80-33). Rex, 2
(42-36-83-83). 14 Juillet Odéon, 6
(43-25-84-08). Gaumont Ambassade,
6 (45-82-41-48). George V, 6 (45-82-
41-48). Pathé Marignan-Concorde, 6
(43-59-82-82). Saint-Lazare-Pasquier,
6 (43-87-35-43). Pathé Française, 6
(47-70-33-88). Les Nation, 12 (43-43-01-59).
UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59).
UGC Gobelins, 13 (45-81-94-84). Pathé
Montparnasse, 14 (43-20-32-20). 14
Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-79).
Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).
Pathé Wexler, 19 (45-22-46-01). La
Gambetta, 20 (46-36-10-98).

MALINA (Ail., v.l.) : Reflet Logos I, 5
(43-54-42-34).

MAMAN, J'AI RATÉ L'AVION (A.
v.o.) : George V, 6 (45-82-41-48).
Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

MANUEL LE FILS EMPRUNTÉ (Can.) :
Latine, 4 (42-78-47-58).

MAYRIG (Fr.) : Forum Orient Express,
1 (42-33-42-26). Bretagne, 6 (42-22-
57-87). Elysées Lincoln, 8 (45-83-
36-14). Pathé Marignan-Concorde, 6
(43-59-82-82). Saint-Lazare-Pasquier,
6 (43-87-35-43). Pathé Française, 6
(47-70-33-88). Les Nation, 12 (43-43-01-59).
UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59).
UGC Gobelins, 13 (45-81-94-84). Pathé
Montparnasse, 14 (43-20-32-20). 14
Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-79).
Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).
Pathé Wexler, 19 (45-22-46-01). La
Gambetta, 20 (46-36-10-98).

MON PÈRE CE HÉROS (Fr.) : UGC Biar-
ritz, 6 (45-82-41-48). Pathé Française,
6 (47-70-33-88). Miramar, 14 (43-20-
32-20). Gaumont Convention, 15 (48-
28-42-27). Pathé Wexler, 19 (45-22-46-01).
La Gambetta, 20 (46-36-10-98).

LA MORT D'UN MAÎTRE DE THÉ
(Jap., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-
57-47).

LA NEIGE ET LE FEU (Fr.) : Gaumont
Les Halles, 1 (40-26-12-12). Gaumont
Opéra, 2 (47-42-80-33). Bretagne, 6
(42-22-57-87). UGC Odéon, 6 (43-25-
84-08).

LES FLEURS DU MAL (Fr.) : George V,
6 (45-82-41-48).

HARLEY DAVIDSON ET L'HOMME
AUX SANTIAGOS (A. v.o.) : Hollywood
Society, 6 (47-70-10-41).

HENRY V (Brit., v.o.) : République Ciné-
mas, 11 (48-05-51-33). Danfret, 14
(43-21-41-01).

HIDDEN AGENDA (Brit., v.o.) : Utopia,
6 (43-25-84-08). Utopia, 6 (43-25-
84-08). 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-
90-81). Escorial, 13 (47-07-28-04).

HIT MAN (A. v.o.) : Images d'ailleurs,
6 (45-87-19-09). v.o.) : Rex, 2 (42-36-
83-83).

L'HOMME QUI PLANTAIT DES
ARBRES (Can.) : Utopia, 6 (43-25-
84-08). 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-
90-81). Escorial, 13 (47-07-28-04).

HOT SHOTS I (A. v.o.) : George V, 6
(45-82-41-48). v.o.) : Pathé Impérial, 2
(47-42-80-33). UGC Montparnasse, 6
(45-74-94-84).

LES INDOMPTÉS (A. v.o.) : Forum
Horizon, 1 (45-08-57-57). Pathé Haute-
feuille, 6 (45-82-41-48). La Saint-Ger-
main-des-Prés, Salle G. de Beaugrenelle,
6 (42-22-57-87). Gaumont Champs-
Élysées, 6 (43-59-82-82). La Bastille,
11 (43-07-48-80). Escorial, 13 (47-
07-28-04). Miramar, 14 (43-20-32-20).
14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-79).
Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).
Pathé Wexler, 19 (45-22-46-01). La
Gambetta, 20 (46-36-10-98).

LES INDOMPTÉS (A. v.o.) : Forum
Horizon, 1 (45-08-57-57). Pathé Haute-
feuille, 6 (45-82-41-48). La Saint-Ger-
main-des-Prés, Salle G. de Beaugrenelle,
6 (42-22-57-87). Gaumont Champs-
Élysées, 6 (43-59-82-82). La Bastille,
11 (43-07-48-80). Escorial, 13 (47-
07-28-04). Miramar, 14 (43-20-32-20).
14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-79).
Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).
Pathé Wexler, 19 (45-22-46-01). La
Gambetta, 20 (46-36-10-98).

Nous publions le mardi les films qui seront à l'affiche à Paris, à partir du mercredi. Les commentaires concernant les films nouveaux ainsi qu'une sélection commentée des exclusivités et des grandes reprises figurent dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

10-30 : Gaumont Ambassade, 6 (43-59-19-08). George V, 6 (45-82-41-48). Fauvette, 13 (47-07-28-04). Gaumont Aldia, 14 (43-27-84-50). Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27). Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

NIGHT ON EARTH (A. v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12). Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33). La Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beaugrenelle, 6 (42-22-57-87). Gaumont Champs-Élysées, 6 (43-59-82-82). La Bastille, 11 (43-07-48-80). Escorial, 13 (47-07-28-04). Miramar, 14 (43-20-32-20). 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-79). Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27). Pathé Wexler, 19 (45-22-46-01). La Gambetta, 20 (46-36-10-98).

NUAGE PARADIS (Sov., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 1 (43-25-84-08). La Bastille, 11 (43-07-48-80). Escorial, 13 (47-07-28-04). Miramar, 14 (43-20-32-20). 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-79). Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27). Pathé Wexler, 19 (45-22-46-01). La Gambetta, 20 (46-36-10-98).

PARIS S'ÉVEILLE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12). Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33). La Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beaugrenelle, 6 (42-22-57-87). Gaumont Champs-Élysées, 6 (43-59-82-82). La Bastille, 11 (43-07-48-80). Escorial, 13 (47-07-28-04). Miramar, 14 (43-20-32-20). 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-79). Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27). Pathé Wexler, 19 (45-22-46-01). La Gambetta, 20 (46-36-10-98).

PARIS S'ÉVEILLE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12). Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33). La Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beaugrenelle, 6 (42-22-57-87). Gaumont Champs-Élysées, 6 (43-59-82-82). La Bastille, 11 (43-07-48-80). Escorial, 13 (47-07-28-04). Miramar, 14 (43-20-32-20). 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-79). Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27). Pathé Wexler, 19 (45-22-46-01). La Gambetta, 20 (46-36-10-98).

PARIS S'ÉVEILLE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12). Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33). La Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beaugrenelle, 6 (42-22-57-87). Gaumont Champs-Élysées, 6 (43-59-82-82). La Bastille, 11 (43-07-48-80). Escorial, 13 (47-07-28-04). Miramar, 14 (43-20-32-20). 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-79). Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27). Pathé Wexler, 19 (45-22-46-01). La Gambetta, 20 (46-36-10-98).

PARIS S'ÉVEILLE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12). Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33). La Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beaugrenelle, 6 (42-22-57-87). Gaumont Champs-Élysées, 6 (43-59-82-82). La Bastille, 11 (43-07-48-80). Escorial, 13 (47-07-28-04). Miramar, 14 (43-20-32-20). 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-79). Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27). Pathé Wexler, 19 (45-22-46-01). La Gambetta, 20 (46-36-10-98).

PARIS S'ÉVEILLE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12). Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33). La Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beaugrenelle, 6 (42-22-57-87). Gaumont Champs-Élysées, 6 (43-59-82-82). La Bastille, 11 (43-07-48-80). Escorial, 13 (47-07-28-04). Miramar, 14 (43-20-32-20). 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-79). Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27). Pathé Wexler, 19 (45-22-46-01). La Gambetta, 20 (46-36-10-98).

PARIS S'ÉVEILLE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12). Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33). La Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beaugrenelle, 6 (42-22-57-87). Gaumont Champs-Élysées, 6 (43-59-82-82). La Bastille, 11 (43-07-48-80). Escorial, 13 (47-07-28-04). Miramar, 14 (43-20-32-20). 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-79). Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27). Pathé Wexler, 19 (45-22-46-01). La Gambetta, 20 (46-36-10-98).

PARIS S'ÉVEILLE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12). Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33). La Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beaugrenelle, 6 (42-22-57-87). Gaumont Champs-Élysées, 6 (43-59-82-82). La Bastille, 11 (43-07-48-80). Escorial, 13 (47-07-28-04). Miramar, 14 (43-20-32-20). 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-79). Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27). Pathé Wexler, 19 (45-22-46-01). La Gambetta, 20 (46-36-10-98).

PARIS S'ÉVEILLE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12). Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33). La Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beaugrenelle, 6 (42-22-57-87). Gaumont Champs-Élysées, 6 (43-59-82-82). La Bastille, 11 (43-07-48-80). Escorial, 13 (47-07-28-04). Miramar, 14 (43-20-32-20). 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-79). Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27). Pathé Wexler, 19 (45-22-46-01). La Gambetta, 20 (46-36-10-98).

PARIS S'ÉVEILLE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12). Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33). La Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beaugrenelle, 6 (42-22-57-87). Gaumont Champs-Élysées, 6 (43-59-82-82). La Bastille, 11 (43-07-48-80). Escorial, 13 (47-07-28-04). Miramar, 14 (43-20-32-20). 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-79). Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27). Pathé Wexler, 19 (45-22-46-01). La Gambetta, 20 (46-36-10-98).

PARIS S'ÉVEILLE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12). Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33). La Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beaugrenelle, 6 (42-22-57-87). Gaumont Champs-Élysées, 6 (43-59-82-82). La Bastille, 11 (43-07-48-80). Escorial, 13 (47-07-28-04). Miramar, 14 (43-20-32-20). 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-79). Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27). Pathé Wexler, 19 (45-22-46-01). La Gambetta, 20 (46-36-10-98).

PARIS S'ÉVEILLE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12). Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33). La Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beaugrenelle, 6 (42-22-57-87). Gaumont Champs-Élysées, 6 (43-59-82-82). La Bastille, 11 (43-07-48-80). Escorial, 13 (47-07-28-04). Miramar, 14 (43-20-32-20). 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-79). Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27). Pathé Wexler, 19 (45-22-46-01). La Gambetta, 20 (46-36-10-98).

PARIS S'ÉVEILLE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12). Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33). La Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beaugrenelle, 6 (42-22-57-87). Gaumont Champs-Élysées, 6 (43-59-82-82). La Bastille, 11 (43-07-48-80). Escorial, 13 (47-07-28-04). Miramar, 14 (43-20-32-20). 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-79). Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27). Pathé Wexler, 19 (45-22-46-01). La Gambetta, 20 (46-36-10-98).

PARIS S'ÉVEILLE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12). Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33). La Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beaugrenelle, 6 (42-22-57-87). Gaumont Champs-Élysées, 6 (43-59-82-82). La Bastille, 11 (43-07-48-80). Escorial, 13 (47-07-28-04). Miramar, 14 (43-20-32-20). 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-79). Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27). Pathé Wexler, 19 (45-22-46-01). La Gambetta, 20 (46-36-10-98).

PARIS S'ÉVEILLE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12). Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33). La Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beaugrenelle, 6 (42-22-57-87). Gaumont Champs-Élysées, 6 (43-59-82-82). La Bastille, 11 (43-07-48-80). Escorial, 13 (47-07-28-04). Miramar, 14 (43-20-32-20). 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-79). Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27). Pathé Wexler, 19 (45-22-46-01). La Gambetta, 20 (46-36-10-98).

PARIS S'ÉVEILLE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12). Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33). La Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beaugrenelle, 6 (42-22-57-87). Gaumont Champs-Élysées, 6 (43-59-82-82). La Bastille, 11 (43-07-48-80). Escorial, 13 (47-07-28-04). Miramar, 14 (43-20-32-20). 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-79). Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27). Pathé Wexler, 19 (45-22-46-01). La Gambetta, 20 (46-36-10-98).

PARIS S'ÉVEILLE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12). Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33). La Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beaugrenelle, 6 (42-22-57-87). Gaumont Champs-Élysées, 6 (43-59-82-82). La Bastille, 11 (43-07-48-80). Escorial, 13 (47-07-28-04). Miramar, 14 (43-20-32-20). 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-79). Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27). Pathé Wexler, 19 (45-22-46-01). La Gambetta, 20 (46-36-10-98).

PARIS S'ÉVEILLE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12). Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33). La Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beaugrenelle, 6 (42-22-57-87). Gaumont Champs-Élysées, 6 (43-59-82-82). La Bastille, 11 (43-07-48-80). Escorial, 13 (47-07-28-04). Miramar, 14 (43-20-32-20). 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-79). Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27). Pathé Wexler, 19 (45-22-46-01). La Gambetta, 20 (46-36-10-98).

PARIS S'ÉVEILLE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12). Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33). La Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beaugrenelle, 6 (42-22-57-87). Gaumont Champs-Élysées, 6 (43-59-82-82). La Bastille, 11 (43-07-48-80). Escorial, 13 (47-07-28-04). Miramar, 14 (43-20-32-20). 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-79). Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27). Pathé Wexler, 19 (45-22-46-01). La Gambetta, 20 (46-36-10-98).

PARIS S'ÉVEILLE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12). Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33). La Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beaugrenelle, 6 (42-22-57-87). Gaumont Champs-Élysées, 6 (43-59-82-82). La Bastille, 11 (43-07-48-80). Escorial, 13 (47-07-28-04). Miramar, 14 (43-20-32-20). 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-79). Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27). Pathé Wexler, 19 (45-22-46-01). La Gambetta, 20 (46-36-10-98).

PARIS S'ÉVEILLE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12). Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33). La Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beaugrenelle, 6 (42-22-57-87). Gaumont Champs-Élysées, 6 (43-59-82-82). La Bastille, 11 (43-07-4

550.000.000

GERIE

ÉCONOMIE

BILLET

Les négociations de l'Uruguay Round

Le spleen de l'Europe navale

Sir Leon Brittan, l'un des chantres du libéralisme, peut être content. Le collège des commissaires européens a décidé de diminuer encore le plafond des aides directes que chaque gouvernement des Douze aura autorisé à verser en 1992 à ses chantiers navals : pas plus de 9 %, au lieu de 20 % en 1990 et 28 % en 1988. La construction navale, comme l'agriculture, fait d'ailleurs partie des secteurs économiques « intégrés » et « supranationaux » dans lesquels la Commission de la CEE s'est arrogé des pouvoirs considérables, sans que les gouvernements s'y opposent jusqu'à présent (à tort ou à raison) qu'il ne s'agit pas là d'un pan stratégique de l'Europe industrielle.

Résultat : alors que le Japon et la Corée du Sud accaparent plus de 60 % du marché mondial, l'Europe (CEE, ex-RDA) jadis puissante, Finlande) se contente de 20 % à 25 %, au prix d'efforts budgétaires souvent énormes mais mal identifiés. Pour sauver ce qui reste des chantiers, l'Allemagne, l'Espagne ou la France rivalisent de pirouettes et d'ingéniosités financières pour décrocher des commandes et trébucher sans vergogne avec les règles de Bruxelles. A Paris, les services du ministère de l'Industrie sont devenus experts dans l'art de la cachotterie.

Il faudrait pourtant mettre clairement les données sur la table à propos d'un dossier chaud, au moins : l'éventuelle commande d'un grand paquebot aux chantiers du Havre pour laquelle tous les élus locaux se mobilisent, du RPR au PS et au PC, avec en tête M. Laurent Fabius lui-même. Une commande de 2,5 milliards de francs, et trois ans de travail... Mais M. Pierre Bérégovoy hésite car le coût pour l'Etat (défiscalisation et subvention aux chantiers) dépasserait 800 millions de francs. Au moment où la Communauté réduit ses aides, les discussions qui viennent d'avoir lieu au sein de l'OCDE sur la construction navale ont échoué. Le raidissement de Washington sur ses positions protectionnistes traditionnelles a fait capoter un projet de règlement qui portait sur la suppression des entraves, les contrôles antidumping, l'harmonisation des aides. Campant sur des dispositions qui remontent à 1938, les Etats-Unis refusent aux navires qui n'ont pas été construits dans leurs chantiers de transporter des marchandises entre deux ports américains. Fin de la guerre du Golfe et détente internationale expliquent qu'il faut d'abord remplir les cales et les docks nationaux. Les bateaux rejoignent les côtes dans le discord américain-européen.

FRANÇOIS GROSCHARD

L'accueil est mitigé aux Etats-Unis sur les propositions du directeur du GATT

Les Etats-Unis ont réservé un accueil mitigé, mais nettement plus positif que les Européens, aux propositions soumises par M. Arthur Dunkel, directeur général du GATT, pour sortir de l'impasse les interminables tractations de l'Uruguay Round.

WASHINGTON

de notre correspondant

Quarante-huit heures après la publication du «document Dunkel», un «pavé» de 500 pages que personne n'a encore pu étudier en détail, la réaction de l'administration américaine paraît plus favorable. La philosophie générale du «document» — qui entend transformer le GATT en une autorité plus institutionnelle, sous la forme d'une organisation commerciale multilatérale — va dans le sens souhaité par les Etats-Unis. Ceux-ci sont partisans de la mise sur pied d'une organisation qui aurait de réels pouvoirs pour faire respecter les accords conclus en matière de liberté du commerce international. «Four years that we've lost in terms of time and we've lost a lot of money in terms of money», dit-il, «c'est une nouvelle organisation internationale, nous sommes favorables au projet de MTO» (Multilateral Trade Organization), explique une source autorisée à Washington.

La même source relevait que la démarche de M. Dunkel — ce coup d'éclat — pour faire avancer une négociation bloquée depuis plusieurs années — était de bonne tactique. En mettant sur la table un projet complet, M. Dunkel «a changé la dynamique de la négociation». Il limite la marge de manœuvre de chacune des parties concernées; il sera difficile aux uns et aux autres de solliciter de nombreuses modifications du document sans à risque d'avoir, en

contrepartie, à faire des concessions aussi nombreuses sur tel ou tel autre point du projet. «Les pays membres se retrouvent sous pression, obligés de limiter leurs demandes» et de se décider plus rapidement, dit-on de même source.

Entamées en 1986, les négociations de l'Uruguay Round — destinées à libéraliser plus encore le commerce international — achoppent sur un lourd différend entre les Etats-Unis et la CEE. Le gouvernement américain entend obtenir une substantielle modification de la politique agricole commune (PAC). Il entend, notamment, que la CEE réduise ses subventions aux exportations agricoles de 30 % sur cinq ans — ou de 35 % sur dix ans — et prenne les trois dernières années pour période de référence. La Commission de Bruxelles propose une autre période de référence et une réduction de moindre ampleur : 30 % pour la période 1986-1996. Les Européens exigent que les Etats-Unis ne limitent pas les pourparlers à la question agricole et prennent en compte leurs revendications en matière d'exportations de services et de protection de la propriété intellectuelle sur le marché américain.

Les félicitations de M. Hill

En proposant un document complet, qui porte sur la plupart des secteurs du commerce international, et se présente presque comme un ensemble à prendre ou à laisser, M. Dunkel veut bouleverser le jeu et forcer les uns et les autres à aboutir; le *New York Times* titrait lundi sur «Le grand pari du directeur du GATT». M. Dunkel a demandé une première réponse d'ici au 13 janvier, étant entendu que les négociations doivent être bouclées d'ici au 15 avril. Si l'administration américaine a jugé la démarche de M. Dunkel «très positive», elle souligne néanmoins que son document n'est «qu'un projet» et donc suscep-

tible de modifications. Dans un communiqué, M. Carla Hills, la représentante des Etats-Unis à ces négociations, «félicite grandement» M. Dunkel pour son initiative mais relève que le document doit encore être étudié en détail, point par point, avec tous les milieux économiques intéressés, et qu'il vaut mieux «ne pas avoir d'accord pluriel que d'en conclure un mauvais».

Compte tenu du volume du document Dunkel, et de la période des fêtes de Noël, les commentaires des professionnels étaient encore très limités aux Etats-Unis. Le sentiment général est que le document, à l'évidence, va dans le sens des thèses des Etats-Unis sur le différend agricole avec les Européens. Cela a pas empêché le plus important groupe de pression des céréaliéristes américains (l'American farm bureau federation), cité par le *Wall Street Journal*, de juger les propositions Dunkel encore trop conciliantes vis-à-vis des Européens.

Dans le même quotidien, M. Jack Valenti, porte-parole des industriels du cinéma, pousse lui aussi contre le projet du directeur du GATT. Au nom de l'exemption intellectuelle, le projet autoriserait, selon M. Valenti, certains pays à imposer des quotas sur les importations de productions hollywoodiennes. Le secteur des textiles trouverait également beaucoup à redire et celui de l'industrie pharmaceutique jugerait le projet trop laxiste en matière de protection des brevets. Selon le *New York Times*, l'informatique américaine n'aurait, en revanche, qu'à se féliciter des protections prévues en matière de droit de reproduction des programmes informatiques (software copyright), les prestataires de services financiers et le secteur des télécommunications seraient également avec faveur les dispositions les concernant.

ALAIN FRACHON

La Bourse de Paris en 1991 : une fin désespérante

Jusqu'au mois de septembre, tous les espoirs étaient permis. Sans être merveilleuse, l'année allait peut-être permettre d'effacer les séquelles provoquées par l'invasion irakienne au Koweït en août 1990. A la guerre de janvier succédait la perspective d'une reprise économique dans le monde. Si le coup d'Etat avorté contre le maître du Kremlin, M. Mikhaïl Gorbatchev, fit vaciller les marchés le 19 août, l'optimisme reprenait rapidement la dessus.

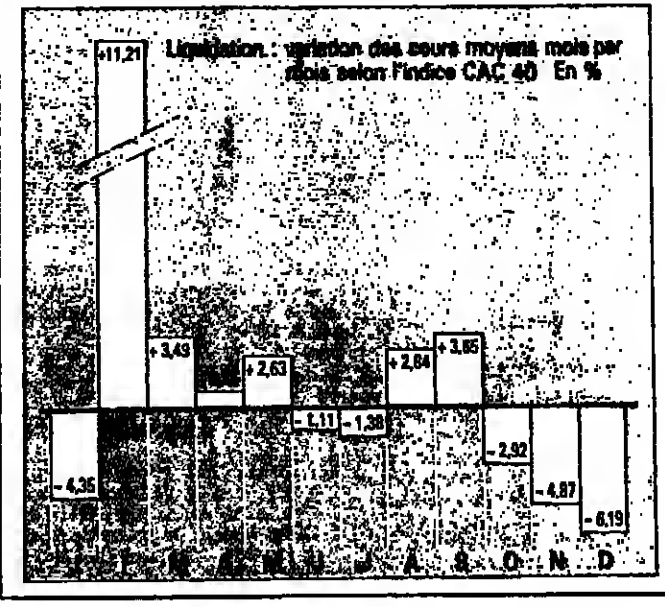
Après avoir culminé à 1 885,35 le 20 septembre, soit un gain de 24,5 % par rapport au début de l'année, l'indice CAC 40 s'est mis à décliner. Et le recul s'est amplifié à mesure que la «sinistrose» gagnait le moral des investisseurs.

L'automne fut rythmé par le craquement de Wall Street à la fin novembre, la poursuite de la récession aux Etats-Unis et l'éclatement de l'Union soviétique, devenue de plus en plus instable. Sans oublier l'atonie de l'économie fran-

çaise. L'entrée dans l'hiver a pris toute sa dimension la semaine dernière avec la hausse des taux allemands, qui a obligé le Banque de France à suivre le mouvement lundi 23 décembre. Ce jour-là s'est achevé le mois boursier de décembre, qui entre gistro, avec 6,19 % de dépréciation, sa plus mauvaise liquidation mensuelle depuis la chute de 21,95 % en août 1990.

Depuis le début de l'année, la progression moyenne des valeurs françaises s'est finalement réduite à 7,52 % et la bourse de la place est revenue à ses niveaux de la mi-février. Ce bilan modeste positif ne parvient même pas à effacer les 24,1 % de baisse de 1990. Une déception pour ceux qui espéraient un redressement spectaculaire connu après le krach de 1987. Les 29,46 % de chute étaient vite oubliés, emportés dans l'euphorie des deux années suivantes (48 % en 1988, 33,3 % en 1989).

D. G.



ÉCONOMIE

Après l'euphorie de Maastricht

La Grande-Bretagne confrontée aux réalités de la crise

L'année 1991 se termine dans la morosité pour M. John Major. Les indices économiques restent dans le rouge et la hausse des taux d'intérêt allemands diminue les marges de manœuvre du gouvernement conservateur, qui doit pourtant trouver les moyens de restaurer la confiance avant les élections législatives.

LONDRES

de notre correspondant

Les soldes monstres affichés par les magasins à quelques jours des fêtes de fin d'année constituent un indicateur parmi d'autres de l'état de santé de l'économie britannique. Les consommateurs se plaignent des effets de la crise « la plus grave » qu'ils aient connue depuis onze ans et affirment que leurs pertes atteignent quelque 11 milliards de livres, soit un peu plus de 100 milliards de francs. Ce bilan, encore provisoire, confirme la chute des dépenses de consommation enregistrée cette année.

Dans un environnement marqué par le chômage et la crise permanente des services publics (santé, éducation, transports), le gouvernement aurait bien voulu que dure l'euphorie née des lendemains du sommet de Maastricht. Il n'en est pas ainsi, et M. John Major est de nouveau brutalement confronté aux réalités domestiques : la « victoire » britannique au sommet européen cède le pas devant 2,5 millions de chômeurs, soit 8,8 % de la population active.

Le nouveau débat qui s'est déroulé la semaine dernière à la Chambre des communes sur les résultats de la rencontre européenne, et qui était censé servir de caisse de résonance au « triomphe » personnel du premier ministre et de son parti, s'est déroulé dans l'indifférence générale. Pis : dans les sondages, le Parti conservateur n'a guère progressé. Sur la durée, les travaillistes continuent de devancer les tories, avec 42 % des intentions de vote contre 39 %. Ce qui pourrait rester de l'événement — telle est en tout cas l'exploitation que compte en faire au cours de la campagne électorale le Parti travailliste — c'est le refus du gouvernement de M. Major d'accorder aux travailleurs britanniques des droits et une protection sociale identiques à ceux dont bénéficient les travailleurs des autres pays de la Communauté.

Pas avant l'été 1992

L'Europe a cessé de constituer un enjeu politique dominant en Grande-Bretagne, du moins dans l'immédiat. La « charte des citoyens », annoncée à grand renfort de publicité par le premier ministre, n'ayant manifestement aucune chance de déchaîner l'enthousiasme des électeurs, restait la reprise de l'économie. Celle-ci aurait pu être mise sur le compte de la sagesse de la gestion conservatrice, face aux risques de dépenses excessives qu'aurait représenté une victoire du Labour. Mais cet espoir s'est évanoui à grande vitesse. Le chômage de l'échiquier. M. Norman Lamont, voit sa crédibilité sérieusement entamée pour avoir trop annoncé le retour d'une reprise qui se fait toujours attendre.

Le produit national brut de la Grande-Bretagne enregistre une baisse d'environ 1,9 % en 1991, et il est très probable que la reprise ne se manifestera pas de façon significative avant le second semestre de l'année prochaine, c'est-à-dire probablement trop tard pour peser sur le scrutin parlementaire. Et le déficit commercial s'est encore creusé, en novembre, pour atteindre 1,2 milliard de livres, contre 1,1 milliard en octobre. M. Lamont a beau souligner que la courbe du chômage grimpe moins vite depuis deux mois, le chiffre

qui retient les Britanniques est celui du nombre de chômeurs supplémentaires (38 900 en novembre). Le TUC (la confédération syndicale) enfonce le clou en soulignant que les jeunes chômeurs de dix-huit à vingt-quatre ans sont 730 000, et le Parti travailliste ajoute que depuis l'arrivée de M. Major au pouvoir 750 000 personnes ont perdu leur emploi.

Puis, dans le Sud-Est de l'Angleterre, le bastion politique des tories, le chômage a augmenté de 117 % en dix-huit mois. Le gouvernement souligne pour sa part que la baisse de la production manufacturière a été enrayée, mais ce signe incontestable du redémarrage de l'économie est contrebalancé par d'autres : l'investissement a chuté de 11 % en 1991 et le nombre des défaillances d'entreprises est passé de 37 831 en 1990 à 60 623 cette année. Le gouvernement peut certes se prévaloir d'une victoire quasi « historique » sur l'inflation — qui atteint 4,3 % en fin d'année, contre 11 % un an avant — mais il est probable que la reprise entraînera une montée des prix.

Il y a plus préoccupant : les sept baisses successives des taux d'intérêt (jusqu'à 10,5 %) n'ont pas entraîné de relance de la consommation. Les ménages ont apparemment mis à profit cette détente du loyer de l'argent pour commencer à réduire un endettement massif (conséquence du « boom » du crédit des années 80), dont le signe le plus tangible est la multiplication des saisies immobilières.

Déficit budgétaire

Tout cela mène à ce que la confiance n'est pas au rendez-vous des échéances politiques. Début janvier, le gouvernement va se réunir à Chequers (la résidence de week-end du premier ministre) pour mettre au point un plan de bataille électorale, afin d'être prêt au cas où il apparaîtrait utile d'avancer la date des élections au mois de mars, à l'époque du budget. Celui-ci comportera un ensemble de mesures destinées à repousser l'initiative sur le terrain de l'économie, c'est-à-dire à favoriser une relance de la consommation. Autant dire que le déficit budgétaire, dont le strict plafonnement était le dogme des « années Thatcher », va se creuser.

Le gouvernement n'a probablement pas d'autre choix. La persistance de la récession aux États-Unis et, plus récemment, la hausse des taux d'intérêt allemands font peser de nouveaux périls sur le livre. La conséquence la plus immédiate de la décision du gouvernement de Bonn est de ruiner par avance tout espoir d'une nouvelle baisse des taux d'intérêt britanniques, laquelle aurait pourtant été très utile.

Il est même possible que le gouvernement britannique soit contraint d'augmenter ses taux d'intérêt pour protéger sa monnaie vis-à-vis du deutschemark, avec lequel le livre est lié par le mécanisme de change du SME (système monétaire européen). Cette solution pourrait elle-même être insuffisante. Londres sera-t-il alors contraint de réclamer un réajustement des parités entre monnaies européennes ? Dans les deux cas — hausse des taux d'intérêt ou réajustement monétaire — l'opposition parlementaire d'une déstabilisation « humiliante », domine sur le plan politique. Quoi qu'il en soit, M. Major ne peut plus se permettre de laisser accroître l'idée selon laquelle, face aux résultats médiocres de sa propre administration, le Labour est le parti de la « compétence économique ».

Dans les semaines et les mois qui viennent, le chef de file de l'opposition, M. Neil Kinnock, compte exploiter les « faiblesses » qu'ont entraînées, selon lui, douze années de politique conservatrice. Et il dispose pour cela de plusieurs thèmes porteurs : notamment la crise du NHS (service national de santé) et celle du système éducatif (selon un récent rapport, 30 % des enfants âgés de sept ans sont incapables de lire et de compter sans aide). Ce n'est pas tout : en avril, les Britanniques recevront les feuilles d'impôt local de la *poll tax*. Celle-ci, notamment en raison des mauvais payeurs, accusera en moyenne une hausse de 11 %.

De quoi entamer une nouvelle révolte populaire, comme celle qui avait grandement contribué à la chute de M. Thatcher.

LAURENT ZECCHINI

MARCHÉS FINANCIERS

NEW-YORK, 23 décembre ↑

Au-dessus des 3 000 points

Après un début de séance en chute libre, la Bourse de New York a terminé sur une note positive. Le Dow Jones a gagné 12,7 points à 2 945,4 points, après s'être effondré de plus de 30 points dans la matinée. Les investisseurs ont été rassurés par le relèvement simultané des taux d'intérêt en France, en Espagne et en Italie. Les investisseurs ont également été rassurés par le relèvement des taux d'intérêt en France, en Espagne et en Italie.

La grande Bourse new-yorkaise a, il est vrai, été gérée par le père Noël avec, d'abord, la décision prise par la Réserve fédérale d'abaisser d'un point le taux d'escompte ramené à 3,5 %, son plus bas niveau depuis novembre 1984, puis l'annonce d'une forte reprise des dépenses de consommation pour novembre (+0,7 %) après un recul de 0,1 % en octobre, la plus importante depuis six mois. Conjointement à ces bonnes nouvelles, le marché a également été rassuré par le relèvement des taux d'intérêt en France, en Espagne et en Italie.

VALEURS	Cours de 20 déc.	Cours de 23 déc.
Alcoa	750	880
Amgen	1 000	1 000
Boeing	1 300	1 300
IBM	2 300	2 300
Microsoft	1 300	1 300
Oracle	1 300	1 300
Sealed Air	1 300	1 300
Yamaha Motor	1 440	1 420

LONDRES, 23 décembre ↓

Tassement

Après un début de séance en chute libre, la Bourse de Londres a terminé sur une note positive. Le Footsie a perdu 12,7 points à 2 945,4 points, après s'être effondré de plus de 30 points dans la matinée. Les investisseurs ont été rassurés par le relèvement simultané des taux d'intérêt en France, en Espagne et en Italie. Les investisseurs ont également été rassurés par le relèvement des taux d'intérêt en France, en Espagne et en Italie.

LONDRES, 23 décembre ↓

Tassement

Après un début de séance en chute libre, la Bourse de Londres a terminé sur une note positive. Le Footsie a perdu 12,7 points à 2 945,4 points, après s'être effondré de plus de 30 points dans la matinée. Les investisseurs ont été rassurés par le relèvement simultané des taux d'intérêt en France, en Espagne et en Italie. Les investisseurs ont également été rassurés par le relèvement des taux d'intérêt en France, en Espagne et en Italie.

LONDRES, 23 décembre ↓

Tassement

Après un début de séance en chute libre, la Bourse de Londres a terminé sur une note positive. Le Footsie a perdu 12,7 points à 2 945,4 points, après s'être effondré de plus de 30 points dans la matinée. Les investisseurs ont été rassurés par le relèvement simultané des taux d'intérêt en France, en Espagne et en Italie. Les investisseurs ont également été rassurés par le relèvement des taux d'intérêt en France, en Espagne et en Italie.

LONDRES, 23 décembre ↓

Tassement

Après un début de séance en chute libre, la Bourse de Londres a terminé sur une note positive. Le Footsie a perdu 12,7 points à 2 945,4 points, après s'être effondré de plus de 30 points dans la matinée. Les investisseurs ont été rassurés par le relèvement simultané des taux d'intérêt en France, en Espagne et en Italie. Les investisseurs ont également été rassurés par le relèvement des taux d'intérêt en France, en Espagne et en Italie.

LONDRES, 23 décembre ↓

Tassement

Après un début de séance en chute libre, la Bourse de Londres a terminé sur une note positive. Le Footsie a perdu 12,7 points à 2 945,4 points, après s'être effondré de plus de 30 points dans la matinée. Les investisseurs ont été rassurés par le relèvement simultané des taux d'intérêt en France, en Espagne et en Italie. Les investisseurs ont également été rassurés par le relèvement des taux d'intérêt en France, en Espagne et en Italie.

PARIS, 23 décembre ↓

Epreuve par les taux

Pour le quatrième séance consécutif, la Bourse de Paris s'est effondrée lundi 23 décembre, dernier jour du terme de décembre, dans un marché calme, déstabilisé par la hausse des taux d'intérêt allemands. En recul de 1,38 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 a chuté avant l'ouverture de Wall Street d'une part de 1,28 %. Toutefois, la journée se terminait sur un recul de 0,91 %. Au cours de l'ouverture, cet indice avait cassé le niveau des 1 820 points considéré par les analystes travaillant sur graphique comme un support à court terme. Il chutait alors de plus de 2 %, vendredi, déjà, le CAC 40 avait fait un recul de 2,12 % après la diminution d'un point du taux de l'argent américain.

Depuis la hausse de Wall Street le 15 novembre dernier, les marchés ont été déstabilisés en raison notamment de l'évolution contradictoire des taux d'intérêt aux États-Unis et en Allemagne. Le CAC 40 a connu une série de hauts et de bas, mais il n'a pas réussi à dépasser le niveau des 1 820 points. Le marché a été déstabilisé par la hausse des taux d'intérêt allemands, qui a entraîné une baisse des taux d'intérêt en France.

Lundi matin, la Banque de France a porté ses taux sur appel d'offres à 9,50 %, un mois après les avoir portés à 9,25 %, et ceux des primes en pension de 10 % à 10,5 %.

TOKYO, 24 décembre ↓

La baisse continue

Après un chômage de trois jours consécutifs de la Bourse de Tokyo, le marché a ouvert mardi 24 décembre. Mais ce n'a pas permis d'écarter le pessimisme. Les investisseurs ont été déstabilisés par la hausse des taux d'intérêt allemands, qui a entraîné une baisse des taux d'intérêt en France.

Lundi matin, la Banque de France a porté ses taux sur appel d'offres à 9,50 %, un mois après les avoir portés à 9,25 %, et ceux des primes en pension de 10 % à 10,5 %.

TOKYO, 24 décembre ↓

La baisse continue

Après un chômage de trois jours consécutifs de la Bourse de Tokyo, le marché a ouvert mardi 24 décembre. Mais ce n'a pas permis d'écarter le pessimisme. Les investisseurs ont été déstabilisés par la hausse des taux d'intérêt allemands, qui a entraîné une baisse des taux d'intérêt en France.

Lundi matin, la Banque de France a porté ses taux sur appel d'offres à 9,50 %, un mois après les avoir portés à 9,25 %, et ceux des primes en pension de 10 % à 10,5 %.

TOKYO, 24 décembre ↓

La baisse continue

Après un chômage de trois jours consécutifs de la Bourse de Tokyo, le marché a ouvert mardi 24 décembre. Mais ce n'a pas permis d'écarter le pessimisme. Les investisseurs ont été déstabilisés par la hausse des taux d'intérêt allemands, qui a entraîné une baisse des taux d'intérêt en France.

Lundi matin, la Banque de France a porté ses taux sur appel d'offres à 9,50 %, un mois après les avoir portés à 9,25 %, et ceux des primes en pension de 10 % à 10,5 %.

TOKYO, 24 décembre ↓

La baisse continue

Après un chômage de trois jours consécutifs de la Bourse de Tokyo, le marché a ouvert mardi 24 décembre. Mais ce n'a pas permis d'écarter le pessimisme. Les investisseurs ont été déstabilisés par la hausse des taux d'intérêt allemands, qui a entraîné une baisse des taux d'intérêt en France.

Lundi matin, la Banque de France a porté ses taux sur appel d'offres à 9,50 %, un mois après les avoir portés à 9,25 %, et ceux des primes en pension de 10 % à 10,5 %.

TOKYO, 24 décembre ↓

La baisse continue

Après un chômage de trois jours consécutifs de la Bourse de Tokyo, le marché a ouvert mardi 24 décembre. Mais ce n'a pas permis d'écarter le pessimisme. Les investisseurs ont été déstabilisés par la hausse des taux d'intérêt allemands, qui a entraîné une baisse des taux d'intérêt en France.

Lundi matin, la Banque de France a porté ses taux sur appel d'offres à 9,50 %, un mois après les avoir portés à 9,25 %, et ceux des primes en pension de 10 % à 10,5 %.

TOKYO, 24 décembre ↓

La baisse continue

Après un chômage de trois jours consécutifs de la Bourse de Tokyo, le marché a ouvert mardi 24 décembre. Mais ce n'a pas permis d'écarter le pessimisme. Les investisseurs ont été déstabilisés par la hausse des taux d'intérêt allemands, qui a entraîné une baisse des taux d'intérêt en France.

Lundi matin, la Banque de France a porté ses taux sur appel d'offres à 9,50 %, un mois après les avoir portés à 9,25 %, et ceux des primes en pension de 10 % à 10,5 %.

TOKYO, 24 décembre ↓

La baisse continue

Après un chômage de trois jours consécutifs de la Bourse de Tokyo, le marché a ouvert mardi 24 décembre. Mais ce n'a pas permis d'écarter le pessimisme. Les investisseurs ont été déstabilisés par la hausse des taux d'intérêt allemands, qui a entraîné une baisse des taux d'intérêt en France.

Lundi matin, la Banque de France a porté ses taux sur appel d'offres à 9,50 %, un mois après les avoir portés à 9,25 %, et ceux des primes en pension de 10 % à 10,5 %.

TOKYO, 24 décembre ↓

La baisse continue

Après un chômage de trois jours consécutifs de la Bourse de Tokyo, le marché a ouvert mardi 24 décembre. Mais ce n'a pas permis d'écarter le pessimisme. Les investisseurs ont été déstabilisés par la hausse des taux d'intérêt allemands, qui a entraîné une baisse des taux d'intérêt en France.

Lundi matin, la Banque de France a porté ses taux sur appel d'offres à 9,50 %, un mois après les avoir portés à 9,25 %, et ceux des primes en pension de 10 % à 10,5 %.

TOKYO, 24 décembre ↓

La baisse continue

Après un chômage de trois jours consécutifs de la Bourse de Tokyo, le marché a ouvert mardi 24 décembre. Mais ce n'a pas permis d'écarter le pessimisme. Les investisseurs ont été déstabilisés par la hausse des taux d'intérêt allemands, qui a entraîné une baisse des taux d'intérêt en France.

Lundi matin, la Banque de France a porté ses taux sur appel d'offres à 9,50 %, un mois après les avoir portés à 9,25 %, et ceux des primes en pension de 10 % à 10,5 %.

TOKYO, 24 décembre ↓

La baisse continue

Après un chômage de trois jours consécutifs de la Bourse de Tokyo, le marché a ouvert mardi 24 décembre. Mais ce n'a pas permis d'écarter le pessimisme. Les investisseurs ont été déstabilisés par la hausse des taux d'intérêt allemands, qui a entraîné une baisse des taux d'intérêt en France.

Lundi matin, la Banque de France a porté ses taux sur appel d'offres à 9,50 %, un mois après les avoir portés à 9,25 %, et ceux des primes en pension de 10 % à 10,5 %.

TOKYO, 24 décembre ↓

La baisse continue

Après un chômage de trois jours consécutifs de la Bourse de Tokyo, le marché a ouvert mardi 24 décembre. Mais ce n'a pas permis d'écarter le pessimisme. Les investisseurs ont été déstabilisés par la hausse des taux d'intérêt allemands, qui a entraîné une baisse des taux d'intérêt en France.

Lundi matin, la Banque de France a porté ses taux sur appel d'offres à 9,50 %, un mois après les avoir portés à 9,25 %, et ceux des primes en pension de 10 % à 10,5 %.

TOKYO, 24 décembre ↓

La baisse continue

Après un chômage de trois jours consécutifs de la Bourse de Tokyo, le marché a ouvert mardi 24 décembre. Mais ce n'a pas permis d'écarter le pessimisme. Les investisseurs ont été déstabilisés par la hausse des taux d'intérêt allemands, qui a entraîné une baisse des taux d'intérêt en France.

Lundi matin, la Banque de France a porté ses taux sur appel d'offres à 9,50 %, un mois après les avoir portés à 9,25 %, et ceux des primes en pension de 10 % à 10,5 %.

TOKYO, 24 décembre ↓

La baisse continue

Après un chômage de trois jours consécutifs de la Bourse de Tokyo, le marché a ouvert mardi 24 décembre. Mais ce n'a pas permis d'écarter le pessimisme. Les investisseurs ont été déstabilisés par la hausse des taux d'intérêt allemands, qui a entraîné une baisse des taux d'intérêt en France.

Lundi matin, la Banque de France a porté ses taux sur appel d'offres à 9,50 %, un mois après les avoir portés à 9,25 %, et ceux des primes en pension de 10 % à 10,5 %.

TOKYO, 24 décembre ↓

La baisse continue

Après un chômage de trois jours consécutifs de la Bourse de Tokyo, le marché a ouvert mardi 24 décembre. Mais ce n'a pas permis d'écarter le pessimisme. Les investisseurs ont été déstabilisés par la hausse des taux d'intérêt allemands, qui a entraîné une baisse des taux d'intérêt en France.

Lundi matin, la Banque de France a porté ses taux sur appel d'offres à 9,50 %, un mois après les avoir portés à 9,25 %, et ceux des primes en pension de 10 % à 10,5 %.

TOKYO, 24 décembre ↓

La baisse continue

Après un chômage de trois jours consécutifs de la Bourse de Tokyo, le marché a ouvert mardi 24 décembre. Mais ce n'a pas permis d'écarter le pessimisme. Les investisseurs ont été déstabilisés par la hausse des taux d'intérêt allemands, qui a entraîné une baisse des taux d'intérêt en France.

Lundi matin, la Banque de France a porté ses taux sur appel d'offres à 9,50 %, un mois après les avoir portés à 9,25 %, et ceux des primes en pension de 10 % à 10,5 %.

TOKYO, 24 décembre ↓

La baisse continue

Après un chômage de trois jours consécutifs de la Bourse de Tokyo, le marché a ouvert mardi 24 décembre. Mais ce n'a pas permis d'écarter le pessimisme. Les investisseurs ont été déstabilisés par la hausse des taux d'intérêt allemands, qui a entraîné une baisse des taux d'intérêt en France.

Lundi matin, la Banque de France a porté ses taux sur appel d'offres à 9,50 %, un mois après les avoir portés à 9,25 %, et ceux des primes en pension de 10 % à 10,5 %.

TOKYO, 24 décembre ↓

La baisse continue

Après un chômage de trois jours consécutifs de la Bourse de Tokyo, le marché a ouvert mardi 24 décembre. Mais ce n'a pas permis d'écarter le pessimisme. Les investisseurs ont été déstabilisés par la hausse des taux d'intérêt allemands, qui a entraîné une baisse des taux d'intérêt en France.

Lundi matin, la Banque de France a porté ses taux sur appel d'offres à 9,50 %, un mois après les avoir portés à 9,25 %, et ceux des primes en pension de 10 % à 10,5 %.

TOKYO, 24 décembre ↓

La baisse continue

Après un chômage de trois jours consécutifs de la Bourse de Tokyo, le marché a ouvert mardi 24 décembre. Mais ce n'a pas permis d'écarter le pessimisme. Les investisseurs ont été déstabilisés par la hausse des taux d'intérêt allemands, qui a entraîné une baisse des taux d'intérêt en France.

Lundi matin, la Banque de France a porté ses taux sur appel d'offres à 9,50 %, un mois après les avoir portés à 9,25 %, et ceux des primes en pension de 10 % à 10,5 %.

TOKYO, 24 décembre ↓

La baisse continue

Après un chômage de trois jours consécutifs de la Bourse de Tokyo, le marché a ouvert mardi 24 décembre. Mais ce n'a pas permis d'écarter le pessimisme. Les investisseurs ont été déstabilisés par la hausse des taux d'intérêt allemands, qui a entraîné une baisse des taux d'intérêt en France.

Lundi matin, la Banque de France a porté ses taux sur appel d'offres à 9,50 %, un mois après les avoir portés à 9,25 %, et ceux des primes en pension de 10 % à 10,5 %.

TOKYO, 24 décembre ↓

La baisse continue

Après un chômage de trois jours consécutifs de la Bourse de Tokyo, le marché a ouvert mardi 24 décembre. Mais ce n'a pas permis d'écarter le pessimisme. Les investisseurs ont été déstabilisés par la hausse des taux d'intérêt allemands, qui a entraîné une baisse des taux d'intérêt en France.

Lundi matin, la Banque de France a porté ses taux sur appel d'offres à 9,50 %, un mois après les avoir portés à 9,25 %, et ceux des primes en pension de 10 % à 10,5 %.

TOKYO, 24 décembre ↓

La baisse continue

Après un chômage de trois jours consécutifs de la Bourse de Tokyo, le marché a ouvert mardi 24 décembre. Mais ce n'a pas permis d'écarter le pessimisme. Les investisseurs ont été déstabilisés par la hausse des taux d'intérêt allemands, qui a entraîné une baisse des taux d'intérêt en France.

Lundi matin, la Banque de France a porté ses taux sur appel d'offres à 9,50 %, un mois après les avoir portés à 9,25 %, et ceux des primes en pension de 10 % à 10,5 %.

TOKYO, 24 décembre ↓

La baisse continue

Après un chômage de trois jours consécutifs de la Bourse de Tokyo, le marché a ouvert mardi 24 décembre. Mais ce n'a pas permis d'écarter le pessimisme. Les investisseurs ont été déstabilisés par la hausse des taux d'intérêt allemands, qui a entraîné une baisse des taux d'intérêt en France.

Lundi matin, la Banque de France a porté ses taux sur appel d'offres à 9,50 %, un mois après les avoir portés à 9,25 %, et ceux des primes en pension de 10 % à 10,5 %.

TOKYO, 24 décembre ↓

La baisse continue

Après un chômage de trois jours consécutifs de la Bourse de Tokyo, le marché a ouvert mardi 24 décembre. Mais ce n'a pas permis d'écarter le pessimisme. Les investisseurs ont été déstabilisés par la hausse des taux d'intérêt allemands, qui a entraîné une baisse des taux d'intérêt en France.

Lundi matin, la Banque de France a porté ses taux sur appel d'offres à 9,50 %, un mois après les avoir portés à 9,25 %, et ceux des primes en pension de 10 % à 10,5 %.

TOKYO, 24 décembre ↓

La baisse continue

Après un chômage de trois jours consécutifs de la Bourse de Tokyo, le marché a ouvert mardi 24 décembre. Mais ce n'a pas permis d'écarter le pessimisme. Les investisseurs ont été déstabilisés par la hausse des taux d'intérêt allemands, qui a entraîné une baisse des taux d'intérêt en France.

Lundi matin, la Banque de France a porté ses taux sur appel d'offres à 9,50 %, un mois après les avoir portés à 9,25 %, et ceux des primes en pension de 10 % à 10,5 %.

TOKYO, 24 décembre ↓

La baisse continue

Après un chômage de trois jours consécutifs de la Bourse de Tokyo, le marché a ouvert mardi 24 décembre. Mais ce n'a pas permis d'écarter le pessimisme. Les investisseurs ont été déstabilisés par la hausse des taux d'intérêt allemands, qui a entraîné une baisse des taux d'intérêt en France.

Lundi matin, la Banque de France a porté ses taux sur appel d'offres à 9,50 %, un mois après les avoir portés à 9,25 %, et ceux des primes en pension de 10 % à 10,5 %.

TOKYO, 24 décembre ↓

La baisse continue

Après un chômage de trois jours consécutifs de la Bourse de Tokyo, le marché a ouvert mardi 24 décembre. Mais ce n'a pas permis d'écarter le pessimisme. Les investisseurs ont été déstabilisés par la hausse des taux d'intérêt allemands, qui a entraîné une baisse des taux d'intérêt en France.

Lundi matin, la Banque de France a porté ses taux sur appel d'offres à 9,50 %, un mois après les avoir portés à 9,25 %, et ceux des primes en pension de 10 % à 10,5 %.

TOKYO, 24 décembre ↓

La baisse continue

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 23 DÉCEMBRE

[illegible]**COMPTANT** (sélection)

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours
Obligations			C.I.T.	1100	1120	Credit	345	249 90	Etrangères		
Emp. Etat 0,84 7/8	123 87	6 14	C.I.M. (R)	2535	....	Orsay (C)	362	351	A.E.S.	730	657 0
Emp. Etat 0,85 3/8	100 05	4 53	Coloban	95	94	Origny-Denain	1408	734	Alcof	380	351
10,80% 7/8 9/4	100 50	5 74	Cogit	389 90	323	Petit Morevaux	7000	....	A.E.S. Ind. Sten.	760	760
Emp. Etat 13,45 3/8	108 70	0 07	Comptex	730	801 0	Petit Morevaux	650	685	Alcatel Alernat.	215 20	314 20
Emp. Etat 12,24 3/4	101 62	2 53	Comptex	5880	5880	Petit Morevaux	180	540 40	American States	915 20	915 20
Emp. Etat 11% 8/8	110 10	1 18	Comptex	331	331 10	Petit Morevaux	605	648	Arhel	510	....
10,26% sans BS	102 15	8 10	Comptex	588	620	Petit Morevaux	230	220	Automat. Mares	115	....
OAT 10% 5/20 02	108 60	5 73	Comptex J.M. Prov.	35	31 60	Petit Morevaux	205	310	Biogen Populaire Esp.	52 00	12820
OAT 9,5% 12/19 97	103 64	0 77	Credit Ind. FCE	145	145	Petit Morevaux	350	318 10	Can. Pacifique	75 10	75
OAT 9,5% 1/19 96	102 78	0 28	Credit Ind. FCE	189	180 50	Petit Morevaux	600	688 0	C.I.P. Corp.	80	51 90
OTT 10,30% 19 95	100 2	0 77	Cu. Unif. (C) Ind.	379	371	Petit Morevaux	1233	1233	Comptex	80	9 80
OTT 11,24 3/8 95	104 55	0 77	Chimie Ind.	351	333	Petit Morevaux	435	430	Comptex	105	795
OTT 10,30% 95	105 29	0 86	Dunlop	700	599	Petit Morevaux	1265	....	Comptex	837	795
OTT 10,25% sans BS	105 29	7 52	Dunlop	1985	1950	Petit Morevaux	535	503	Comptex	105	795
OIA 10 10 25/70	101 40	7 52	Edison	3550	3550	Petit Morevaux	110	....	Comptex	280	....
OIE Bique 5000F.	98 95	4 35	Edison	1000	900	Petit Morevaux	187 50	....	Comptex	187	185
OIE P. 5000F.	98 20	4 35	Edison	1025	1025	Petit Morevaux	300	295	Comptex	174	18
OIE Suez 6000F.	98 60	4 35	Edison	822	824	Petit Morevaux	380	380	Comptex	515	520
OIE 11,25 8/8	101 10	5 14	Edison	208 50	214	Petit Morevaux	182	196	Comptex	975	975
OIE 11/82 5000F.	98 15	4 35	Edison	1200	1835	Petit Morevaux	250	250	Comptex	83	80
OIE 9 1/8 8/8	97 50	5 75	Edison	4200	....	Petit Morevaux	365	376	Comptex	381	....
OIE 10,50% 4/8 95	101 7	9 62	Edison	253	259	Petit Morevaux	608	602	Comptex	185	185
CHAMP FCE 3% 100	128	....	Edison	92	89	Petit Morevaux	185	185	Comptex	275	279 90
CHCA	951	....	Edison	482	481	Petit Morevaux	718	718	Comptex	75 10	75
Comet	....	....	Edison	370	370	Petit Morevaux	402	355	Comptex	124	24 20
Alcatel 6 1/2 % 9/8	540	....	Edison	611	611	Petit Morevaux	128	124	Comptex	310	310
Ly. Elec. ex 5 5/8	751	....	Edison	400	435	Petit Morevaux	520	523	Comptex	19	15 50
Thomson ex 5 1/2 5/8	920	....	Edison	750	750	Petit Morevaux	125	125 50	Comptex	74 10	14 10
			Edison	632	688	Petit Morevaux	148	....	Comptex	8 70	8 30
			Edison	1345	1240	Petit Morevaux	81 10	....	Comptex	352	380
			Edison	2500	....	Petit Morevaux	514	500	Comptex	270	270 50
			Edison	625	618	Petit Morevaux	230 70	319 20	Comptex	154 40	163 20
			Edison	350	350	Petit Morevaux	1250	1250	Comptex	274 80	274
			Edison	605	....	Petit Morevaux	70	65	Comptex	5 95	....
			Edison	334	332 50	Petit Morevaux	2215	2215	Comptex	20 10	20 10

SICAV (sélection)

VALUES	Emission Fraie Incl.	Rachet net	VALUES	Emission Fraie Incl.	Rachet net	VALUES	Emission Fraie Incl.	Rachet net
A.A.	894 94	870 67	Procter...	236 25	272 77	Patek Calatrava	62389 79	62669 79
Alcatel	191 66	181 66	Procter...	21 00	21 00	Patek Calatrava	11025 25	11025 25
Aggregat	703 13	672 84	Procter...	800 07	789 34	Pevey, Exumal	114 91	113 77
Amberg	7501 03	7212 53	Pucierme...	25 06	25 06	Pevey, Exumal	282620 33	282620 33
Asplia	265372 57	265372 57	Pucierme...	11131 14	10958 69	Pevey, Exumal	870 22	848 56
Amplafix	685 61	678 48	Procter...	1580 21	1547 34	Pevey, Exumal	121 25	121 25
Admanges Court	6910 27	6700 27	Procter...	1364 55	1331 37	Pevey, Exumal	774 75	758 61
Amplafix	1163 11	1151 11	Procter...	1441 05	1405 05	Pevey, Exumal	458 80	458 80
Amplafix	363 08	354 22	Procter...	1030 57	1007 56	Pevey, Exumal	5314 33	5261 71
Amplafix	1132 26	1099 28	Procter...	1194 17	1160 12	Pevey, Exumal	1142 36	1125 48
Amplafix	1690 88	1657 73	Procter...	13301 84	13341 84	Pevey, Exumal	817 85	875 94
Amplafix	1657 73	1581 81	Procter...	10912 48	10874 25	Pevey, Exumal	10787 77	10702 12
Amplafix	7591 83	7591 83	Procter...	12655 94	12566 02	Pevey, Exumal	22 37	24 77
Amplafix	128 03	128 03	Procter...	1457 18	1457 18	Pevey, Exumal	623 80	623 80
Amplafix	103 83	101 84	Procter...	15 55	15 55	Pevey, Exumal	1282 82	1744 43
Amplafix	114 13	116 04	Procter...	273 49	269 45	Pevey, Exumal	593 28	572 34
Amplafix	110 61	106 09	Procter...	218 40	209 53	Pevey, Exumal	456 67	473 38
Amplafix	146 16	138 05	Procter...	232 02	212 87	Pevey, Exumal	14350 58	14263 41
Amplafix	113 53	108 46	Procter...	22 02	22 02	Pevey, Exumal	465 05	427 93
Amplafix	108 13	101 98	Procter...	27 18	26 04	Pevey, Exumal	1679 32	1679 32
Amplafix	862 19	848 19	Procter...	234 89	234 89	Pevey, Exumal	1132 77	1132 77
Amplafix	6176 85	6055 94	Procter...	35 82	36 89	Pevey, Exumal	1336 35	1336 35
Amplafix	1256 86	1238 38	Procter...	127 51	121 30	Pevey, Exumal	708 79	638 32
Amplafix	27 07	26 16	Procter...	198 21	190 23	Pevey, Exumal	1776 17	1773 51
Amplafix	1286 59	1237 65	Procter...	214 31	201 55	Pevey, Exumal	627 13	608 86
Amplafix	3365 3	3361 49	Procter...	216 54	216 54	Pevey, Exumal	1001 21	988 54
Amplafix	378 07	378 07	Procter...	1200 73	1200 73	Pevey, Exumal	369 66	369 66
Amplafix	437 07	434 05	Procter...	652 03	6370 80	Pevey, Exumal	610 21	1253 85
Amplafix	1231 96	1207 44	Procter...	11766 46	11696 46	Pevey, Exumal	51 58	588 64
Amplafix	1220 50	1190 78	Procter...	28336 17	28265 51	Pevey, Exumal	316 48	376 12
Amplafix	748 46	716 17	Procter...	97 66	91 77	Pevey, Exumal	238 75	209 59
Amplafix	894 43	855 96	Procter...	2191 99	2176 37	Pevey, Exumal	417 88	401 73
Amplafix	264 43	254 66	Procter...	2352 33	2352 33	Pevey, Exumal	51 81	114 27
Amplafix	100 37	100 37	Procter...	518 35	530 34	Pevey, Exumal	561 1	935 30
Amplafix	1052 42	1026 64	Procter...	671 05	651 51	Pevey, Exumal	301 55	238 19
Amplafix	123 02	126 34	Procter...	167 12	167 12	Pevey, Exumal	974 20	953 14
Amplafix	246 61	244 18	Procter...	104 66	99 58	Pevey, Exumal	1710 90	1187 16
Amplafix	227 63	214 95	Procter...	55 99 61	55 99 61	Pevey, Exumal	956 62	925 87
Amplafix	594 82	582 82	Procter...	6542 15	6542 15	Pevey, Exumal	245 80	245 80
Amplafix	649 82	649 82	Procter...	6781 07	6781 07	Pevey, Exumal	245 80	245 80
Amplafix	27519 12	27519 12	Procter...	78629 37	78629 37	Pevey, Exumal	9819 34	9819 34
Amplafix	2235 82	2235 82	Procter...	1294 04	1292 10	Pevey, Exumal	741 32	741 32
Amplafix	2019 82	1953 58	Procter...	146 46	142 01	Pevey, Exumal	1355 79	1312 11
Amplafix	2745 63	2745 63	Procter...	27272 08	27272 08	Pevey, Exumal	963 87	935 75
Amplafix	227 18	227 18	Procter...	111 18	111 18	Pevey, Exumal	630 70	630 70
Amplafix	3448 83	3448 83	Procter...	117 25	114 11	Pevey, Exumal	62 07	63 44
Amplafix	4410 75	4459 50	Procter...	7569 97	7494 9	Pevey, Exumal	146 78	140 48
Amplafix	2677 67	2589 51	Procter...	1111 86	1092 10	Pevey, Exumal	1233 69	1221 48
Amplafix	1059 59	1049 10	Procter...	1252 48	1213 23	Pevey, Exumal	12784 13	12784 13
Amplafix	843 93	834 93	Procter...	1655 16	1655 16	Pevey, Exumal	12309 44	12309 44
Amplafix	6911 14	6811 14	Procter...	67102 82	67103 82	Pevey, Exumal	5040 51	5040 51
Amplafix	85 44	85 44	Procter...	1029 31	1018 12	Pevey, Exumal	421 96	406 71
Amplafix	86811 04	86811 04	Procter...	11611 49	11611 49	Pevey, Exumal	550 18	520 29
Amplafix	190 21	186 13	Procter...	78 70	77 42	Pevey, Exumal	598 28	581 62
Amplafix	1132 88	1132 88	Procter...	142 16	142 16	Pevey, Exumal	666 89	646 21
Amplafix	120 63	120 63	Procter...	146 12	142 16	Pevey, Exumal	68 98	69 02
Amplafix	1068 10	1059 34	Procter...	141 13	142 16	Pevey, Exumal	138 18	126 37
Amplafix	1241 80	1217 17	Procter...	2528 29	2491 60	Pevey, Exumal	11097 39	10986 28
Amplafix	426 48	416 04	Procter...	1261 80	1208 29	Pevey, Exumal	118 54	116 44
Amplafix	1228 90	1218 42	Procter...	126 80	126 80	Pevey, Exumal	1239 10	1239 10
Amplafix	808 11	808 11	Procter...	129 12	129 12	Pevey, Exumal	56 98	57 25
Amplafix	808 11	808 11	Procter...	129 12	129 12	Pevey, Exumal	121 32	126 62

	Marché libre de l'or
--	-----------------------------

[illegible]

Landers	985 38	957 65	Crackton
lyn	1107 33	1080 32	Orvalor
Em	5006 17	5725 15	Reuben C...

Europe Nord	1308 82	1775 16	Paribas Capitalisation	19597 85	198329 19	Univers Assurances	1141 86	1110 05
France	13791 11	13791 11	Paribas Epargne	120 82	115 89	Univers-Oboligos	1841 01	1769 71
France-Golf	8738 56	2002 55	Paribas Penalties	545 28	523 16	Value	1676 32	1914 35
France Garantie	240 65	270 52	Paribas Reverses	48 42	34 42	Vitalis	51138 11	51112 15
France Index Effic	36 04	54 01	Paribas Reverses	127 91	127 91			
France Investiss	393 31	334 54	Paribas	628 54	596 61			
France Obligations	478 52	478 52	Placements A	1378 15	1259 08			
France	413 30	413 28	Placements J	6336 51	6521 61			
France Parts	100 18	37 04	Placements M	46076 34	43940 44			
France-Regions	1143 05	1101 85	Placements Nord	908 26	901 55			
France-Scand	32 16	32 16	Placements	1077 17	1050 50			
Franch-Dir	40 07	38 48	Platinette	122 91	119 23			
Franch-Droit	136231 90	136231 90	Poste Croissance	209 13 71	20952 82			

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**
Renseignements :
46-62-72-67

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché normal

MARCHÉS FINANCIERS

Les remous dans le système monétaire

Les banques relèvent de 10 % à 10,35 % leur taux de base

Le taux de base des banques (TBB) est passé de 10 % à 10,35 %, à la suite du relèvement des taux directeurs de la Banque de France, portés, lundi 23 décembre, de 9,25 % à 9,60 % pour les appels d'offre et de 10 % à 10,50 % pour les prêts de pension à cinq-dix jours (*Le Monde* du 24 décembre). Ce relèvement, en effet, renchérit le coût des ressources des établissements, qui se refinancent de plus en plus sur le marché interbancaire, dont les niveaux sont très influencés par les taux directeurs de l'institut d'émission. Le TBB, ramené de 10,25 % à 10 % le 17 octobre dernier, après l'abaissement des taux directeurs, avait été maintenu à ce niveau après le relèvement de ces mêmes taux directeurs, le 13 novembre suivant.

La Banque de France avait compensé le manque à gagner des ban-

ques à ce moment-là en abaissant d'une dizaine de milliards de francs les réserves obligatoires et oco rémunérées constituées par les banques auprès d'elle. Cette fois-ci, une telle mesure est devenue techniquement difficile, ce qui a incité les établissements à immédiatement relever leur TBB. Ce dernier s'applique à 17 % des prêts bancaires, soit 300 milliards de francs, accordés essentiellement aux PME et aux particuliers, le taux des autres 83 % étant indexé sur le loyer de l'argent du marché interbancaire, qui a augmenté de près d'un demi-point. Entreprises et particuliers se trouvent donc pénalisés, tout au moins pour le court terme. Les crédits à long terme, en revanche, ne sont pas touchés, l'abaissement du coût de leur financement depuis un an n'étant pas remis en question.

F. R.

Exor et la Société générale sont dispensés d'OPA sur Perrier

Exor et la Société générale sont dispensés de lancer une offre publique d'achat (OPA) sur Perrier. Ainsi en a décidé le Conseil des Bourses de valeurs (CBV), qui leur a accordé une dérogation lundi 23 décembre. Les autorités boursières ont admis les arguments présentés par les deux groupes : le seul du tiers du capital de Perrier a été franchi non pas le 30 mai 1990 comme envisagé par le CBV, mais le 30 septembre 1987. Or, à cette époque, il n'existait pas

de réglementation obligeant à lancer une OPA. Exor et la Société générale, qui ont acquis (entre le 1^{er} janvier et le 31 août 1990) 2 % supplémentaires de Perrier, ne sont pas obligés de lancer d'OPA, ayant déjà le contrôle de fait de la société en disposant de plus de 40 % des voix exprimées aux assemblées générales de Perrier. Le CBV a toutefois « exprimé sa désapprobation » devant le flou entourant jusqu'à présent l'actionnariat du groupe.

M. François Essig chargé d'une expertise sur la délocalisation de l'INPI. M. François Essig, ancien délégué à l'aménagement du territoire et ancien directeur général de la chambre de commerce et d'industrie de Paris, a été chargé d'une expertise sur la délocalisation de l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) prévue à Lille.

Il n'est pas douteux que cette personnalité est à même de donner un éclairage objectif sur tous les problèmes politiques, financiers et sociaux que pose cette délocalisation, à l'indicateur l'INPI, dans un communiqué le 20 décembre, qui ajoute que le choix de M. Essig a été fait en accord avec les services du ministère de l'Industrie.

La fait plus de doute, du moins pour le personnel de La 5, que le responsable du naufrage est celui à qui l'on avait confié le barre. Erreur de navigation ou sabotage soigneusement programmé ? La ministre de la communication, M. Georges Kléjmen, panche pour la seconde hypothèse et s'étonne « qu'un opérateur aussi important que le groupe Hecht, parfaitement conscient des réalités économiques, parfaitement informé du cadre de la réglementation, ait pu, comme par inadvertance, laisser sa courbe de 1 milliard et plus, auquel il n'aurait point songé ».

Avant la guerre du Golfe, des signes auraient dû déjà alerter le personnel de la chaîne et la tunelle. D'abord, la volonté de « désharmoniser » : changement de locaux, de génériques, de présentateurs — des millions de francs dépensés pour l'habillage, au détriment du contenu. Puis, la recherche d'une synergie entre les rédactions d'Europe 1 — outil choyé parce que faisant partie du bagage — et de La 5 — outil dévoté parce que légué par le prédécesseur. Lors de la fusion des bureaux des correspondants d'Europe 1 (statutaires) et des correspondants de La 5 (ignores), il était facile de deviner les quelques disparités lorsqu'on s'apercevait, comme par inadvertance, d'un double emploi. A l'évidence, le « grand nettoyage » actuel était planifié, au moins depuis le début de l'année.

Mais l'opération « Tempête du désert » chambardait ce bel ordonnancement : était-il possible de « reformater », au moment où l'angoisse du public produisait des audiences inégalées ? Pour Hecht, l'événement était fort malencontreux. D'autant que l'après-guerre ne permettait pas non plus de mettre en place la

COMMUNICATION

Un point de vue sur la crise de La 5

« Comme par inadvertance »

par Olivier Warin

peloton : exécute-t-on une rédaction qui s'est honorablement comportée sous les Scud ? A moins que...

A moins de discréditer cette rédaction. En effet : « Haro sur les reporters », selon un procédé éprouvé outre-Atlantique. Deux reporters de La 5, présents à Bagdad, professionnels reconnus, furent accusés de malversations. Il s'agissait de créer un précédent : les deux reporters, terrorisés par la face-à-face avec une puissance multinationale, clouée au pilori, entraînaient leurs camarades dans le sillage gluant de la diffamation. Mais la manœuvre échoua du fait de l'inconsistance des « preuves » et la « charrette » fut retardée.

Il fallait donc se résoudre à couler la chaîne, afin qu'une solution type « radeau de la méduse » paraisse inéluctable, voire légitime, aux yeux de tous. Ici, les mots « comme par inadvertance » de

M. Kléjmen prennent toute leur dimension : récemment encore, La 5 recrutait Michel Cardoze, Denis Vincent, Marie-Laure Augry... Ces démissions de la finance ne se valent-elles pas où ils en étaient ?

Le président de la chaîne comptait pourtant faire « passer la pilule ». M. Yves Sabouret convoquant, il y a trois jours, cinq cent soixante seize futurs chômeurs, n'écrit-il pas : « Je vous ai en mesure de vous expliquer comment nous comptons nous battre, avec votre soutien, pour sauver La 5 et assurer son avenir ». Le « géomètre », une fois de plus, sous-estimait le « sismographe » : là où les technocrates ont failli avec leurs bilans, les journalistes réussissent avec leur révolte et l'audience du journal grimpe. L'analyse glorieuse des comptes aboutissait à ce paradoxe : l'ingrédient essentiel d'une télévision, c'est son âme. Son âme, et sa

mémoire. La 5, en sa brève existence, détiendrait un triste record : deux journalistes tués — Vincent Albasini, dans les sables du désert, et Jean-Louis Calderon, sous les charnières d'un char roumain, il y a deux ans, jour pour jour. « Comme par inadvertance », tous deux étaient possédés par la passion de leur métier, par leur foi en La 5. Aujourd'hui, c'est comme s'ils mouraient une deuxième fois. A La 5, il y a une sorte de fatalité : tristes sont les Noëls.

Olivier Warin, grand reporter à La 5 et membre (FO) du comité d'entreprise, a couvert notamment la guerre du Golfe. Sanctionné par la direction de la chaîne pour notes de frais « excessives », pendant son séjour à Bagdad, son licenciement avait été demandé, mais refusé par l'inspection du travail. Un autre reporter, Jean-François Renoux, licencié pour les mêmes motifs, a cité La 5 devant les prud'hommes.

La Société française de production filiale ses activités

La Société française de production (SFP) a annoncé lundi 23 décembre la modification de ses structures juridiques dans le but d'accueillir des partenaires industriels et financiers, français et étrangers, dont les noms ne sont pas encore connus. Cette société du secteur public est désormais composée d'un holding de tête contrôlant neuf filiales : SFP Production, SFP Toonages, SFP Vidéo, SFP Décoration, SFP Plateaux, SFP Post-Production Film, SFP Post-Production Vidéo, SFP Costumes et SFP Equipement — chacune centrée autour d'un métier. Selon M. Jean-Pierre Hoss, PDG de la SFP, la recherche de partenaires

extérieurs est essentielle à la reconquête de parts de marché. « On raisonne toujours comme si la SFP était seule à rencontrer des difficultés. Or, partout, en France et à l'étranger, d'autres sociétés cherchent également à s'adapter et à s'associer pour l'ouverture des frontières de 1993. » Selon M. Hoss, « la compétitivité de la SFP s'est accrue en 1991 » : malgré une baisse du chiffre d'affaires (environ 820 millions de francs contre plus de 900 millions en 1990), le déficit d'exploitation sera réduit. Au plan comptable, les pertes 1991 sont estimées à environ 260 millions de francs contre 470 millions en 1990.

Décès de Francis Lara, ancien directeur de l'information à l'AFP. — Francis Lara, directeur de l'information de l'Agence France-Presse (AFP), avant de prendre en 1985 la direction du bureau de l'Agence à Rome, est décédé à Paris, dans la nuit du 19 au 20 décembre. Il était âgé de soixante-six ans.

Inté le 3 août 1925 à Paris, licencié en anglais, Francis Lara est entré en 1946 à l'AFP, d'abord au bureau de Londres, puis à Hongkong, à Pékin et à Washington, où il dirige le bureau de l'AFP de 1960 à 1971. Nommé ensuite à Rio-de-Janeiro, il revient au siège parisien comme rédacteur en chef en 1978 et est nommé directeur adjoint de l'information en 1979, puis directeur de l'information trois ans plus tard. En 1983, il est nommé par intérim adjoint au PDG de l'AFP, M. Henri Pigeat. Il rejoint le bureau de Rome en 1985. Ancien de la 2^e DB, Francis Lara était officier de la Légion d'honneur.

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde des Secteurs de Pointe

ingénieur chargé de l'enregistrement de bord
H/F

L'ÉQUIPE



L'AGENCE SPATIALE EUROPÉENNE RECHERCHE POUR SON CENTRE EUROPÉEN DE RECHERCHE ET DE TECHNOLOGIE SPATIALES (ESTEC) SITUÉ À NOORDWIJK AUX PAYS-BAS, DANS LE DÉPARTEMENT OBSERVATION DE LA TERRE, UN INGENIEUR CHARGÉ DE L'ENREGISTREUR DE BORD.

Il suivra et supervisera les activités industrielles nécessaires à l'exécution en temps utile des approvisionnements conformément aux spécifications et plans applicables des enregistreurs de bord des futures plates-formes polaires d'observation de la terre. Il apportera son soutien aux activités d'assemblage, d'intégration et de vérification de la performance des enregistreurs ou niveaux satellite, y compris en vol.

Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme universitaire d'ingénieur en électricité ou en mécanique et avoir une certaine expérience de la conception et de la réalisation d'équipements électroniques de type analogique et numérique ou de mécanismes. Une bonne connaissance de l'anglais ou du français est exigée ; une certaine connaissance de l'autre de ces deux langues est souhaitable.

Les conditions d'emploi sont celles offertes par les Organisations Internationales et comprennent prestations familiales, indemnités d'expatriation et d'installation, système de sécurité sociale et régime de pensions.

Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae détaillé en anglais ou en français et de la référence 16/12 de cette annonce, doivent être adressées au Chef du Personnel, ESTEC Keplerlaan 1, 2201 AZ Noordwijk (ZH) (Pays-Bas).



AGENCE AILE

36 15
LM

3615 LM vous permet de consulter un mois d'offres d'emploi parues dans *Le Monde*. Les annonces présentes sur 3615 LM sont mises à jour quotidiennement.



EUMETSAT, the European Organisation for the Exploitation of Meteorological Satellites, created in 1986 by 16 European Member States is located in Darmstadt, near Frankfurt, Germany.

The organisation is now preparing its future programmes including satellite systems in polar and geostationary orbit and is rapidly increasing its staff. Well qualified candidates (male & female) are invited to apply for the following posts:

- Quality Assurance Engineer

to urgently establish a full Quality Assurance System. This System will be applied to hardware procurement and software development in the areas of satellite flight equipment, satellite ground support equipment, satellite control centres, ground stations and data processing facilities. The Quality Assurance Engineer will have the responsibility to create this system and implement it. In the first instance, on the Meteosat Transition Programme. Within this Programme, a satellite is being procured for launch in 1995 and a complete ground system is being established to support the satellite operations.

This is a highly responsible and critical task, requiring a well qualified Engineer with relevant experience in the European space industry.

- Technical Planning Coordinator

to assist the Head of Technical Department in planning and coordinating of existing and new satellite programmes. This involves in particular preparatory activities relating to the definition and implementation of the programme proposals for the future programmes, assistance in internal management meetings and preparation of budgetary inputs.

The position requires a sound knowledge in management planning applied to Space Programmes.

- Administrative Assistant/Secretary for the Technical Department

to provide administrative and secretarial support which includes international correspondence, preparation of international meetings and other usual secretarial tasks. Excellent secretarial and organisational skills with experience in the use of a PC is mandatory.

Possible candidates for these posts must be nationals of the EUMETSAT Member States (B, DK, E, SF, F, D, GB, GR, IRL, I, NL, N, P, S, CH, T) and should be fluent in one of the official languages of EUMETSAT (English/French) together with a working knowledge of the other language.

Contracts will be awarded for an initial period of four years. The salaries are attractive and in line with other European Organisations.

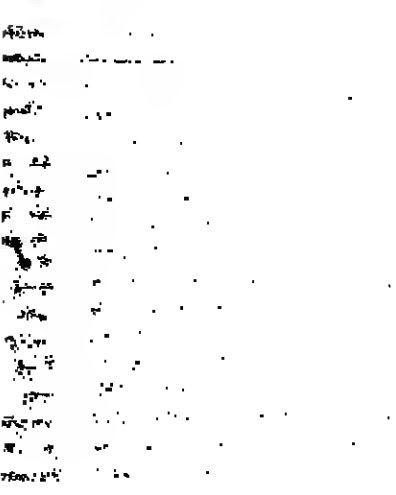
Applications (CV and covering letter) should be mailed to:

EUMETSAT - Per 1414 - Personnel & General Administration Officer
Am Elfengrund 45 - D-6100 Darmstadt-Eberstadt - Germany.

CONTESSE

inadvertance

QUESTIONS



Seules, les régions allant de la Normandie au nord de la Seine jusqu'au nord-est seront affectées par des passages nuageux, avec cependant de belles éclaircies. Le mistral et la tra-

Les températures minimales seront en baisse. Elles avoisineront 0 à - 3 degrés en général, jusqu'à 5 à 7 degrés sur le pourtour méditerranéen.



EUMETSAT



$\frac{d}{dt} \left(\frac{\partial L}{\partial \dot{x}} \right) = \frac{\partial L}{\partial x}$

2. 1990年12月，在《中国环境报》上刊登了“中国环境报”

IMAGES

PIERRE GEORGES

Le route des sports d'hiver ne sera pas coupée! Dieu, quelle effeire, il neige en décembre. Mais que fait donc le

gouvernement ? L'en dernier à même époque, ce n'était que plaintes et gémissements, la catastrophe, on skiait sur les cailloux, Noël noir. C'est année, cauchemar, plaintes et gémissements, on skie en voiture et en train, Noël blanc. C'est dire, mais cela on le savait déjà, qu'il y a une nuée de saisons.

Du moins plus de saisons pour une société qui a perdu le plus élémentaire sens des intempéries. Car ce qui est arrivé, et que les télévisions ont montré, cette formidable thrombose blanche, autant d'avancées, autant de régressions. Seule la télévision n'avait pas cessé d'annoncer, de le répéter, de le crier. En un mot de le faire savoir. Sur tous les tons, risque d'avalanche, accès difficile, équipements spéciaux, plan rouge.

l'heure, c'est l'heure. Quand c'est tout, c'est tout. Des milliers, des centaines, des milliers d'automobilistes qui n'ont pas de Meudonville à Meudon-gare sur une rue damée et glissante, se sont attaqués à la montagne. Pensez, ils avaient leurs pneus-cloüs, leurs pneus-neige, les chaînes achetées à la station-service de l'autoroute.

Reiser, en son temps, avait commis un dessin où l'on voyait un as du volant, véhiculer, à toute allure sur une route moutonnée, sa grand-mère terrifiée. Et il ne cessait de lui répéter : « A pas peur, même, j'ai mes pneus pleins! » Jusqu'à l'arbre au sortir d'un virage.

neige, masse molle et insurmontable. Les chaise-neige qui n'ont jamais été des chasse-tempête de neige, firent ce qu'ils pouvaient. C'est à dire rien puisque précisément il leur faut des heures et des heures, à eux aussi pour simplement passer.

C'est ainsi. La montagne n'est pas si domestiquée qu'elle ne finisse par se venger. Certains maîtres de stations de sports d'hiver, fustigement hypocrites, ont ronchonné contre les autorités. Les naufragés en ont été quittes pour une peur blanche ou une colère noire. Et pour une rencontre imprévue avec la solidarité montagnarde.

Seulement voilà : quend c'est

A pas peur! Jusqu'au mur de

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :
 ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

TF 1

LA GALE KANTERBRAU
BONNE ANNÉE
FELIZ AÑO

20.45 Comédie musicale : *Le Cadeau de Noël*. Avec Dorothy, Ariane, Jacky Corbier, Patrice Prêboist, Carlos, Patrick Roy, Jean-Pierre Foucault, les Forbans, Laurence Compagnon, Fabienne Egal, Evelyne Leclercq...

23.55 Présentation des fêtes de la Nativité

0.00 Messe de minuit. En direct de la Haute-Savoie. Tony-Garnier, à Lyon.

A 2

20.50 Cinéma :
Les diamants sont éternels. ■
Film britannique de Guy Hamilton (1971).

22.45 Divertissement :
Noyeux Joël, Smaïn !
Présenté par Smaïn et Jean-Luc Delarue.

0.00 Messe de minuit.
En direct et en Eurovision de l'église Saint
Martin de Belleville (Savoie).

FR 3

20.45 Dessins animés :
Spécial Tex Avery (v.o.).

21.35 Soirée spéciale :
Dis monsieur, c'est quoi la paix?
Reportages : Dis monsieur, c'est quoi
paix? ; Cris de vérité ; Cécitances.

22.55 Journal et Météo.

TF 1

15.15 **Cinéma : Les Cinquante-Cinq Jours de Pékin.** ●●
Film américain de Nicholas Ray (1963).
17.45 **Diversissement : Vidéo gag.**
18.00 **Série : Tarzan.**
18.30 **Jeu : Une famille en or.**
19.00 **Feuilleton : Santa Barbara.**
19.25 **Jeu : La Roue de la fortune.**
19.50 **Tirage du Loto (et à 20.40).**
20.00 **Journal, Tiercé, Tapis vert et Météo.**
20.50 **Variétés : Sacré soirée.**
22.45 **Cinéma : Honoré de Marseille.** □
Film français de Maurice Regamey (1956).

A 2

- 15.10 Variétés : La Chance aux chansons.
- 16.00 Flash d'informations.
- 16.05 Jeu :
Des chiffres et des lettres juniors.
- 16.25 Magazine : Giga.
- 17.55 Dessin animé : Tiny Toons.
- 18.20 Série : Mac Gyver.
- 19.10 Jeu : Question de charme.
- 19.40 Divertissement : Caméra indiscreté.
- 19.59 Journal, Journal du soir et Météo.
- 20.50 Téléfilm : Les Rituels.
- 22.25 Magazine : Musiques au cœur.
- 0.00 Oubli-boutte : La Belle Héloïse.
Oubli-boutte au trois actes de Jacques
Quenec'h.

FR 3

16.30 ► Les Chemins de la découverte.
18.00 Magazine : Une pêche d'enfer.
18.30 Jeu : Questions pour un champion spécial Juniors.
19.00 Le 19-20 de l'information.
 De 19.12 à 19.35, le journal de la région
20.00 Un livre, un jour.
France romane, de Raymond Oursel.
20.10 Divertissement : La Classe.

**BEST OF NULLE PART AILLEURS
A 19H30 EN CLAIR.**

1991

Le film d'Arthur et la Grande croix
Le film d'Arthur et la Grande croix
Le film d'Arthur et la Grande croix

CANAL+

1991

CANAL+

Le solde positif pour le deuxième mois consécutif

La France enregistre un nouvel excédent commercial en novembre

Le France a enregistré en novembre, pour le deuxième mois consécutif, un solde commercial positif. Certes, l'excédent est bien plus modeste que celui du mois d'octobre : 533 millions de francs (en données corrigées des variations saisonnières) contre 6,6 milliards, selon les statistiques publiées mardi 24 décembre par la direction des douanes. Mais cette annonce tombe à point nommé, au lendemain de celle d'un relèvement des taux d'intérêt français, dans le sillage de l'Allemagne (le Monde du 24 décembre). Si la croissance économique tarde à repartir, et si les taux d'intérêt maintiennent, le solde commercial, lui, s'améliore.

Bien que plus modeste qu'en octobre, au moins le solde commercial de novembre ne prend pas en compte plusieurs opérations exceptionnelles (dont l'expédition d'un satellite en Guyane) à l'origine de l'excellent résultat du mois précédent. Il convient cependant de noter que le mois dernier les ventes d'Airbus ont été particulièrement élevées : 19 appareils ont été vendus, pour une somme de 5 milliards de francs, contre 13 avions en octobre, et une moyenne de 11 au cours des dix premiers mois de l'année. D'où un solde industriel (y compris matériel militaire) excédentaire de 1,3 milliard en novembre, à comparer avec un déficit mensuel moyen de 3 milliards cette année.

Cette fin d'année 1991 confirme aussi le net redressement de nos échanges avec la CEE : en novembre, un excédent de 2,5 milliards de francs a été enregistré, alors qu'en 1990 le déficit moyen atteignait chaque mois 3,2 milliards de francs. Au sein de la CEE, les échanges franco-allemands sont désormais proches de l'équilibre ; le déficit français a été limité à 300 millions de francs le mois dernier, alors qu'il atteignait chaque mois en moyenne 3,5 milliards en 1990 et 5 milliards l'année précédente.

En revanche, le commerce avec les États-Unis évolue de plus en plus au désavantage de la France, et la chute actuelle du dollar risque d'accentuer cette tendance. Un déficit bilatéral de 4,1 milliards a été enregistré en novembre, contre une moyenne mensuelle de 3,9 milliards cette année, 2,8 en 1990, et 1,7 en 1989.

Les résultats du commerce extérieur pour l'ensemble de 1991 ne seront connus que fin janvier. Mais il est d'ores et déjà certain que, grâce à la reprise des exportations vers l'Allemagne (conséquence de la réunification) et plus généralement aux gains de parts de marché de la France, le déficit sera inférieur à 35 milliards, un résultat bien meilleur que celui de 1990 (-49,5 milliards).

BOURSE DE PARIS

Matinée du 24 décembre

Une vigoureuse reprise

La nouvelle année boursière a commencé ce mardi 24 décembre, première séance du terme à fin janvier, les valeurs françaises se sont littéralement envolées. Dès l'ouverture, l'indice CAC 40 grimpa d'un coup de 1,71 %. C'est à peine s'il devait un court instant calmer ses ardeurs avant de les renouveler. Aux alentours de 11 heures, son avance atteignait 2,62 %. Bel effort ! Il est vrai qu'outre le facteur technique et le brusque flambement de Wall Street les investisseurs ont en même temps appris que pour la deuxième fois consécutive la balance du commerce extérieur français était excédentaire de 533 millions de francs, pour novembre.

Hausse (entre 8 % et 15 %) de Bafip, Nouvelles Galeries, Erap-Elf.

Mort du compositeur

Ernst Krenek

Le compositeur d'origine autrichienne Ernst Krenek est mort le dimanche 22 décembre à Palm-Springs (Californie). Il était âgé de quatre-vingt-neuf ans. Auteur de deux cent quarante œuvres, Ernst Krenek est un amateur de dissonances et de surprises. Ses fugues, ses opéras, ses ballets, ses symphonies, ses pastiches, comme le *Saut par-dessus les ombres*, en 1924, parodie d'Offenbach et mélange de danses à la mode, ou *Johnny même le jeu*, avec lequel il connaît son plus grand succès en 1927. Entre ces deux diversissements, Krenek a écrit un *Orphée* et *Eurydice* teinté d'expressionnisme noir. Après 1927, il signe un acte vériste (*Le Dilemme*), une fable (*Le Royaume mystérieux*), une grosse farce, *Le Poids lourd* ou *la Vie d'Oreste*, opéra mêlé de surréalisme et de tragédie grecque.

SOMMAIRE

DÉBATS

Europe : « Un défi aux Eglises », par Paul Valadier ; « Une puissance insaisissable », par Paul Thibaud, 2

ÉTRANGER

Géorgie : de violents cambriols se poursuivent à Tbilissi... 3
Yougoslavie : l'Allemagne reconnaît la Slovénie et la Croatie... 3
Pologne : le gouvernement de M. Olszowski se donne comme priorité la lutte contre le chômage... 4
Le Japon revendique un siège de membre permanent au Conseil de sécurité... 4
La campagne électorale pour les législatives en Algérie... 5-6
Les perspectives d'accord de paix au Salvador... 5

POLITIQUE

Le précédent de 1972 souligne les risques d'un référendum sur les accords de Maastricht... 7
Bibliographies : De Gaulle toujours, 7

SOCIÉTÉ

M. Marchand annonce une série de mesures pour la police nationale, 8
Un an ferme et 600 000 F requis contre M. Médéric... 8
Une barque funéraire vieille de cinq mille ans découverte en Haute-Egypte... 8
Diagonales, par Bertrand Poirot-Delpech : Lampions de Noël... 8

SCIENCES • MÉDECINE

« Clio, un nouveau venu, fait son entrée dans le grand bestiaire des totems » : L'équipe qui envahit les fonds marins entre Manton et Toulon menace l'équilibre de la Méditerranée... 10

terrénée : Les nouvelles Merveilles : « Mucoviscidose : l'approche génétique », 10 à 12

CULTURE

Musiques : Arnaud Petit au Centre Georges-Pompidou... 13
Le bilan du vingtième Festival d'Automne... 13
Exposition : Objets de terre, d'Antoni Tàpies... 13

ÉCONOMIE

Une fin d'année décevante pour la Bourse de Paris... 15
Un accord est signé avec les infirmières libérales et les cliniques... 15
La Grande-Bretagne confrontée aux réalités de la crise économique... 16
Le relèvement du taux de base des banques... 18

COMMUNICATION

Crise de La 5 : « Comme par inadvertance », par Olivier Wain... 18

Services

Abonnements... 2
Annonces classées... 18
Carnet... 9
Marchés financiers... 16-17
Météorologie... 19
Mots croisés... 9
Radio-Télévision... 19
Spectacles... 14

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 24 décembre 1991 a été tiré à 447 937 exemplaires.

Nouvelles révélations sur les pratiques du régime communiste Est-allemand

Des dissidents de l'ex-RDA collaboraient avec la Stasi

M^{me} Vera Wollenberger, députée du Neues Forum (Nouveau Forum) au Bundestag et l'une des figures de proue de l'ancienne dissidence est-allemande, a appris le semaine dernière que son mari, avec lequel elle avait partagé en 1988 un an d'exil à Londres, servait d'informateur à la Stasi. Plusieurs autres personnalités, a priori au-dessus de tout soupçon, ont récemment été accusées d'avoir collaboré avec la police politique du régime communiste.

BERLIN

de notre correspondant

La « scène » intellectuelle de Berlin-Est, que l'on avait longtemps crue à l'abri de tout soupçon, parce que tout le monde s'y considérait et vivait en cercle fermé, apprend finalement à vivre avec l'idée d'avoir été, de tout temps, infiltrée, voire manipulée de l'intérieur. M. Knud Wollenberger était pas un grand activiste. Il s'occupait des enfants à la maison pendant que sa femme, très engagée pendant les années 80 dans le mouvement de la paix est-allemande, militait. Ce savoir-faire de ses activités et qu'il dit à la police secrète.

Prié au piège de l'appareil policier, on prisonniers de leur propre déshonneur, beaucoup sans doute, parmi les informateurs de la Stasi, s'en tenaient au strict minimum pour n'avoir pas d'ennuis, s'abstenant à

leur petite conspiration quotidienne au détriment des êtres les plus chers. M. Wollenberger n'a jamais dévoilé à sa femme ses activités. Il avait tout d'abord nié les premières rumeurs. Confrontée à l'imminence de la publication d'informations sur son mari par le journal de Neues Forum, Die Andere, M^{me} Wollenberger a fini par lui avouer la vérité. « Je ne souhaite à personne, pas même à mes ennemis, de vivre ce que j'ai vécu ces derniers jours », écrit-elle dans un long texte publié par Die Andere.

Combien de révélations de ce genre

documentent encore dans les archives de la Stasi ? Un office spécialisé, créé par le traité d'unification, et doté de moyens notoirement insuffisants, s'efforce de les classer sous la direction de M. Joachim Gansel, un ancien pasteur de Rostock, député du Neues Forum dans le dernier parlement est-allemand.

La Stasi avait enregistré près de six millions de dossiers. Parmi leurs premières victimes célèbres, figurent l'ancien premier ministre chrétien-démocrate, M. Lothar de Maizière, qui a négocié l'unification et n'a jamais pu

se disculper entièrement des doutes pesant sur lui, tout comme le co-fondateur du parti social-démocrate est-allemand, M. Ibrahim Bohne, membre lui-même de l'ancienne section dissidente de Prenzlauer Berg, à Berlin-Est.

Plus récemment, les milieux intellectuels est-allemands ont été secoués par les révélations de l'écrivain et chanteur Wolf Biermann à propos du poète Sacha Anderson, une des figures de proue de l'avant-garde littéraire de l'Est. M. Anderson, installé depuis 1986 à Berlin-Ouest, est le co-fondateur de la maison d'édition Galery, spécialiste dans la poésie, créée après la chute du Mur par plusieurs anciens revues clandestines de Prenzlauer Berg. Il s'était toujours affiché comme disciple de Biermann, dont l'expulsion de RDA, dans les années soixante-dix, avait bouleversé la scène est-allemande.

L'affaire Anderson a divisé les milieux intellectuels de l'Est. Se défendant d'avoir livré des informations qui auraient pu porter atteinte à son entourage, Anderson est au centre d'une polémique sur les compromis acceptables, lorsqu'on vivait à l'Est. Jusqu'où la Stasi pouvait-elle intervenir pour influencer sur le mouvement littéraire dissident ? C'est le problème que pose l'affaire Anderson. Spécialiste des archives de la Stasi, M. Jürgen Fuchs, écrivain, ancien dissident captivé à Rostock, accuse M. Anderson d'avoir eu un rôle beaucoup plus important qu'il ne veut bien le dire comme agent de la Stasi.

HENRI DE BRESSON

Des prisonniers contre des devises

Le régime communiste de l'ex-RDA condamnait des innocents à de lourdes peines dans le seul but de pouvoir les « vendre » à la RFA contre de fortes sommes en devises. Ce stratagème a été révélé, au journal Bild, lundi 23 décembre, par M. Wolter Priesnitz, chargé en RFA, avant la réunification de l'Allemagne, du dossier du rachat des détenus est-allemands auprès du ministère des relations inter-allemandes. Aujourd'hui secrétaire d'Etat au ministère de l'Intérieur, M. Priesnitz affirme : « L'Est produisait des prisonniers à vendre comme une chaîne de montage industrielle. (...) Des gens ont été condamnés pour avoir déposé

une demande d'émigration à l'Ouest ou bien simplement parce qu'ils fréquentaient les églises. (...) Dès que Bonn a décidé d'utiliser la voie diplomatique pour pousser Berlin-Est à mettre un terme à ces pratiques et a refusé de payer, les condamnations d'innocents ont cessé presque du jour au lendemain. »

Ces révélations font suite à de premières informations publiées dimanche par l'hebdomadaire berlinois Kurier am Sonntag qui précisait qu'environ 400 personnes ont ainsi été condamnées dans les années 80 à des peines absurdes élevées à la seule fin de servir de monnaie d'échange. — (AFP)

A l'issue de son congrès extraordinaire

Le Parti communiste grec renoue avec le marxisme-léninisme et l'internationalisme prolétarien

M^{me} Aléka Papariga a été réélue, dimanche 22 décembre, secrétaire générale du parti communiste grec (KKE), à l'issue du 14^e congrès extraordinaire réuni à Athènes, pour réorganiser le parti dans le sens le plus traditionnel et le plus conservateur. M. Harilaos Floridis, ancien secrétaire de 1972 à 1989, tenant des sacro-saints canons du marxisme-léninisme, a été élu président d'honneur de la formation.

ATHÈNES

de notre correspondant

« M. Gorbatchev est un déserteur et un traître » : M^{me} Papariga, la « dame de fer » communiste, élue secrétaire générale du parti, a réaffirmé à l'issue d'un 13^e congrès houleux qu'il a vu le départ de la tendance rénovatrice du KKE, n'y est pas allée de main morte en ouvrant la semaine dernière les travaux du congrès. Elle a reproché au président de la défunte URSS d'avoir creusé le lit du capitalisme dans son pays : « La perestroïka, a-t-elle dit devant les 716 congressistes, qui a été présentée comme la reconstruction politique du socialisme, n'est en fait la restauration du plus sauvage (...) capitalisme. » Le KKE, un des partis communistes les plus traditionnels d'Europe occidentale, avec le parti portugais, avait déjà en août justifié le coup d'Etat contre M. Gorbatchev.

La dirigeante communiste s'est réclmée de « marxisme-léninisme » et de « l'internationalisme prolétarien » en saluant, notamment, la lutte du PC cubain et des PC des anciens pays socialistes « à

qui l'on doit la solidarité communiste internationale ». Pour M^{me} Papariga, « le renversement des régimes socialistes n'a pas apporté le printemps mais un profond hiver à l'humanité ». Les pays des Balkans, du monde arabe et du tiers-monde se trouvent maintenant, a-t-elle affirmé, « à la merci d'un nouvel ordre » dirigé par les États-Unis, la CEE et le Japon. Devant 25 délégations étrangères, elle a lancé un appel à la coopération entre les partis communistes. Les représentants des PC français et portugais ont indiqué qu'on ne pouvait pas, au stade actuel, envisager la création d'une nouvelle internationale communiste.

En ce qui concerne la Grèce, M^{me} Papariga n'apprécie pas du tout la prochaine adhésion de son pays à l'Union de l'Europe occidentale (UEO), qui constitue pour elle « un maillon de dépendance supplémentaire ». Elle n'aime pas non plus l'union européenne, qui consacrera en fait « une Europe à deux vitesses » et « marginalisera davantage la Grèce ».

Sur le plan de la politique intérieure, le leader du KKE a réjoui, dans l'immédiat, toute alliance avec le PASOK (socialiste) de M. Andreas Papandréou et, bien sûr, avec la Coalition de gauche et de progrès où se sont rassemblés les rénovateurs communistes conduits par M^{me} Maria Damanaki. La scission entre conservateurs et rénovateurs, consommée en juin dernier, a effaibli le KKE, qui affiche actuellement 30 000 adhérents contre 50 000 au congrès de février. Sa farce politique, autour de 10 % aux élections de 1990, serait tombée, selon les analystes politiques, à moins de 5 %.

DIDIER KUNZ

EN BREF

CHINE : arrestation d'un évêque catholique. — Un évêque catholique chinois nommé par Rome et appartenant à l'église clandestine, dit « du silence », a été arrêté le 11 décembre à Tianjin (Nord-Est), alors que les autorités communistes semblaient soucieuses de limiter l'exercice du culte à l'approche de Noël, a-t-on appris le lundi 23 décembre de source religieuse. Paul Li Zhenrong, soixante-douze ans, évêque de Cangzhou (Hebei, Nord-Est), a été arrêté alors qu'il était hospitalisé. Le chirurgien, son épouse, un séminariste proche de l'évêque et un couple catholique qui l'avaient hébergé avant son hospitalisation ont également été arrêtés. — (AFP)

ISRAËL : l'affaire Demjanjuk en appel. — La cour suprême d'Israël a repris, lundi 23 décembre, en appel le procès de John Demjanjuk, condamné à mort pour crimes nazis, après la découverte de documents qui pourraient lui sauver la vie même s'ils ne le justifiaient pas de tout soupçon. John Ivan Demjanjuk, soixante et onze ans, avait été condamné en 1988 au terme de quatorze mois d'un procès spectaculaire. Le tribunal l'avait identifié à « Ivan le terrible », le bourreau ukrainien du camp d'extermination de Treblinka (Pologne) pendant la seconde guerre mondiale. Mais la découverte de nouvelles pièces soviétiques et allemandes ont jeté un doute sur sa véritable identité.

PAYS-BAS : expulsion vers Israël de neuf juifs soviétiques. — Trois familles de juifs soviétiques — neuf personnes — ont été expulsées, lundi 23 décembre, des Pays-Bas pour Israël d'où elles étaient venues quelques mois plus tôt, a-t-on indiqué auprès du ministère de la justice néerlandais. Depuis l'été dernier, environ deux cents juifs soviétiques sont arrivés aux Pays-Bas après avoir quitté Israël, d'où ils étaient partis depuis la semaine dernière, ou premier groupe de quarante-trois personnes dans la même situation avait été mis dans un avion à destination de Tel-Aviv (le Monde du 18 décembre). — (AFP)

Canal au raz-de-marée à Saint-Pierre-et-Miquelon. — Appliquant les consignes du plan ORSEC, la moitié des 6 000 habitants de l'archipel français de Saint-Pierre-et-Miquelon, situé à l'est du Canada, a passé la journée du lundi 23 décembre sur les hauteurs. Alertés par un mystérieux « service siémo-graphique de Washington » de l'imminence d'un tsunami (communément mais improprement appelé raz-de-marée), la préfecture avait conseillé à la population d'éviter les zones côtières et aux navires de regagner le port. Quelques heures plus tard et ne voyant rien venir on vérifia l'authenticité du message arrivé par télécopie.

Jésus

Vase de

et